

GEMENGENINFO

RAPPORT DU CONSEIL COMMUNAL DU 17.03.2017





Réunion du conseil communal du 17 mars 2017	04
Gemengerotssëtzung vum 17. März 2017	07

Séance publique:

1. Correspondance;	07
2. Circulation :	08
2.1. approbation du règlement définitif de la circulation – avenue G.-D. Charlotte;	
2.2. approbation du règlement définitif de la circulation – « shared-space » – avenue G.-D. Charlotte;	
2.3. approbation du règlement définitif de la circulation – « Am Duerf »;	
2.4. approbation du règlement temporaire de la circulation – rue Jean Jaurès;	
2.5. approbation du règlement temporaire de la circulation – rue des Ecoles;	
2.6. confirmation d'un règlement d'urgence temporaire de la circulation – rue Jean Jaurès;	
3. Finances communales :	13
3.1. plan pluriannuel de financement des exercices 2018 à 2020 – présentation et discussion;	
3.2. approbation des relevés et rôle supplémentaire de la taxe sur les chiens de l'exercice 2016;	
3.3. approbation des modifications à apporter au chapitre XXI – repas sur roues – du règlement-taxes général;	
3.4. approbation des modifications à apporter au chapitre XXII – salles communales – du règlement-taxes général;	
3.5. approbation des modifications à apporter au chapitre XXIX – manifestations culturelles – du règlement-taxes général;	
3.6. approbation de l'acte notarié de cession gratuite de terrains avec les époux Nicolas Neisius et Elsa Zigliana;	
3.7. approbation de la convention de collaboration pour le projet de logements encadrés à Dudelange;	
3.8. approbation du devis estimatif pour un montant de 250'000,- € pour la modernisation des infrastructures LED (éclairage public);	
3.9. approbation de décomptes de travaux extraordinaires;	
3.10. subsides extraordinaires à attribuer;	
4. Approbation du projet d'aménagement particulier concernant des fonds sis à Dudelange au lieu-dit « rue Pasteur », présenté par le bureau d'ingénieurs « Luxplan S.A. » pour le compte de la société « Sedna Investments & Services S.A. »;	27
5. Avis à donner au sujet de la proposition de classement comme monument national de l'immeuble 71, rue Gaffelt;	31
6. Hospice civil :	33
6.1. approbation des comptes de liquidation et du bilan au 16 décembre 2016;	
6.2. dissolution de l'hospice civil de Dudelange;	
7. Fabrique d'église :	39
7.1. approbation de la déclaration d'intention au sujet de la propriété des bâtiments religieux;	
7.2. approbation du contrat de bail au sujet de la location de certains locaux au presbytère;	
8. Questions au collège des bourgmestre et échevins;	32

**9. Personnel :****52**

- 9.1. conversion d'un poste d'employé communal à tâche complète de la carrière B1 vers la carrière C pour les besoins du département administratif;
- 9.2. création d'un poste d'employé communal à tâche complète dans la carrière C pour les besoins du département administratif – service informatique et nouvelles technologies;
- 9.3. création d'un poste d'employé communal à tâche complète dans la carrière de l'agent sanitaire infirmier pour les besoins du département administratif – service santé scolaire;

Séance à huis clos :**10. Personnel :**

- 10.1. engagement d'un salarié dans la carrière de l'artisan (instructeur de natation) à tâche complète et à durée déterminée du 1er avril 2017 au 31 mars 2019 pour les besoins du département administratif – service des sports avec l'obligation de se soumettre au prochain examen d'admissibilité dans la carrière de l'artisan organisé par le Ministère de l'Intérieur;
- 10.2. engagement d'un employé communal dans la carrière de l'aide éducateur à tâche variable de 10 - 20 heures par semaine et à durée déterminée du 1er avril 2017 au 17 juillet 2017 pour les besoins du département administratif - service éducation et accueil pour enfants;
- 10.3. engagement d'un employé communal dans la carrière de l'éducateur diplômé à tâche variable de 35 - 40 heures par semaine et à durée déterminée du 1er avril 2017 au 31 décembre 2017 pour les besoins du département administratif - service éducation et accueil pour enfants;
- 10.4. démission à accorder sur sa demande à une employée communale;
- 10.5. nomination définitive d'un fonctionnaire communal à tâche complète dans la carrière de l'expéditionnaire technique au département administratif - service informatique et nouvelles technologies;
- 10.6. engagement d'un employé communal à tâche complète et à durée indéterminée dans la carrière B1 pour les besoins du département administratif - service accueil;
- 10.7. changement de carrière avec décision de classement et suppression du service provisoire d'une employée communale au département administratif - secrétariat communal;
- 10.8. changement de carrière avec décision de classement et suppression du service provisoire d'une employée communale au département administratif - service informatique et nouvelles technologies;
- 10.9. promotion à accorder à un fonctionnaire communal;
- 10.10. augmentation de la tâche hebdomadaire d'une employée communale au département administratif - service informatique et nouvelles technologies;
- 10.11. augmentation de la tâche hebdomadaire d'une employée communale au département administratif - service informatique et nouvelles technologies.

Editeur responsable:

Collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Dudelange

Textes: Résumé français: Patrick Bausch

Retranscription: Rita Schmit

N° 02 /// 2017

Parution JUIN 2017

Photos, Illustrations: Ville de Dudelange,

David Laurent/Wili, André Weisgerber,

Roberto Santoprete, Mike Zenari, BENG, iStock, Pixelio





RAPPORT SOMMAIRE DES SÉANCES DU CONSEIL COMMUNAL DU 17 MARS 2017

Présents: Messieurs Dan Biancalana, bourgmestre; René Manderscheid, Loris Spina et Madame Claudia Dall'Agnol (sauf pour le point numéro 4 de l'ordre du jour), échevins.

Monsieur Bob Claude; Mesdames Jessica David, Josiane Di Bartolomeo-Ries (sauf pour le point numéro 5 de l'ordre du jour); Messieurs Jean-Paul Friedrich, Jean-Paul Gangler; Madame Romaine Goergen (sauf pour les points numéros 9 de l'ordre du jour); Monsieur Vic Haas; Mesdames Michèle Kayser-Wengler, Colette Kutten; Monsieur Marc Lazzarini; Mesdames Emilia Oliveira, Brit Schlussnuss et Monsieur Jos Thill (sauf pour les points numéros 9 et 10.1 de l'ordre du jour), conseillers.

Patrick Bausch, secrétaire communal.

Absent, excusé: néant

Début de la séance à 08.00 heures.

Monsieur le bourgmestre ouvre la séance en souhaitant la bienvenue à tous les membres.

Le conseil communal prend connaissance:

- de la lettre ouverte lui adressée par Monsieur Max Durisotto au sujet de la réglementation du parking résidentiel dans la première partie de la rue Michel Lentz et des stationnements dangereux au croisement rue de la Paix, rue Michel Lentz et de la lettre réponse du collège des bourgmestre et échevins;
- de la lettre remise par Messieurs Fernand Misteri et Adérito Manuel Da Conceição Ferreira au nom de certains artisans locaux, concernant le stationnement de véhicules destinés au transport de choses sur le territoire de la Ville et de la lettre réponse du collège des bourgmestre et échevins.

Finalement, le bourgmestre informe que le parking public « Am Duerf » ouvrira ses portes le samedi 18 mars 2017. Il s'agit du parking public souterrain qui remplace l'ancien parking de la poste et qui offre en tout 182 places publiques, soit 71 places supplémentaires par rapport à l'ancien parking de la poste qui en comptait 111.

Point numéro 2 de l'ordre du jour: circulation: le conseil communal approuve,

- 2.1. unanimement le règlement de la circulation limitant la vitesse à 30 km/h dans l'avenue Grande-Duchesse Charlotte, de la maison n° 30 jusqu'à la maison n° 58;
- 2.2. avec 15 voix et 2 abstentions, la réglementation au sujet de l'introduction d'une zone de rencontre « shared space » dans l'avenue Grande-Duchesse Charlotte, ceci à partir de la maison

n° 58 jusqu'à la rue Jean Jaurès;

ensuite chaque fois par des votes unanimes :

- 2.3. le règlement définitif de la circulation sur la nouvelle place publique « Am Duerf »;
- 2.4. la réglementation temporaire de la circulation à l'occasion de travaux sur les réseaux gaz et eau dans la rue Jean Jaurès du 10 au 21 avril 2017;
- 2.5. la réglementation temporaire de la circulation à l'occasion de travaux de raccordement des réseaux gaz et eau dans la rue des écoles du 10 au 21 avril 2017;
- 2.6. confirmation du règlement d'urgence du collège des bourgmestre et échevins du 24 février 2017 à l'occasion des travaux de réaménagement de la ruelle entre les maisons numéros 40 et 36 dans la rue Jean Jaurès.

Un large point numéro 3 concerne les finances communales.

- 3.1. Le plan pluriannuel de financement (PPF) couvrant les années 2018 à 2020 est présenté aux conseillers communaux.
- 3.2. Le relevé et le rôle supplémentaire de la taxe sur les chiens est approuvé unanimement.
- 3.3. Une adaptation du prix du repas sur roues est adaptée avec 16 voix et une abstention. Un repas sur roues (inclusivement livraison) coûtera dorénavant 13,97- €. Cette hausse de prix résulte de l'adaptation par SERVIOR du prix de revente des repas sur roues à l'indice des prix à la consommation.



- 3.4. Les tarifs pour la location de salles et places communales sont adaptés avec 16 voix contre une. Les nouveaux tarifs concernent la location :
1. des infrastructures sportives du Centre sportif René Hartmann et autres, selon les disponibilités;
 2. de toute autre salle communale;
 3. des places communales;
 4. des locaux du centre culturel régional « opderschmelz ».

A signaler que les associations et associations sans but lucratif ayant leur siège social à Dudelange restent exemptées du paiement des droits de location. Cette même exemption vaut pour les fédérations, respectivement pour les associations caritatives.

- 3.5. Les tarifs pour certaines manifestations culturelles sont adaptés avec 16 voix et une abstention. Les modifications concernent les événements ci-après :

1. Festival Touch of noir:.....45,- €
2. Festival Summerstage (manifestation sur une journée):.....25,- €
3. Festival Summerstage (manifestation sur plusieurs journées):.....35,- €
4. Festival Like a Jazzmachine:85,- €
5. Concert de solidarité:45,- €

- 3.6. L'acte notarié de cession gratuite de terrains aux termes duquel la Ville de Dudelange reçoit gratuitement des époux Nicolas Neisius et Elsa Zigliana, une parcelle de terrain, inscrite au cadastre de la commune de Dudelange, section B de Burange, numéro cadastral 1261/6386, lieu-dit « rue Théodore Thiel », place voirie, contenant 73 centiares, est approuvé à l'unanimité.

- 3.7. La convention de collaboration passée entre le collège des bourgmestre et échevins, l'office social de Dudelange et la Croix-Rouge Luxembourgeoise est approuvée avec les voix de tous les conseillers. La convention de collaboration fixe les modalités de fonctionnement pour le projet de logements encadrés à Dudelange. Ce projet a pour objectif la mise à disposition d'un logement individuel et la prise en charge éducative visant à l'autonomie de jeunes adultes âgés entre 18 et 27 ans en situation de détresse psycho-sociale. La Ville met ainsi à disposition du service « Perspectives » de la Croix-Rouge luxembourgeoise, contre loyer, 3 chambres et 1 studio situés au 73, rue Tattenberg à Dudelange.

- 3.8. Le devis de 250'000,- € pour le remplacement de 125 candélabres et lampes de l'éclairage public par des infrastructures LED au courant des 5

prochaines années est avalisé à l'unanimité.

- 3.9. Le conseil communal approuve d'un parfait accord, les décomptes de travaux extraordinaires suivants:

1. remise en état de la maison 106, rue de l'Hôpital:.....69'913,12- €
2. nouveau mobilier, service de la gestion des ressources humaines:.....33'287,67- €
3. nouveau mobilier, maison sociale:74'920,14- €
4. acquisition d'une machine à courber hydraulique, ateliers communaux:.....36'852,66- €
5. voiture de service, service informatique:.....11'900,00- €
6. voiture de service, service des sports:.....10'327,47- €
7. chariot élévateur, services industriels:.....47'836,98- €
8. tondeuse (Spindelmäher), service espaces verts:.....49'734,36- €
9. voiture de service (4x4), garde-champêtre:34'500,00- €
10. nacelle à ciseaux, services industriels:.....29'995,06- €
11. camionnette, services industriels:.....34'807,50- €
12. camionnette, service voirie:....34'880,00- €
13. participation aux frais d'acquisition de nouveaux uniformes et manteaux, Harmonie Forge du Sud:.....25'000,00- €
14. réfection de la façade en briques, école Boudersberg:.....14.274,00- €

- 3.10. les subsides extraordinaires suivants sont accordés d'un commun accord :

1. Œuvre Saint Nicolas, participation aux frais d'acquisition des sachets de friandises pour enfants en 2016:..2'500,- €
2. Œuvre Saint Nicolas, participation aux frais d'organisation du cortège de la Saint Nicolas du 4 décembre 2016:.....825,- €
3. Lycée Nic Biever Dudelange, subside extraordinaire afin de cofinancer son voyage éducatif et culturel à Cracovie et Auschwitz du 3 au 7 avril 2017: 700,- €
4. Fondation Lëtzebuurger Blannevereengung, subside extraordinaire afin de participer financièrement à diverses actions:65,- €

Sub point numéro 4 de l'ordre du jour, le conseil municipal est unanimement d'accord avec le projet d'aménagement particulier dans la rue Pasteur, présenté par le bureau d'ingénieurs « Luxplan S.A. » pour le compte de la société



«Sedna Investments & Services S.A.», en tenant compte de l'avis de la cellule d'évaluation du Ministère de l'Intérieur.

5. La proposition d'inscrire l'immeuble 71, rue Gaffelt, appartenant à Monsieur Belkacem et Madame Malika Gasmi, à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux en raison de son intérêt historique, architectural et esthétique, ce conformément aux dispositions du règlement grand-ducal concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux, est avisé favorablement et à l'unanimité.

Hospice civil Dudelange:

- 6.1. la décision de la commission administrative de l'hôpital du 19 décembre 2016 portant approbation des comptes de liquidation et du bilan de profits et pertes arrêtés au 16 décembre 2016 de l'hôpital de la Ville de Dudelange est approuvée avec treize voix et 4 abstentions;
- 6.2. la décision de la commission administrative de l'hospice civil de Dudelange du 19 décembre 2016, de procéder à la liquidation définitive de l'hospice civil et de verser à la Ville de Dudelange l'ensemble de l'actif du bilan des comptes de liquidation 2016 avec l'obligation de prendre à charge les frais éventuels liés à la dissolution est approuvée avec 14 voix et 3 abstentions.

Fabrique d'église de la paroisse de Dudelange:

- 7.1. la déclaration d'intention relative à la propriété des édifices religieux situés sur le territoire de la Ville de Dudelange et gérés par la Fabrique d'église de la paroisse de Dudelange est approuvée avec 10 voix contre une et 6 abstentions;
- 7.2. le contrat de bail au sujet de la location par la Fabrique d'église d'une partie de la maison sise 14, rue des Écoles, presbytère, est accepté avec 15 voix contre une et une abstention.

Une question a été posée par écrit au collège des bourgmestre et échevins par la fraction « Déi Gréng », portée à l'ordre du jour sub point numéro 8, concerne les compteurs intelligents d'eau et de gaz en voie d'installation, question discutée séance tenante.

Le point numéro 9 de l'ordre du jour a trait aux décisions de personnel communal en séance publique.

Ainsi, le conseil communal, décide, chaque fois à l'unanimité,

- 9.1. de convertir le poste d'employé communal - carrière B1 en poste d'employé communal - carrière

C pour les besoins du département administratif - service chargé de l'organisation pratique des manifestations au sein de l'Hôtel de Ville;

- 9.2. de créer un poste d'employé communal - carrière C pour les besoins du service informatique et nouvelles technologies;
- 9.3. de créer un poste d'employé communal - carrière de l'agent sanitaire infirmier pour les besoins du service santé scolaire.

La séance se poursuit alors à huis clos.

Décisions de personnel :

- engagement de Monsieur Yan Heil, comme salarié-artisan (instructeur de natation) à durée déterminée pour le service des sports, avec l'obligation de se soumettre au prochain examen d'admissibilité dans la carrière de l'artisan organisé par le Ministère de l'Intérieur;
- engagement aux postes d'aide-éducateur à tâche variable et à durée déterminée pour les besoins du service éducation et accueil pour enfants de Mesdames Joy Degreef, Michelle Leroy et Elisabete Matias Figueiredo;
- décision de laisser vacant le poste d'éducateur diplômé à tâche variable et à durée déterminée au service d'éducation et d'accueil pour enfants;
- démission honorable de ses fonctions d'employée communale, carrière de l'aide-éducateur, accordée, sur sa demande, à Madame Saskia Rodrigues;
- nomination définitive dans la carrière de l'expéditionnaire technique de Monsieur Kevin Promme au service informatique;
- engagement de Madame Désirée Feltes comme employée communale - carrière B1 au service accueil, réception et central téléphonique;
- changements de carrière de Madame Agata Casoli, département administratif et de Madame Myriam Theobald, service informatique;
- promotion dans la carrière de l'agent municipal de Monsieur Marco Czaika;
- augmentation des tâches hebdomadaires de Mesdames Luisa De La Hoz et Mariette Metzler au service informatique.

La prochaine réunion du conseil communal est fixée au 5 mai 2017 à 08.00 heures.

Fin de la séance vers 12.15 heures.



GEMENGEROTSSÄTZUNG VUM 17. MÄERZ 2017

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, schéine gudde Moien, de Gemengerot ass au grand complet. Ech proposéieren, dass mir ufänken. Mir hunn e puer Kommunikatiounen um Niveau vun der Korrespondenz, do ginn ech d'Wuert direkt un d'Claudia.

1. KORRESPONDENZ

Claudia Dall'Agnol (LSAP – Schëffin): Schéine gudde Moien alleguerten. Mir hunn zwee Bréiwer kritt gehat; deen een ass vum Här Durisotto Max, aus der rue Lentz, déi un de ganze Gemengerot adresséiert waren, ech weess elo net, ob dir en och perséinlech heem krut, mä e läit jo ënner Korrespondenz vir. D'Äntwert och. De Problem war mat enger fréierer Bushaltestell, deen hu mir scho behuween, wéi dir an eiser Äntwert och liese kënnt.

Den zweete Bréif ass dee vun den Hären Misteri an Da Conceicao Ferreira déi de leschte Gemengerot och hei lauschtere komm waren, a wéi dir et konnt liesen, hu si jo och selwer agesinn, dass den Toun vum éischte Bréif villäicht net dee richtege war. Dat appreciéiere mir natierlech. Mir hunn hinnen och schonn en Accusé-de-réception geschéckt an hinnen och gesot, dass eis Servicer am Gaang sinn, déi Virschléi ze préiwen, wat déi Camionnettoparkingen ubelaangt, an eventuell och aner Méiglechkeeten, idem och wat d'Belichtung op deene bestoende Parkingen ubelaangt, kucke mir, wou muss a kann nogebessert ginn.

Wat de Cambriolage awer ubelaangt hunn ech mol bei der Police nogefrot, wat dann sou vun Abréich bei hinne gemellt gouf, an do krut ech gesot, dass vum 1.1.2015 bis ausgangs Februar dëst Joer, also méi wéi 2 Joer, nëmme 6 Abréich a Camionnetten hei zu Diddeléng waren. An dat war och bësse queesch duerch d'Stad, et war also net op deene genannte Parkingen. Dat awer och just als Info. Soubal eis Servicer den Tour gemaach hunn, wäerte mir natierlech d'Leit empfänken a mir hunn hinnen elo awer scho Rendez-vous gi fir Enn dës Mounts.

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Merci Claudia fir déi dote Kommunikatioun. Da wollt ech hei och dem Gemengerot matdeelen, dass muer Samschdeg den 18. März ab 7 Auer den ënnerierdesche Parking am Duerf, also um -1, offiziell opgeet. Dat sinn 182 nei Parkplazen, déi am Zentrum accessibel ginn. Nach eng Kéier pour rappel, virdru waren ëmmer 111 Parkplazen, déi iwwerierdesch waren, an elo kommen hei gutt 71 zousätzlech Parkplazen dobäi, also 182 Parkplazen, déi hei ab muer accessibel sinn. D'Entrée an d'Sortie mécht sech iwwert d'Rue de l'Étang an, vu dass awer och am Moment nach de Chantier am Gaang ass op der Plaz am Duerf, ass recommandéiert, wann d'Leit an den ënnerierdesche Parking fueren, dass se d'Sortie huele via Grande-Duchesse Charlotte. Also dat fir d'Foussgänger en attendant dass d'Aarbechte weider ginn. Dat ass déi éischt Kommunikatioun, also e ganz positive Volet an dann e bessen e manner positive Volet.

Wollt awer och de Gemengerot hei informéieren, wou mir och schonn Demarchen alaude gelooss hunn iwwert eisen Hausaffekt am Kader vum PAP Lenkeschléi, wat jo e private Projet ass. Dir hutt jo gesinn, dass 5 Beem hu missen ewechgeholl ginn an der Mayrisch de St Hubert-Strooss, dat ass geschitt well d'Entreprise de construction am Kader vun den Aarbechten um privaten



Terrain d'Wuerzele futti gemaach huet vun deene jeeweilege Beem. Mir sinn dat och gewuer ginn als Gemeng, a vu dass déi Beem à-cheval si vun der Propriété-privée an der Propriété-communale, hu mir och hei ganz kloer d'Entreprise un hir Responsabilitéit gefuerdert. Wéi gesot et ass kee Gemengeprojet, mä ee private Projet, nach sinn déi Wuerzele futti gemaach ginn, déi Beem hu missen ewechgeholl ginn, et ass eng Autorisatioun ugefrot gi beim Environnement, déi mir natierlech och kritt hunn, well duerch en Test vun enger externer Firma, wou en Expert gesot huet, dass d'Sécherheet net garantéiert ass, hunn se missen deemtsprechend ewechgeholl ginn. Déi Beem mussen och 1 zu 1 ersat ginn duerch deeselwechten Typ, also Tilleulen, a mir hunn hei iwwer eisen Hausaffekt ganz kloer un d'Entreprise geschriwwen an se un hir Responsabilitéit appelléiert, respektiv leeft dat elo hei iwwert Assurancen an si sinn dru gehalen, déi Beem 1 zu 1 z'ersetzen, a wann se dat net wëlle maachen, si mir als Gemeng bereet e Schratt méi wäit ze goen. Déi Informatioun wollt ech dem Gemengerot awer och net virenthalen.

Et sinn der 5 ewechgeholl ginn, et sinn der och 5 autoriséiert ginn, d'Entreprise huet der 4 futti gemaach, an deen aneren huet och missen ewechgeholl ginn, well deen och ugetaacht war, also och dat war zimlech kritesch. Dat och nach zur Informatioun.

2. CIRCULATION

2.1 approbation du règlement définitif de la circulation – avenue G.-D. Charlotte;

Claudia Dall'Agnol (LSAP – Schëffin): Dat éischt ass dat an der Niddeschgaass, vun der Hausnummer 30 un, dat ass direkt wann dir erafuert, ongeféier beim Coiffer Steffen bis bei den Institut Nathacia, de fréiere Coiffure Machado, dat heescht d'Hausnummer 58 hu mir d'Vitess op 30 reglementéiert, well et ergëtt jo kee Sënn, dass dir mat 50 an déi Strooss erafuert, fir dann herno ofzebremsen op 20 an am Shared Space weiderzefueren. D'Servicer vun der stadlecher Verkéierskommissioun waren op der Plaz, fir eis de Go ze ginn, fir dass mir dat och kënnen sou maachen.

2.2. approbation du règlement définitif de la circulation – « shared-space » – avenue G.-D. Charlotte;

Claudia Dall'Agnol (LSAP – Schëffin): Den zweeten, dat ass de Shared Space, wou mir deen dann definéieren als sougenannte Zone-de-rencontre mat Vitess 20, mir definéieren och e Parking fir Motoe beim Why Not, vis-à-vis vum Bäcker Thein respektiv Café Pin Up, dat sinn 8 gratis Emplacementen, mir kreéieren och d'Bushaltestell, ongeféier vis-à-vis vum Why Not. An zu gudder Lescht mussen mir jo dann och d'Parkplazen, déi am Shared Space sinn, reglementéieren, an zwar ongeféier vun der Héicht vun der Madame Klein an der BGL un bis bei den neie Busarrêt, an zwar kann een do 30 Minutten parken. Op der Héicht vum Haus Nummer 59 ass deen éischte Parkemplacement virgesinn, duerno geet et da vu virun der neier Residence, dat ass d'Nummer 60, weider bis op d'Héicht 74 mat deene Plazen, wou een 30 Minutte ka stationéieren. Déi Parkplazen hunn am Buedem eng Schloef leien, déi erkennt, wann den Auto drop parkt.



Vun deem Moment u lafen déi 30 Minutten, déi iwwer gréng Dioden a Minutten och ugewise ginn. Ech hunn och Fotoen, ech ginn déi villäicht eng Kéier ronderëm, dat ass méi einfach, da kënnt dir iech eppes drënner virstellen. An nom Oflafe vun deenen 30 Minutte schalt déi Parkborne op rout an den Automobilist kann natierlech verbaliséiert ginn, wann e méi laang do steet.

2.3. approbation du règlement définitif de la circulation – « Am Duerf »;

Claudia Dall'Agnol (LSAP – Schäffin): Dat drëtt, mir bleiwen am Duerf, dat ass eis nei Plaz, déi mir jo och musse reglementéieren, an zwar, dass wann een an d'Rue de l'Étang abéit, een e Stopp huet an dass een natierlech do nëmmen däerf no lénks ofbéien. D'Plaz selwer ass jo Foussgängerzon, mä natierlech mussen d'Leit, d'Geschäfte an och d'Caféen, déi op där Plaz sinn, kënne beliwwert ginn, dofir musse mir natierlech och en Accès livraison mat Horaire reglementéieren an dat vu méindes bis samschdes vu 7:30 bis 11:30.

2.4. approbation du règlement temporaire de la circulation – rue Jean Jaurès;

2.5. approbation du règlement temporaire de la circulation – rue des Ecoles;

Claudia Dall'Agnol (LSAP – Schäffin): Dat véiert an dat fënneft huelen ech och direkt zesummen, well et do zweemol drëms geet, dass eist Gas- an eist Waasserwierk musse schaffen. An zwar hu mir dat extra an d'Schoulvakanz vun Ouschtere geluecht. Dir wësst, dass mir dat ëmmer probéieren, wann et nëmme méiglech ass, well dann awer e bësse manner Verkéier ass. Dat ass an der Rue Jean Jaurès op der Kräizung mat der Niddeschgaass, dat heescht ongeféier beim Safe an dat anert ass an der Rue des Écoles, also um Strutzbierg. An der Jaurès-Strooss ginn d'Hauptwaasser- a -gasleitungen aus PVC géint nei Hauptleitungen aus Polyethylen ersat an an der Rue des Écoles ass eng nei Leitung fir Gas a Waasser geluecht ginn an elo geet et drëms fir d'Hauseschlëss ëmzehänken an déi al Leitungen aus PVC dann och ausser Betrieb ze huelen. Dat ganz spillt sech da während der Schoulvakanz of.

2.6. confirmation d'un règlement d'urgence temporaire de la circulation – rue JeanJaurès;

Claudia Dall'Agnol (LSAP – Schäffin): Dann hunn ech nach een zu gudder Lescht, dat ass dann den Nummer 6, do heesche mir e Règlement-d'urgence nodréiglech gutt. Et gëtt do an der Gëssel geschafft, wou eisen Éierebuergermeeschter wunnt, hei vir an der Rue Jean Jaurès. Dat ass natierlech och am Zesummenhang mat eiser neier Plaz am Duerf a kann nach bis Enn des Mounts, respektiv ufanks Abrëll daueren.

Joseph Thill (Déi Lenk): Eng Fro an eng Bemierkung zu deene Parkueren, déi dann elo zirkuléieren: hunn ech richtig verstanen, dass dat näischt kascht, wann d'Leit do parken.

Claudia Dall'Agnol (LSAP – Schäffin): Et ass 30 Minutten gratis a wann d'Auer ofgelaf ass, déi 30 Minutten, da kanns Du natierlech en Avertissement-taxé kréien. Firwat? Mir hu jo gesot, d'Leit kënne séier eng Kommissioun maache goen, mä et muss awer och Beweegung dra kommen. Et ass net fir laang do ze parken, well Du hues jo hei aner Méiglechkeeten, wou s Du kanns 2 oder 3 Stonne parken, wou s Du natierlech muss bezuelen.

Joseph Thill (Déi Lenk): Dann nach meng Bemierkung, déi betrëfft effektiv d'Rue de l'Étang, wou jo da mat deem neie Parking vill méi Leit doduerch fueren, wéi an der Vergaangenheet. Et sinn e puer Leit, déi mir gesot hunn, an dat hunn ech effektiv och scho selwer erlieft, wann een an der Rue de l'Étang no lénks an d'Rue Jean Jaurès abéit, da gesäit een extrem schlecht. Kéinten Är Dëngschter do eng Kéier kucken, ob et méiglech wier, do e Spigel z'installéieren. Et gesäit een op jiddefall ganz schlecht, wann do een erop kënnt, fir wann ee wëll lénks an d'Jean Jaurès abéien, fir ebe virun d'Gemeng ze fueren oder an déi Richtung. Dofir meng Fro. Ech soe Merci.

Michèle Kayser-Wengler (CSV): Am Januar d'lescht Joer hate mir déi grouss Diskussioun hei iwwer de Shared Space a mir hate jo deemools d'Geleeënheet mam Här Nico Steimetz, mam Architekt, mam Responsable vum Büro Schroeder & Associés an och mat eiser Architektin vun der Stad de Projet Shared Space an och den éffentlechen Deel am neie Quartier Am Duerf hei duerchediskutéieren. Dat hei ass elo och e wichtege



Punkt, well dat ass awer hei e komplett nei innovati-ve Wee, wou mir hei ginn, mat der Definitiou vum de Parkplazen an deem Shared Space a genau wéi och am Januar betoune mir nach eng Kéier am Numm vum der CSV, dass mir fir dat richtegt Konzept hei mam Shared Space fir am Zentrum vum Diddeleng nei Weeër ze hunn, dass mir do och absolut dohannert stinn. Et geet jo ëm d'Visittekarte vum eiser Stad, et geet drëms, sech als attraktiv, lieweg, modern Stad no baussen ze weisen, a mir soen ëmmer "op Diddeleng soll ee gäre wunne kommen", mä et soll een och einfach gäre spadséiere kommen an trëppele goen. Ech hat awer och deemools gesot, dass eng seriö Gemengepolitik och heescht, all Projet ze duerchlichten, ze hannerfroen an och, wann de Vote gemaach ass, dohannert ze bleiwen an et muss een och heiansdo nofroen. Ech hunn och e puer Froen, déi sech direkt hei op de Projet Shared Space bezéien, an zwar ass dat éischters zum Delai. Am Januar d'lescht Joer huet et geheescht, mir fänken am Februar un an de Chantier dauert 10 Méint, dat heescht, mir waren optimistes, dass et am Dezember 2016 sollt fäerdeg ginn. An et huet och geheescht, d'Kanalarbechten dauere just 3 Méint an ech denken, dat war awer e bëssen ze vill optimistes, well all Diddelenger huet et gemierkt, dass vill Ongereimtheeten, fir e Leien, bei der Aarbechtsféierung waren. Virun allem an der Koordinatioun hunn d'Leit net verstanen, firwat eng Kéier déi eng Säit opgerappt ginn ass, déi aner Kéier, déi aner Säit, bal huet ee vum Safe aus misse riets goen, bal eng Kéier lénks, da stoung ee rëm virun engem Gitter an huet ee missen Demi-tour maachen an d'Leit hu virun allem e bësse bemängelt, dass keng Beschëlderung war. An ech denken, dat ass villäicht e Feeler, dee mir als Gemeng gemaach hunn, an deen ee sécher kann an de Phasen 2 an 3 villäicht verbessern.

Eng aner Saach, déi och villäicht wichteg ass elo z'erwänen, elo gëtt alles schéin zougemaach, wat jo och schéin a wichteg ass, mä et war och oft ganz knaschteg, et war knubbeleg fir Leit mat engem Handicap, Leit mat Rollatore war et net evident, fir hin an hir ze goen. Ech hoffen och, dass dat villäicht an der nächster Phas, wann demnächst d'Phas 2 an 3 vum Shared Space gemaach ginn, dass ee do ka kucken, dass et e bësse besser geet. Déi wichteg Fro ass och: wien huet dann schlussendlech d'Koordinatioun vum Chantier gehandhaabt a wien hat d'Surveillance? Waren dat en Ingenieur an en Architektbüro oder wéi ass dat zustane komm, dass et heiansdo geheescht huet "elo bleift alles zou" an dann hunn d'Geschäftsleit gemierkt, déi Woch drop war erëm eng Kéier genau virun

hirer Dier opgerappt ginn. Iwweregens e grouse Respekt un all eis Geschäftsleit, déi duergehalen hunn an dëser schwéierer Zäit an déi och verdéngt hunn, dass d'Diddelenger Leit si och weiderhin ënnerstëtzen. Dann ass d'Fro awer, den Entrepreneur hat sech jo och un Delaien ze halen, lo ass jo awer eng Iwwerschreidung vum der Zäit gemaach ginn an et huet geheescht, pro Dag muss deen e gewësse Montant un d'Gemeng bezuelen. Ass dat geschitt? Oder sinn do Explikatiounen komm, dass ee gesot huet, komm et ass ok et war eben net anescht machbar, mir brauchen elo näischt beim Entrepreneur ze froen, dass en eis en Dedommagement gëtt? An dann dorunner ugegliddert natierlech och d'Fro no de Gesamtkäschten. Si mir am Präis? Mir hate gesot d'Phas 1 kascht eis 3,5 Milliounen. Si mir do nach an de Präisser dran oder kënnt do en Depassement, dee mir villäicht eng Kéier mussen nowielen? Dat ass och villäicht net oninteressant ze wëssen.

Wat elo e bëssen erstaunlech ass an der éischter Version vum Detail vum Shared Space stoung, dass mir d'Parkplazen op 20 Minutte géife maache mat den Detektoren. Dir hutt elo gesot 30 Minutten, wat sécher och absolut OK ass, wann een 2 oder 3 Kommissiounen huet, da sinn 30 Minutten och séier ëm. An ech wollt nach nofroen, wéi ass et mam Mobilier urbain, ass dat och prett? Hu mir dat do stoen? Wa mir de Shared Space an och d'Plaz Am Duerf amenagéieren, war jo och rieds gaangen, dass mir Bänken, Masten, Drecksbacken, asw. huelen, déi dann och an engem flotten Design solle sinn. An dann och vum Bushaischen ass kuerz rieds gaangen. Dat soll jo eng hëlze Konstruktioun sinn, mir haten dee Moment och nach ageworf, ob een net kéint stolen Elementer dra mat abauen, do hat den Här Architekt deemools gesot, dat géifen se nach préiwen. D'Fro ass eben, ob do schonn eppes Konkretes ass, ob mir do och scho villäicht eng Foto hunn, wéi dat herno soll ausgesinn. Mir sti selbstverständlech nach ëmmer hannert der Iddi vum Shared Space. Mir hunn och jidderengem gesot dobaussen "dat gëtt wonnerbar, wann dat fäerdeg ass, komm mir halen nach e bëssen duer a komm mir ënnerstëtzen eis Geschäftsleit", mä mir wënschen eis villäicht fir déi folgend Bauphasen e bëssen eng besser Koordinatioun vum Chantier, eng besser Beschëlderung vum de Foussgängerweeër an och villäicht méi en transparenten Dialog mat de Bierger. Haut war tiptop, dass mir gesot kritt hunn, dass déi Beem futti gemaach gi sinn an der Mayrisch-Strooss, also et ass net flott, dass et sou ass, mä et ass flott, dass et kommunizéiert ginn ass, dat mengen ech natierlech. An ech denken,



Éierlechkeet an Transparenz kënnt ëmmer gutt u beim Bierger an dee Wee musse mir weidergoen.

Jean-Paul Gangler (CSV): Ech hätt just 2 Froen zum Réglement définitif de la circulation Am Duerf 2.03. Den Accès vun de Camionnetten a vun de Liwwerween mécht deen sech vun der Niddeschgaass erbäi oder vun der Rue de l'Étang? An dann ass mir opgefall, dass an der Partie graphique e Feeler ass, well bei deem Schëld, wat do d'Livraison weist steet 7h-10h an 18h-20h an am Text steet awer, d'Livraison wären tëscht 7h30 an 11h30, kënnt Dir eis do villäicht soen, wat fir eent dat richtegt ass.

Colette Kutten (Déi Greng): Just ganz kuerz trotz aller Lobeshymnen op de Shared Space bedauere mir nach-wie-vor, dass keng Foussgängerzon entstanen ass an der Niddeschgaass. De System mat de Parkplaze stéiert eis haaptsächlech, well et wäert elo weiderhin sou sinn, dass all Mënsch mengt, e kéint eng Parkplaz an der Niddeschgaass kréien an da wäert en doduerch fueren an dat dréit dozou bäi, dass vill méi Verkéier do ass, wéi wa keng Parkplazen do wieren. Dat fanne mir besonnesch onglécklech. Wann dat och kéint separat ofgestëmmt ginn, mir wollten eis an der Logik vun eiser Positionéierung dann och enthalen. Merci.

Michèle Kayser-Wengler (CSV): Entschëllegt ech hat nach eng kleng Zousazfro. D'Leit, déi déi Appartements-haiser hunn an der Jean Jaurès-Strooss mat de Garagen hannendrun hu mech gefrot, wann elo déi ganz Plaz amenagéiert ass a wann do Reglementer si vum Verkéier, wéi ass et mat hirem Accès bei hir Garagen. Well jo do steet, dass een nëmmen zu Livraisonszäiten dierf eraufueren, hunn déi eng Servitude? Dat war eng konkret Fro vun hinnen. Merci.

Claudia Dall'Agnol (LSAP – Schäffin): Ech probéieren da mol op déi verkéierstechnesch Saachen anzugeen. Den Här Thill hat ugefaange mam Spigel. Här Thill ech maachen lech keng Hoffnungen, Dir kennt d'Antecedente vum Spigel, eis Servicer hunn maer awer schonn opgefuerdert, Dir wësst, dass do en Haus war, wou sou grouss Hecken hat, dass déi och regelméisseg gestutzt ginn. Doduerch ass et e bësse besser ginn. Et ass net optimal. Mir sinn och am Gaang ze präiwen, ob et géif eppes bréngen, fir eventuell d'Virfaart ze

änneren. Dat war e Virschlag, deen schonn eemol gemaach gi war vum Romain Molitor, mir wollten awer elo waarden, wéi et sech entwéckelt, wann de Parking op ass an eben och Erfahrungswäerter kucken, well et huet kee Wäert et elo schonn ze änneren an herno gesi mir, dass et näischt bréngt an dann annere mir erëm ëm. Dofir wollte mir och elo fir d'éischt waarden an Erfahrungswäerter e puer Méint sammelen, wann de Parking bis op ass.

Rue de l'Étang fueren d'Camionen eran, dat war fir den Här Gangler. D'Schëld maache mir dobäi, fir dass d'Leit eigentlech solle besser verstoen, wat gemengt ass, ass eigentlech keng Mussesaach. Et ass och ëmmer fir eis Servicer eng Corvée, déi Schëlter an déi Deliberatiounen ze maachen, mä mir mengen awer, dass et iech an eis och eppes bréngt als Erklärung, mä u sech ass et den Text, deen ass wat zielt.

D'Madame Kayser hat gesot 20 Minutten oder 30 Minutten. Effektiv war am Ufank gesot ginn 20 Minutten, op anere Plazen hu mir iwwerall gesinn, dass et 30 Minutte sinn a well mir de Leit wollten entgéintkommen, wa se Kommissiounen hunn, a virun allem och de Geschäftsleit, well déi elo e bëssen eng Duschstreck haten, si mir och op 30 Minutten eropgaangen. Och do muss ee soen, wa mir wierklech gesinn, dass dat ze vill géif ginn, da kann een ëmmer nach op 20 Minutten erofgoen, mä mir wollten elo mol am Ufank e bësse méi large sinn. Ech mengen, wéi d'Madame Kutten sot, d'Leit probéieren ëmmer sou no wéi méiglech eng Parkplaz ze kréien, ech fäerten dat läit an der Natur vum Mënsch, allerdéngs wa mir soen 30 Minutten a wann dat och ze vill ass, eventuell herno eng Kéier nëmmen 20 Minutten parken, da muss een dat natierlech och kontrolléieren. A wann d'Leit bis gesinn, dass Du nëmmen 30 Minutte kanns parken, dann ass dat och guer net méi sou attraktiv, well déi meescht wëllen awer méi laang am Duerf bleiwen a kommen net nëmmen, fir e Brout oder e Bifdeck kafen ze goen an et ass haaptsächlech deene Leit, deene mir wëllen entgéintkommen, fir hir kleng Kommissiounen ze maachen.

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Et geet jo hei haaptsächlech ëm d'Approbatoun vun engem Verkéiersreglement, mä ech ginn awer nach op déi verschidde Punkte kuerz an. Wat engersäits generell de Projet ugeet ass et gewosst, dass et e Projet ass, deen natierlech matzen am Stadkär op enger ganz nevalgescher Plaz stattfonnt huet an et kann ee



soen, lo wou d'Phase 1 zum Schluss kënnt, dass souwuel den Entrepreneur, wéi och d'Gemeng Diddeleng bei deem dote Projet, wéi och de Geschäftsverband an d'Geschäftsleit, bäigeléiert hunn, well och effektiv net evident war op deem dote Chantier am Alldag ze schaffen. Trotz all Woch, wou och Chantierssetzunge gemaach gi sinn, ass et e Chantier gewiescht, deen och ëmmer bougéiert huet; dat ass och während dem Chantier bei där enger oder anerer Geleeënheet kommunizéiert ginn iwwert der Press, wou och mol Schwierigkeiten opgetaucht si bei de Kanalarbechten, déi frësch gemaach gi si mam neien Deckel, dat konnt een net sou virausgesinn, wann also e kleng Re-tard do ass, huet dat net mat der Firma ze dinn, mä et ass einfach de Schwierigkeitsgrad vum Projet selwer.

Et ass och esou, dass dee Moment eng Zäit war, wou et zimlech vill gereent huet an et och net sou konnt weidergoe wéi virgesinn a wat och nach dobäi komm ass, ass dass, trotz dass mir am Ufank u CREOS erugetruede sinn, fir mat ze zéien, deen am Ufank sot "nee mir maachen net mat" an sech bemol eréischt ganz spët decidéiert huet matzemaachen, dann hu mir gesot "OK, wann dir wëllt matgoen, dann huele mir iech awer elo mat", well et hätt kee Verständnis gehat bei de Leit, wann iergendwann eng Kéier puer Joer duerno erëm eng Kéier opgerappt gi wier. Dat sinn am Fong sou Parametere, déi dozou féieren, dass een e bëssen a Versuch geréit. Et ass richtig, et ass Penaltéit virgesinn, mä bon déi spillen elo hei deementsprechend net. Et ass sou virgesinn, awer, dat hat ech och gesot am Kader vun der Generalversammlung vum Geschäftsverband, dass viraussichtlech de Weekend vum 8. an 9. Abrëll d'Temperature stëmmen, et muss ee Wiederkonditiounen hu wéi déi lescht Deeg, dass am Fong de leschte Belag dann och ka gemaach ginn an do natierlech parallel dozou och deen néidege Mobilier urbain, dee bestallt ass, deen do ass, opgeriicht ka ginn. Déi lescht Deeg si jo och d'Beem geplanz gi fir dat ze maachen. Also et ass richtig, dass och duerch déi Phas 1 hei mir alleguerde bäigeléiert hunn duerch de Schwierigkeitsgrad vum Chantier. Et ass eppes anescht sou e Chantier ze koordinéieren, wéi e Chantier op enger anerer Plaz a mir wäerten och déi ganz Erfahrungen, déi mir gesammelt hu säitens der Gemeng, säitens deene regelméissege Sëtzunge mam Geschäftsverband, déi mir och opgeholl hunn an déi mir och wäerte probéieren bei der Ausschreibung vun der Phas 2, respektiv och vun der Phas 3 afléissen ze loossen, well do gëtt et sécher nach Sputt no uewen, fir eng ganz Rei Saachen z'optiméieren.

Den Accès vun der Rue Jean Jaurès, dat changéiert net, wéi virdrun, et bleift jo den Accès vun der Gemeng. Déi Leit, déi lo konnten an hir Garage sollen och herno kënnen dohinner goen. Dat ass de Status quo, dat ännert net.

Da géif ech proposéieren, iwwert déi Reglementer of-zestëmmen, déi effektiv de Shared Space ugin, dat wär jo dann Punkt 2.1, 2.2 an 2.3. Ok, da just den 2.2.

Zu de Punkten 2.1, 2.3, 2.4., 2.5 an 2.6, wien ass mat deene Verkéiersreglementer averstanen?

Dat ass unanime.

Dann zum Punkt 2.2, wien ass mat deem Verkéiersreglement averstanen, also de Shared Space?

Stëmme vun LSAP, CSV, déi Lénk an den ADR.

Wien ass net domat averstanen? Wien enthält sech?

Dat sinn dann déi Gréng.



3. FINANCES COMMUNALES:

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Merci fir déi doten Ofstëmmung an da gi mir eriwwer op d'Gemegefinanzen, do komme mir op de Plan pluriannuel de financement, dee mir hei am Gemengerot jo traditionsméisseg ëmmer presentéieren an diskutéieren, obwuel d'Gesetz virgesäit, dass et eng reng Kommunikatioun ass, mä mir ginn awer ëmmer d'Méiglechkeet dat hei ze presentéieren, respektiv awer och hei deene verschiddenen Fraktiounen d'Méiglechkeet en ze kommentéieren. De PPF, deen hei opgestallt ginn ass, ass och an der Finanzkommissioun vum 15. Februar dëst Joer presentéiert ginn.

3.1. plan pluriannuel de financement des exercices 2018 à 2020 – présentation et discussion;

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Fir d'Verdeelungskritäre vum neie Gesetz iwwert d'Gemegefinanzen an d'Opstellung referéiere mir eis op d'Circulaire vum 22. Dezember 2016. Et ass natierlech en Dokument, dat an der Verantwortung steet vum Schafferot an de Plan pluriannuel de financement ass am Fong do, dëst Joer ausgestallt op d'Joer 2018/2019/2020, fir eng global Iwwersiicht ze ginn iwwert d'Investier, déi iwwert déi nächst 3 Joer solle getäteg ginn. D'Premisse och bei der Opstellung nieft der Circulaire ass engersäits den Dekont vum Joer 2015, de Rectifié vum Joer 2016 an natierlech och den Initial vum Joer 2017, mä et ass natierlech och kloer eng Momentopnam. Dir wësst dass och déi nächst Etapp vum Plan pluriannuel de financement am Juli 2017 ass, sou wéi et d'Gesetz och virgesäit, wou och eventuell Adaptatiounen kënnen gemaach ginn, en Funktioun awer och vum den nationale Parametere vum der Circulaire, déi mir da kréien, déi ännere kënnen.

Also och hei d'staatelech Parametere, déi matspillen, an natierlech am Juli 2017 wäert natierlech och den definitive Kont vum Joer 2016 vum Staat virleien, wat och natierlech rëm eng aner Beliichtung op dat Ganzt gëtt. Wann een einfach déi 3 Joer hei kuckt, 2018, 2019, 2020, um Niveau vun de Recettes-ordinaires weess een, dass ronn 70% vun deene Recetten, déi mir kréien, staatelech Dotatiounen sinn, och bëssen am Kader vum neie Berechnungsmodus vun de Gemegefinanzen, beim "Fonds de dotation globale des communes" gesäit een, dass et evoluéiert vun 72,7 op 58,8 Milliounen Euro, den ICC ass vun 1,5 op 1,6 Milliounen Euro, sou wéi et ausgerechent ginn ass, an den Impôt-foncier bleift am Fong stabel bei 0,8 Milliounen Euro. Bei den Dépenses-ordinaires fënnt een engersäits natierlech d'Personalkäschten, do sinn d'Automatismen vun de Paien dran, do ass awer och d'Reform vun der Fonction publique, déi spille wäert, awer och eng Index-tranche, déi fale wäert am Joer 2019, an awer natierlech an den Dépenses-ordinaires fällt op, dass mir ab d'Joer 2018 déi 5 Milliounen wat d'Léierpersonal ugeet net méi wäerten an dësem Budget erëmfannen, well déi jo lo integral vum Staat iwwerholl ginn.

Wann een e bëssen den Ausbléck mécht op d'Recettes-extraordinaires huet een engersäits d'staatelech Subsidien, déi natierlech och zesammenhänke mat deene Projete, déi mir op där anerer Säit och realiséieren, déi och mat den Dépenses-extraordinaires ze dinn hunn, mä op alle Fall bei de staateleche Subsidien, déi mir hei aspille gelooss hunn, dat sinn déi wat d'Schoul Lenkeschlei ugeet, wat de Strutzbiereg ugeet an och wat d'Crèche Italien ugeet, do sinn eisichter am Fong d'Recetté vum Staat wat bei den ordinair Recetten, wa mir do jo an de Modus ginn, dass mir d'Mauere bezuelen an de Staat jo da soll 100% vun de Personalfrais iwwerhuelen. Mir hunn och hei um Niveau vun de Recettes-extraordinaires fir déi 3 Joer 3 Emprunten ageschriwwen, ob mir déi zéien ass nach eng aner



Saach, dat hänkt jo ëmmer vun der Evolutioun vun de Gemeengefinanzen of. Bon Emprunte schreiwe mir ëmmer an, wa mir Projeten hunn, déi generatiounsiwwergräifend sinn, also wéi gesot, 3 Emprunten, ronn 8 Milliounen Euro, ob mir se zéien, ass eng aner Saach. Dir gesitt och hei an dësem Budget, dass mir net op eis Gemengereserve vun 12,5 Milliounen zeréckgräifen, mir hunn also eng zolidd Reserve déi do ass, fir déi nächst Joer de Budget opzestellen. Wat mir och afléisse gelooss hunn 2018, dat sinn och einfach mol déi Prognose vum Wuesstum vun der Stad Diddeleng am Kader vum Pacte Logement, haaptsächlech dann de Projet Am Duerf an och Lenkeschléi. Wat ee bei den Dépenses-extraordinaires kann erëmfannen, ass engersäits d'Phas 2 an d'Phas 3 vum Shared Space, et ass natierlech awer och d'Schoul Lenkeschléi, dat ass d'Crèche 0 bis 4 Joer am Quartier Italien, dat ass natierlech och d'Schoul Strutzbiërg, mir hunn d'Butschebuergerstrooss drasetze gelooss, well do d'Ponts et Chaussées eis jo matgedeelt hunn, dass se déi Strooss wëllen an Ugrëff huelen, also e Projet fir de Stroossebau an och deementspreechend d'Maison des chercheurs. Also summa summarum kann ee soen, dass mir dëse PPF ganz virsiichteg opgestallt hunn, obwuel eng ganz Rei weider wichteg Projekte virun der Dier stinn. Engersäits wäert Diddeleng weider wuesen, dat brauch natierlech och déi weider Investor um Niveau vun ëffentlechen Infrastrukturen, déi fënnt een an deem wat ech hei ausgefouert hunn erëm. Dat sinn am Fong a groussen Zich d'Eckdaten vum PPF vum Joer 2018 bis 2020 an d'Diskussioun ass op.

Michèle Kayser-Wengler (CSV): Wéi all Joer, de Plan pluriannuel ass eng Momentopnam vun enger Situatioun, vun de Pläng, vun de Visiounen vum Schäfferot, Dir hutt et selwer gesot, et ass an der Verantwortung vum Schäfferot an et soll am Fong eng Guideline sinn. Et gétt sech gefrot, wat hu mir Wëlles, wéi investéiere mir an eis Stad? Ech muss awer soen, wann ech de PPF vum leschten a vum virleschte Joer mat deem vun dësem vergläichen, da si mir awer séier nees zeréck an der Realpolitik. Vill Saache ginn annoncéiert, ganz vill Saache ginn dann net realiséiert. D'lescht Joer zum Beispill, 2016, gouf dach en Emprunt envisagéiert fir d'Regiebetreiber vun der Gemeng op de Site vun der neier Schmelz z'implantéieren, elo ass dovun keng rieds méi, de geplangten Emprunt gouf erausgeholl. Dass d'Ausrichtung vun der neier Schmelz eng aner Nueskritt huet, ass sécher eng valabel Erklärung. Wat awer méi dramatesch ass a wou mir am Fong awer keng Er-

klärung hunn, dat ass, an do gesäit een och dass fir eise Schäfferot sou e Pabeier absolut net bindend ass, dat ass d'Beispill vun der Schoul Lenkeschléi. Do waren am PPF vun 2016 schon en Emprunt fir 2017 vun 2 Milliounen geplangt, wat jo och reell gesinn eng gutt Saach wär a wat jo och wichteg wär, mir sinn awer elo schon 2017 an am Budget vun dësem Joer, am normale Budget vun der Gemeng si grad emol 600.000,- Euro agesat ginn, a mir schwätzen hei nach ëmmer an dass dat Frais-d'étudé sinn an eréischt 2018/2019 soll d'Konstruktioun eréischt ugoen, wou awer lo d'Kanner vun de Leit, déi elo am Abrëll heihinner an de Projet Lenkeschléi plënnere, sollen an d'Schoul goe bis 2019, dat ass mir schleierhaft, hei denken ech, ass awer vill verschlof ginn.

Wéi gesot, de Plan pluriannuel ass gutt gemengt, mä de Schäfferot gesäit dat wat en draschreift net als bindend un, also brauche mir och net allzevill Wieder driwwer ze verléieren. Mä just dat eenzegt, wa mir awer eng järelech Hausse ëmmer feststellen, an dat ass iwwer déi lescht Joeren och konsequent schéi weidergefouert ginn, dat sinn déi steigend Personalfrais. Ech hu mir d'Méi gemaach net nëmmen de Plan pluriannuel vun 2016, mä och nach dee vun 2015 mol erauszehuelen an do war 2015 fir 2018 Frais de personnel mat 38,1 Milliounen ageschriwwen, dat wäeren 52,5% vum ordinairé Budget vun den Dépenses-ordinaires gewiescht. 2016 gouf fir 2018 eng Previsioun gemaach vun de Frais de personnel vun 38,6 Milliounen an 2017 musse mir awer elo fir 2018 d'Frais de personnel op 40,1 Milliounen héijen, dat heescht, innerhalb vun 2 Joer ass d'Previsioun op 2018 ëm 2 Milliounen wat d'Frais de personnel ugeet erhéicht ginn, woubäi den Här Buergermeeschter awer en plus elo gesot huet, mir bezuele 5 Milliounen mander un Enseignementskäschten, dat fannen ech awer trotzdem eng dramatesch Entwécklung. An dass daat just mat der Indexbranche a mat dem Tripartites-ofkommen erkläert gëtt, ass awer e bësse moer. Eiser Meenung no läit dat och virun allem drun, dass mir ëmmer eng äifreg Kreatioun vun neie Posten duerch de Schäfferot presentéiert kréien an déi spille sécher méi mat wéi déi normal Evolutiounen vun de Paien. A wéi dir der CSV hir kritesch Approche zu der Personalpolitik kennt, ech brauch doriwwer elo weider näischt ze soen, mä dat hei si Chifferen, déi eis am Fong bestärken an eiser Approche, dass ee misst vill méi virsiichteg gi mat de Kreatiounen vun neie Posten, well eng Hausse vun der Previsioun vun 2015 op 2017, wat elo de Budget 2018 fir d'Personalfrais ubelaangt, bedeit daat eng Hausse vun 2 Milliounen. A well mir wëssen, dass



mir 5 Milliounen manner fir d'Léierpersonal bezuelen, fanne mir daat eng dramatesch Entwécklung. Merci.

Romaine Goergen (Déi Greng): Also et ass de Plan pluriannuel a mir hunn deen Exercice hei schonn zweemol gemaach an allkéiers am Fréijoer steet en erëm hei un. Eigentlech geet et fir eis just drëm, déi Previsiounen z'aviséieren. Dëse Plan pluriannuel gëtt vu sämtleche Gemenge vun der europäescher Unioun verlaangt, fir dass et net zu enger Iwwerverscholdung kënnt a kann e grafen Iwwerbléck iwwert zukünfteg Einnahmen an Ausgabe ginn. Dës Kéier ass d'Ofännerung vun der Gemeengefinanzéierung mat agefloss an deen Tableau-prévisionnel. A Wierklechkeet sinn déi Chifferen awer mat Virsicht ze genéissen, well een op sou eng méi laang Siicht net sou genau aschätze kann, wat vu Projete wéini genau duerch gezu kënne ginn. Mir mierken dat schonn allkéiers bei de Budgeten. Vu Joer zu Joer gëtt et méi schwier, fir d'Ausféierung vun Aarbechte richteg anzuschätzen a mir wëssen och, dass ganz vill Imprevuen ënnerwee kënne optrieden. Lo wësse mir och net genau, wéini a wéi vill op Emprunte kann zeréckgegraff ginn. Mir ginn dann eisen Accord zu deem Plan pluriannuel, wuel wëssend, dass et sech bei deene Chifferen eigentlech ëmmer nëmme ëm Richtlinn kann handeln. Merci.

Joseph Thill (Déi Lenk): Ech wollt fir d'éischt dem Här Pascal Poull a senger Equipe Merci soe fir dat Dokument, wat se eis erstallt hunn. Ech denken technesch sinn do keng Reklamatiounen drun ze maachen. Ech wollt dat awer soen, well ech herno géint de Plan pluriannuel de financement stëmmen oder halt mäin Desaccord äusseren, aus deemselwechte Grond, wou mir och schonn de Budget 2017 net ugehallt hunn. Mir fannen et immens schued, dass de Schäfferot sech net wollt drop aloossen, deen Plan d'investissement fir 500 Wunnengen wéinstens ze kucken. Wann eis Verriederin am Grupp mir dat richteg bericht huet, huet déi Sëtzung 20 Minutte laang gedauert, et war also gutt Zäit gewiescht, eise Plan d'investissement, deen mir virgeluecht haten, deen eben och um Plan pluriannuel de financement baséiert, ze kucken, wéi dat d'Gemeng Déifferdeng zum Beispill gemaach huet, wou Déi Lénk en ähnlechen Plan d'investissement eragereecht hunn. Wéi ech deen hei presentéiert hunn an der Budgetdiskussioun, do ass gemengt ginn, dat wär Utopie a komplett irrealistes, ënner anerem well de Staat kaum sou eng grouss Zomm géif bäileeden, also an eise Plang stoung 100 Milliounen Euro Participatioun vum Staat, bon 6 Woche méi spët

konnt een dann an der Zeitung liesen, dass de Staat bei engem Projet zu Wolz 700 bis 800 Milliounen bäileet, also vill méi wéi dat wat mir virgesinn hunn. An deem Sënn nach eng Kéier meng Bedauern, dass d'Majoritéit net d'accord war, deen Investissiounsplang wéinstens eng Kéier ze diskutéieren, fir dann effektiv ze kucken, ob et Fantasialand wier oder net. Ech soen lech Merci.

Josiane Di Bartolomeo-Ries (LSAP): Ech mengen, et ass awer lo hei vill gesot ginn. Mir kréien all Joer eng Kéier ëm déi 3 Milliounen bei, dat sinn 9 Milliounen an deenen nächsten 3 Joer, wat de PPF eis virweist. D'Madame Kayser huet och gesot, et si Momentopnamen, dat ass richteg, an enger gudder wirtschaftlecher Entwécklung gëtt dann sou e PPF ausgestallt an dee weist dann natierlech ëmmer positiv Zuelen. Och fir 2018 déi 5 Milliounen vum Léierpersonal, déi mir net méi mussen iwwerhuelen, kommen natierlech der Gemeng zegutt. Mir profitéieren allegueren dovunner, all Diddelenger Bierger, well mir kënne ganz vill realiséieren. D'Augmentatioun am Ordinaire, sou wéi d'Erofgoe vun den Depensen am Ordinaire bréngt weider Suen, fir de Leit zu Diddeleng eppes ze bidden. Ech gesinn dat allgemeng e bësse méi positiv wéi elo villäicht d'CSV. Et gëtt de ganze Zäit dovunner geschwat, dass d'Personalkäschten eropginn an dat wier net ze verstoen, ech muss awer soen, dass hei permanent Leit bäikommen. Mir bidden hei zu Diddeleng en Déngschtleeschtungs-service un, deen bal a keng anere Gemengen ugebuede gëtt. Et ass also normal, dass d'Personalkäschten an d'Luucht ginn, wa mir permanent d'Betreiung am Précoce an an aner Schoulen an d'Luucht setzen, dann ass et normal, dass och do eng Augmentatioun kënnt, sou wéi den Index an och den Accord mam Personal, dat bréngt natierlech Erhéijungen. Also ass dat net ëmmer sou ze gesinn, wéi wann dat näischt géif kaschten. Ech muss éierlech soen, deen PPF ass eng zolidd Basis fir weider ze schaffen, fir d'Zukunft. Mir brauchen net un d'Reserven ze goen a selwer huet den Här Buergermeeschter gesot, dass mir nach net wëssen, ob mir déi Emprunten iwwerhaupt mussen ophuelen. Mir hunn hei an enger Mandatsperiod 100 Milliounen investéiert. Do ware ganz vill Projeten, wou dir all matgestëmmt hutt. Mir wäerten och an Zukunft weider kënne hei zu Diddeleng investéieren, wat wichteg ass, wat eng enorm Liewensqualität op Diddeleng fir d'Diddelenger Bierger bréngt an déi gutt Finanzpolitik, déi hei iwwer Jore gemaach gëtt, déi wäert och an deenen nächste Jore kënne gemaach ginn hei zu Diddeleng, well d'LSAP dofir ge-



suergt huet, dass virsiichteg weidergeschafft ginn ass an dass gutt Projeten, an déi hu mir alleguerte mat-gestëmmt. Wéi gesot, all déi Suen, déi elo kommen, déi wäerten d'Verbesserung vun der Liewensqualitéit hei zu Diddeleng a vun den Diddelenger Bierger hiewen an dat dank der LSAP an och dank engem Minister, deem sech un d'Gemegefinanzreform gewot huet. Merci.

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Nach eng einfach generell Remarque. Dat hei ass jo en Dokument, dat net brauch ofgestëmmt ze ginn. Et ass en Dokument, wat a priori net brauch an d'Finanzkommissioun ze goen, net brauch dem Gemengerot presentéiert ze ginn, mä ech mengen, et ass awer gutt, dass mir dat heite maachen, well dat weist, wéi d'Ënnerscheeder par rapport zu der Aschätzung vun de Gemegefinanze sinn an et ass och ganz gutt esou, well ech eng ganz Rei Discoursen, déi hei gefouert ginn, absolut net deelen. Dat heite fousst op Basis vu gesond a physesche Gemegefinanze, déi mir déi lescht Joren als Majoritéit hei opgestallt hunn. Et ass eng Bestandsopnam fir d'Joren 2018, 2019 an 2020, et si Previsiounen a wat am Endeffekt dofir schwätzt, ass engersäits wat mir an engem Initial hunn, wat mir an engem Rectifié a wat mir schlussendlech an engem Kont hunn, a wat Previsiounen sinn. Do ginn et eng ganz Rei Differenzen, dofir maache mir jo och deen Exercice hei, fir ze kucken, wat fir eng Investor kënne getäteg ginn, wat herno effektiv getäteg gëtt, ass eng aner Saach, well eng ganz Rei Annotatiounen a Froen dorueter stattfannen, Projeten ewechfalen duerch verschidde Grënn, wéi zum Beispill d'Regiebetriber an der Neischmelz eben, well duerch déi doten Neigegebenheeten, déi réischt am Juli 2016 konnte gekläert ginn, dee Projet no hanne geréckelt gëtt. Dat heescht, net dass de Projet vum Dësch ass. Do huet een déi néideg Flexibilitéit, fir Adaptatiounen kënne deemtspreechend ze maachen, sou dass dat heiten awer fir eng gewësse Marschrichtung ugeet. A wat de Plan d'investissement ugeet, deen hei ugeschwat ginn ass vum Här Thill; et ass alles schéin a gutt, wann een dat hei wëll soen, nach muss een Terrainen hunn, fir dee kënne ëmzesetzen. Ech ka just soen, dass mir hei an nächster Zukunft zu Diddeleng an déi Richtung gi vun 1000 Wunnunitéiten, déi op Neischmelz entstinn, dat zesumme mam Fond de Logement, wat e Promoteur-public ass, en neie Quartier hei zu Diddeleng entsteet. Ech mengen, dass do um Niveau vum Wuesstum vun der Stad Diddeleng a vun Investor, déi dann och getäteg ginn an de Wunnengsbau, an de subventionéierten an de soziale Wunnengs-

bau, an de Locatif sech ganz viles wäert doen. Dat nach zu deenen dote Punkten. Hei brauch wéi gesot net driwwer ofgestëmmt ze ginn an ech géif da proposéieren, dass mir op den nächste Punkt weiderginn.

3.2. approbation des relevé et rôle supplémentaire de la taxe sur les chiens de l'exercice 2016;

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Dat ass de Rôle supplémentaire iwwert eis Hënn, Hënnstax vum Joer 2016, an um Rôle supplémentaire si 4060,- Euro, dat sinn am Fong e Plus vun 116 Hënn an op de 15. Februar 2017 hu mir hei zu Diddeleng 1170 Hënn, dat just als Info. Hei geet et am Fong drëm, den zousätzleche Rôle guttzeheeschen.

Ass de Gemengerot domat averstanen?

Jean-Paul Gangeler (CSV): Ech hat eng Fro zu den Hënn. Do ass jo am Fong bei all deem, wat mir konnte liesen, nach e Relevé dobäi vun all deenen Hënn, et gesäit ee just ween en Hond huet, ech wollt froen, ass dee komplett? Well ech kenne vill Leit, déi en Hond hunn, déi stinn net op där Lëscht.

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Dat hei ass jo de Rôle supplémentaire. Et gëtt jo deen normale Rôle an da kënnt nach de Rôle, deen dobäi kënnt, dat heiten ass also just en Deel dovun. Nach weider Froen? Nee, da géif ech proposéieren, dass mir zum Vote iwwer ginn.

Wien ass mat deem zousätzleche Rôle averstanen? Dat ass unanime.

3.3. approbation des modifications à apporter au chapitre XXI – repas sur roues – du règlement-taxes général;

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Da komme mir zum Repas sur roues an da ginn ech dem René Manderscheid d'Wuert.

René Manderscheid (LSAP – Schäffen): Merci Här Buergermeeschter. Ech ka mech do relativ kuerzfaassen. Dir hutt jo gesinn, dass Servior eis dorun erënnert,



dass den 1. Januar 2017 eng Indextranche gefall ass. Vu dass eise Kontrakt mat Servior erkennt, dass Artikel 3 ganz kloer seet, dass all Indextranche, respektiv all Upassungen och Repercussiounen hunn op de Präis vum Repas sur roues, si mir da gebieden, de Präis vum Repas sur roues z'erhéijen. Dir wësst. Déi lescht Erhéijung war am Joer 2013, do hate mir e Präis vun 13,50,- € an dee klëmmt elo op 13,97,- €. Ech ka just nach soen, zu den Zuele vun der Evolutioun vum Repas sur roue, dass dee Service bei eis säit Oktober 1975 scho besteet. Repas sur roues ass am Fong geduecht, net dass d'Leit sollen doheem bleiwen an de Repas sur roues eleng konsumméieren, et ass geduecht fir déi Leit, déi eng temporaire Invaliditéit hunn oder en Onfall haten, wou se net méi kënne selwer kachen, kënne vun deem Service profitéieren. D'Zuelenentwécklung 2014 hate mir 107 Leit, déi dovunner profitéiert hunn, 2015 nach 93 an 2016 85, an aktuell, dat heescht déi lescht 3 Méint, si mir bei 82 Beneficiairë vum Repas sur roues. Dat war alles. Merci.

Victor Haas (ADR): Also mir sinn der Meenung, dass an deene schwéieren Zäiten, wou mir liewen, scho Problemer genuch do sinn. Do sinn déi Leit, déi sech net méi beweegen kënnen, déi hei geschafft hunn, déi hei hir Knachen hänke gelooss hunn, fir Diddeleng opzebauen an da mussen se och nach sou deier bezuele fir de Repas sur roues. Si mussen dat jo awer och hunn. Dofir wollt ech mol froen, ob d'Gemeng dee Surplus net kéint iwwerhuelen?

René Manderscheid (LSAP – Schäffen): Da géif ech dann äntweren op d'Interventioun vum ADR, déi ech awer net deelen. Et ass esou, dass d'Gemeng jo dat ëmmer subventionéiert huet a wann Dir hei sot, all déi leit, déi hei bis un d'Knachen hu missen duerhalen, fir déi Gemeng Diddeleng opzeriichten, deelen ech dat awer net grad sou. De Repas sur roues ass net geduecht fir d'Leit z'ernieren, mä fir d'Leit ze depannéieren, wann se net méi kënne selwer kachen. D'Gemeng huet effektiv eng Zäit dee Repas sur roues subventionéiert a mir hu festgestallt, dofir hunn ech de Präis vun 2013 gesot, mir hatten en Defizit vun iwwer 100.000,- €, an du hu mir gesot, ok mir halen op mat der Subventioun a froen de Leit dee Präis, deen se musse bezuelen, awer hunn ech och gesot, all Mënsch, deen net kann dee Präis bezuelen, oder dee Schwierigkeeten huet ze bezuelen, ka sech un den Office social wenden, fir dee Repas sur roues awer kënnen an Usproch ze huelen an ech hu mech

och beim Office social schlau gemaach, bis elo ass just een eenzege komm, fir de Repas sur roues iwwerholl ze kréien. Et ass jo sou, de Repas sur roues, wann dir gesitt, dass d'Zuele rar ginn, huet et domat ze dinn, dass déi meescht de Menu-du-jour an der Restauratioun hei an Diddeleng an an der Ëmgéigend zou sech huelen. Also et ass keng Fro vum Präis, dass de Repas sur roues rar gëtt, au contraire, déi ëmmer méi grouss Offer vun der Restauratioun hei zu Diddeleng mécht, dass d'Leit awer an der Gesellegkeet kënne mëttes zesummen iessen. Dass dat de But vun der Saach an de Repas sur roues ass nach eng Kéier en Depannage temporaire fir d'Leit, déi net méi kënne selwer kachen, an de Präis ass a mengen Ae mat 13,97,- € par rapport zu engem Menu-du-jour an der Restauratioun, wann een do de Präis hält plus d'Konsommatioun, plus hei, da kënnt ee mat 15 - 16,- €, dann ass de Präis hei awer nach relativ méi déif wéi effektiv dobaussen a wéi gesot, den Office social ass do, wann d'Leit do eng Hëllef brauchen an déi gëtt och an Usproch geholl. Merci.

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Ech proposéieren, dass mir zum Vote iwwer ginn.

Wien ass mat der Adaptatioun hei vun de Präisser vum Repas sur roues averstanen? Dat sinn d'Stëmme vun LSAP, CSV, déi Gréng an Déi Lénk.

Wien ass net domat averstanen? Wien enthält sech? Dat ass dann den ADR.

3.4. approbation des modifications à apporter au chapitre XXII – salles communales – du règlement-taxes général;

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Da komme mir un déi nächst Reglementer, da kéim hei d'Locatioun vun eise Gemengesäll, respektiv vun eise Sportszenter an da ginn ech dem Schäfte Loris Spina d'Wuert.

Loris Spina (LSAP – Schäffen): Léif Kolleegen aus dem Schäffen- a Gemengerot. Eng Adaptatioun, respektiv Modifikatioun vun eise Taxreglement, wat eis Gemengesäll ubelaangt. Notamment geet et hei ëm d'Sportinfrastrukturen, dat heescht ugefaangen natierlech beim Hartmann a beim Grimmier, respektiv eis Schwämmen, d'Salle multifonctionnelle, also alles dat, wat mir lo am Hartmann erëmfannen an och wat nei ass,



dat sinn déi 2 Buvetten an och déi extern Terrainen. Ech wëll elo net op déi eenzel Präisser agoen. Dir gesitt se affichéiert an ärem Dossier. Natierlech éier hei elo Panik entsteet, wëll ech drun erënneren, dass d'Diddelenger Veräiner an Associatiounen selbstverständlech sou wéi mir dat zu Diddeleng an der Traditioun ëmmer haten, dës fräi zur Verfügung gestallt kréien. Dat heescht, hei geet et drëm, wann Externer op eis Raimlechkeete wëllen zeréckgräifen, fir eng Manifestatioun oder fir eng Aktivitéit, en Event, da wäerten déi doten Tariffer spillen. Dir gesitt och ënnert dem éischten Tableau, dass wa méi Deeg an Usproch geholl ginn, dass dat progressiv pro Dag deementspreechend an d'Luucht geet an de Präis adaptéiert gëtt. Ähnlech ass et op der Schmelz, dat eent gëtt vum Service des Sports koordinéiert an dat anert vun eisem Kulturservice. Do gesitt dir, dass déi 2 Auditorien, respektiv awer och de Piano, wann Enregistrementer sinn, kann zur Verfügung gestallt gi fir e gewëssenen Tarif, deen dir och hei virfannt, an och dat ass natierlech just fir Externer geduecht. An ënne bei de Frais pour prestation de personnel ass dat e bëssen opgedeelt, et ass déi eng Säit beim Hartmann, dass do d'Conciergerie an den Nettoyage nach extra fakturéiert gëtt a wat am Centre culturel eben am Präis mat dran ass. Dat sinn déi Propositionen, déi mir iech ze maachen hunn an d'Diskussioun ass dann op.

Michèle Kayser-Wengler (CSV): Ech hu just puer Detailfroen. Beim Centre culturel régional opderschmelz ass net virgesinn, dass een de Foyer zum Beispill eleng kéint lounen? Dat ass eng Fro, well do ass keen Tarif dofir virgesinn. Dat wär wann éieren Een wëll eng Ausstellung oder e Floumaart oder sou organiséieren. Et wär villäicht eng Méiglechkeet, dass een do villäicht och nach hätt kënnen dat virgesinn.

Dann ass meng Fro: wéi eng Raimlechkeeten hu mir nach, wou mir kënnen verlounen? Ech weess, dass d'Leit nach beim Hild kënnen ufroen, ob se kënnen eng Manifestatioun maachen, do ass meng Fro, wien koordinéiert den Hild, an ass den Hild nach ëmmer gratis, bleiwt daat esou? Dat ass eng Fro, wou och d'Leit un eis erugedroen hunn. An ech hunn elo mat erstaune gesinn, dass den Nettoyage am Centre Hartmann muss bezuelt ginn an am Centre culturel opderschmelz awer net. Wat awer e bëssen onlogesch ass, well am Centre culturel opderschmelz hu mir eng extern Firma och mat dran am Nettoyage an am Centre Hartmann hu mir jo awer eis Leit. Do ass meng Fro, wéi argumentéiert dir dat dann, dass een déi eng Säit muss den Nettoyage bezuelen a bei deenen aneren net?

An dann awer nach eng ganz prinzipiell Fro: Wien dierf iwwerhaupt eis Raimlechkeete lounen? Et war mol ëmmer gesot ginn, politesch Manifestatiounen sinn net erwënscht oder politesch Associatiounen kréien eis Säll net. Ech hat awer elo gemierkt, dass virun e puer Wochen eng LSAP-Manifestatioun am Centre culturel opderschmelz war. Dofir ass meng Fro: Kann all Mënsch an all Partei an all Club eng Demande maachen, fir eng Manifestatioun an deene jeeweilege Centren ze maachen? Merci.

Colette Kutten (Déi Greng): Also just ganz kuerz. Mir fanne, dass dat neit Reglement sech wahrscheinlech opgedrängt huet, well mat der neier Schwämm eng aner Situatioun entstanen ass an et sënnvoll war, kloer Kritären ze hunn, fir dass net bei all Demande erëm mussen nei Diskussiounen ufänken. Insgesamt fanne mir dofir och, dass déi virleidend Opdeelung elo iwwersiichtlech a wierklech differenzéiert ass an dass wierklech versicht ginn ass, bal alles z'erfaassen, och wierklech mat Sonorisatioun oder ouni, an alle Geleeënheete gëtt Rechnung gedroen. D'Präisser fanne mir insgesamt korrekt, souwuel fir ASBLen, déi hu jo ee méi nidderegen Tarif, privat Clienten, déi bezuele jo dann dat Duebelt, dat ass an eisen Aen eigentlech richtig. Ech huelen un, dass dat och an aneren Uertschaften ähnlech gehandhaabt gëtt. An dass Diddelenger Veräiner a karitativ Organisatiounen näischt mussen bezuelen, fanne mir och gutt a richtig. Interessant wär och, wéi d'Madame Kayser scho gesot huet, ze wësse wéi eng Säll et nach ginn hei zu Diddeleng. Et gëtt jo eng Rubrik "Aner Säll", déi 37 € fir Leit ausserhalb Diddeleng wier, gëtt et eng Lëscht vun deene Säll, déi nach soss ze loune sinn? A wat d'politesch Parteien ubelaangt, muss ech soen, mir hunn och elo scho vu Säll profitéiert, mir hate jo och eng Manifestatioun an der Salle Nic Birtz, also mir hunn do keng Rechnung kritt. Et géing also och interesséieren, ob politesch Parteien dann elo eppes mussen bezuelen. Bis elo si mir dovun ausgaangen, mir missten näischt bezuelen.

Bob Claude (LSAP): Dat Wuert betounen ass elo oft gesot ginn, da betounen ech och nach eng Kéier, dass dat neit Taxreglement fir déi kommunal sportlech Infrastrukturen, Säll a Plaze sech un déi net lokal Associatiounen an ASBLen, sou wéi u kommerziell Gesellschaften rëcht. All eis lokal Veräiner sinn also net vun dësen Taxen betraff. Dat ass wichteg, dat war nach ëmmer sou an dat bleift jo dann esou. An et muss een awer och nach villäicht präziséieren, wann eng Lëtzeburger Federatioun, oder souguer en europäesche Verband, eppes hei zu Diddeleng



mat Hëllef vum respektive lokale Veräin organiséiert, da kascht dat prinzipiell och näischt. Dat ass de Fall zum Beispill bei nationale Meeschterschaften, awer och bei Lännermätscher. Et ass ëmmer flott, wa sou Manifestatiounen de Wee op Diddeleng fannen. Sou konnten ënner anerem och méi gréisser Organisatiounen wéi zum Beispill 2001 d'U18 Europameeschterschaft am Handball an 2006, dann d'U17 Europameeschterschaften am Fussball hei zu Diddeleng organiséiert ginn. An e wéineg méi no war 2014 an 2016 an du 2017 d'Junior-Europameeschterschaften am Billiard. Déi waren zum Beispill am Centre Hild, dat heescht du ass de Centre Hild fir e puer Deeg och an e Sportszentrum ëmgewandelt gi mat Hëllef vun der Gemeng. Interessant ass d'Oplëschung vun deene verschiddenen Méiglechkeeten am Centre sportif Hartmann mat deenen 2 Schwämmen. Do fënnt een ënner anerem och e Konferenzsall erëm, deen ee reservéiere kann. Dat ass bestëmmt interessant a vill Veräiner wäerten dat nach net gewousst hunn. Iwweregens ass dee Sall am administrativen Deel vum Centre Hartmann, dee gesinn d'Leit also net sou direkt, wann een erakënnt, d'Trap erop ass deen uewen um éischte Stack. Och eng gutt Saach ass, dass déi karitativ Organisatiounen a Veräiner keng Taxen ze bezuele brauchen. Ähnlech Bestëmmunge ginn et bei de Locatiounen fir d'Auditoiren, Konferenzsall an Atelieren am regionale Kulturzentrum op der Schmelz.

Loris Spina (LSAP – Schëffend): Merci fir déi verschidden Iwwerleeungen a Bemierkungen. Ech probéieren dann elo hei drop anzugehen. Also effektiv ass et esou, dass fir sämtlech Associatiounen tout court gëllt, dat heescht do kann een eng Ufro maachen an da kritt een och eng deementspreechend Äntwert. Also net dass elo eng Partei hire Walmeeting lo do soll hale kënnen, awer ëffentlech Konferenzen oder och Kongresser, vun nationalen oder och regionale Charakter, déi kënnen natierlech do an deene Raimlechkeeten stattfannen. A wéi eng Raimlechkeeten zur Verfügung stinn, ass am Fong geholl alles wéi et ënner klengem B steet, dass sämtlech Infrastrukture vun der Gemeng drënner fallen, déi elo net explizit hei opgeléicht sinn, sou dass een och en Hild, deen och dodrënner fält, oder aner Gebailechkeeten, wou een da kann einfach seng Demande maachen an dat gëtt dat deementspreechend koordinéiert a beäntwert. Wat elo déi Ënnerscheeder an de Präisser ubelaangt, dat ass also Nettoyage, respektiv Conciagerie, dat ass einfach deementspreechend wéi et an der Realitéit och ass, wat et dann d'Gemeng och méi oder manner kascht. Bei deem engen Deel sinn

d'Präisser jo och deementspreechend méi héich, do ass dat inclus a bei deem anerem Deel dann eben net, well mir do genau wësse wat et kascht, well dat eng extern Firma mécht, dofir sinn do d'Präisser mat dran. Bei deem anerem, wann een dat da mécht, dann huet een dat net mat inclus am Präis an dann ass et eben un eis als Gemeng, fir dee reellen Tarif vun deene Leit, déi do am Asaz sinn, an de Conciierge an den Nettoyage mat enger zousätzlecher Rechnung ze fakturéieren.

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Wat nach effektiv erauszehiewen ass, ass wéi den Här Claude och gesot huet, dass dat gratis ass fir lokal Veräiner, dat däerf ee gären nach eng Kéier eraushiewen a betounen. D'Federatiounen an d'Verbänn, déi gehéieren do och dozou an alles wat extern ass, muss dann déi jeeweileg Tariffer bezuelen. Ech mengen elo sinn d'Fro beäntwert.

Jean-Paul Gangler (CSV): Ech stelle mir nach just d'Fro, mir hunn an eise Scoutshome een Tarif fir ze lounen an een Tarif fir ze lounen, wann ee selwer botzt, deen dann méi niddereg ass. Ass hei net d'Méiglechkeet virgesinn, dass een do géif selwer botzen an dee Moment déi Botzkäschte spueren kënnen?

Loris Spina (LSAP – Schëffend): Nee. Also op dee Wee si mir net gaangen a wëlle mir net goen, well dat awer eng Rei vu Risiken mat sech bréngen a besonnesch an sou ëffentleche Gebaier, wou dann och riskéiert gëtt, dass dat eent oder dat anert villäicht anescht ze botzen, wéi mir et gewinnt sinn oder wéi mir et musse maache vun der Legislatioun hir, dass mir do kee Risiko wëlle goen. A just fir d'Madame Kayser, also e Floumaart, wéi Dir lo gesot hat, am Kulturzenter, ech mengen dat géif net an eist Konzept passen. Deen huet dat jo och deelweis, de Kannerbicherdag, do gëtt e geholl a matgelount, dat ass eng Manifestatioun vun eis. Also mir wëllen och elo net den Hall opmaache fir all Sauterie, wéi eis Directrice géif soen. Merci.

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Da kënnen mir lo iwwert dëst Taxreglement ofstëmmen.

Wien ass mat dëse präisslechen Adaptatiounen averstanen? D'Stëmme vun LSAP, CSV, déi Gréng an Déi Lénk. Wien ass net domat averstanen? Den ADR.



3.5. approbation des modifications à apporter au chapitre XXIX – manifestations culturelles – du règlement-taxes général;

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Da gi mir weider op kulturell Manifestatiounen, och do gëtt d'Taxreglement adaptéiert.

Loris Spina (LSAP – Schäffen): Mir hunn eng Rei Adaptatiounen gemaach punkto eis kulturell Manifestatiounen. Dir gesitt dat hei, et ass net vill. Do fält op, dass den "Touch of noir" ëm 5 € an d'Luucht geet, respektiv och de Summerstage, dee jo bëssen eng nei Nues kritt huet, deem hu mir dann och adaptéiert, do ass et da manner, well et lo een Dag ass, wou mir zesumme mat eiser Harmonie do an eisem flotte Kader an der Léi organiséieren. Respektiv wann et dann nach eng Kéier méi Deeg sollte ginn, da spillen erëm déi 35. An et ass och elo nach déi Kategorie dobäikomm 11 Concert de solidarité, wou mir lo 45 € dodranner virgesinn. Dir wësst jo, dass deemnächst e flotte italienesche Concert do wäert stattfannen an an deem Sënn géife mir iech déi heite Modifikatiounen proposéieren, ouni natierlech ze vergiessen, dass och den Jazz Machine, de Festival ronderëm den Jazz och liicht no uewen adaptéiert gëtt, wat awer nach ëmmer ganz abordabel Präisser bleiwen. Dat dierf een net vergiessen, et ass keng Kultur fir en elitäre Krees, hei ass d'Kultur nach ëmmer fir jiddweeeren abordabel an dofir bieten ech iech, dës liicht Hausen z'acceptéieren a matzestëmmen.

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Da komme mir zur Ofstëmmung.

Wien ass mat deenen doten Adaptatiounen averstanen? Och do d'Stëmme vun der LSAP, CSV, déi Gréng an déi Lénk. Wien ass net domat averstanen? Wien enthält sech? Den ADR.

3.6. approbation de l'acte notarié de cession gratuite de terrains avec les époux Nicolas Neisius et Elsa Zigliana;

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Da géif ech op deem nächste Punkt iwwergoen, do geet et ëm eng Cession gratuite vun Terrainen. Dat ass engersäits den aktuelle Propriétaire, den Nicolas Neisius an d'Elsa Zigliana, déi eng Cessioun maachen un

d'Gemeng Diddeleng. Et geet hei ëm eng Parzell an der Théodore Thiel-Strooss, et sinn 73 Zentiar, d'Origine vun der Propriétéit geet op d'Joer 1988 zeréck, wou déi aktuell Propriétaires d'Acquisitioun gemaach hunn. Natierlech brauche mir hei den Aval vum Gemengerot, fir am Kader vun där doter Cessioun deem Terrain ze kréien. A wann d'Gemeng da stolze Propriétaire vun deenen 73 Zentiar gëtt, geet en an d'Voirie publique, wéi dat och elo schonn de Fall ass.

Ass de Gemengerot mat där Cession gratuite averstanen? Dat ass unanime.

3.7. approbation de la convention de collaboration pour le projet de logements encadrés à Dudelange;

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Da géif ech op den nächste Punkt weidergoen. Dat ass eng Konventioun, déi mir hei virleien hunn, an Zesummenaarbecht mam Roude Kräiz. Dat hei ass am Fong e Projet, wou mir jonke Leit nei Perspektive bidden, also e Projet, dee virun allem jonken Diddelenger zegutt kënnt. Et ass och e Projet, wou ee ka soen, dass d'Solidaritéit am Virdergrond steet, ass awer och e Projet wou mir mat laangjäregen an och mat professionelle Partner zesummeschaffen, engersäits d'Rout Kräiz, awer och mam Office social an am Fong ass et och e Projet, dee sech an eng scho bestoend Zesummenaarbecht, déi mir mat deenen Acteuren hunn, areit a wou mir, wa mir dës Konventioun guttheeschen, och als Stad Diddeleng mat deenen dote Partner haut e Schratt méi wäit ginn. Also eng Konventioun mat 3 Partner, et geet hei ëm Logement-encadré fir jonk Leit am Alter vun 18 bis 27 Joer, déi a méi enger prekärer Situatioun sinn, sief et ekonomesch, finanziell, sozial oder psychologesch. Den Accent gëtt haaptsächlech op Jonker gesat, déi hei zu Diddeleng wunnen an de Projet fënnt statt an der Tattbuergerstrooss, wou mir am Fong 3 Zëmmeren an ee Studio, dat ass wou mir eise Projet "Chambre meublée" haten an der Croix Rouge zur Verfügung stellen, fir dass am Kader vun hirem Projet Perspectives déi Logements-encadrés do kënne geréieren an Zesummenaarbecht mam Office social a mat der Stad Diddeleng. D'Iddi ass hei iwwert deem dote Projet an iwwert dat Encadrement, dat d'Rout Kräiz assuréiert, deene Jonken ënnert d'Äerm ze gräifen, fir hinnen eng méi stabil Situatioun kënnen ze bidden. Ganz oft sinn hei concernéiert Jonker an d'Croix Rouge huet och scho gesot, dass Jonker scho bei hinnen ugeklappt hunn; Jonker, déi wéi gesot vun doheem raus



mussen; Jonker, déi am Kader vun engem Aarbechtsverhältnis sinn, knapps am Aarbechtswien dra sinn; Jonker, déi eng Formatioun maachen; Jonker, déi erwuessen an awer nach an der Schoul sinn. Et geet am Fong drëms, deene Jonken ze hëllefen an natierlech och weiderzëhëllefen autonom ze ginn, respektiv de Wee, deen dohinner féiert, ass deen zu der Autonomie. Dat heiten ass e Projet, deen ab den 1. Abrëll soll kënnen ulafen. Mir brauchen hei op alle Fall nach den Aval vum Gemengerot. Wann een hei déi Konventioun kuckt, e bësse probéiert, de Kader ze setzen, an deen se sech hei aschreift; et ass eng Konventioun tëscht deenen 3 Partner, d'Rout Kräiz, den Office social an d'Stad Diddeleng, et ass eng Konventioun déi elo mol fir 3 Joer wäert lafen. Dat heiten ass e Projet, wou mir dann och e Loyer free vum 300,- Euro fir d'Zëmmeren a vu 400,- Euro fir de Studio. Dat heescht, d'Croix Rouge gëtt eis déi Suen a si fakturéiert dat dann ebe weider am Kader vun hirem Contrat, deen si mat deene Jonken hunn an och am Kader vum Encadrement, wou och en edukatiivt Personal déi Jonk wäert suivéieren. D'Charges-locales sinn an deem Loyer-mensuel, dee mir hinne froen, ganz kloer och mat dran an d'Croix Rouge mécht dann hei eng Souslocatioun. Och dat ass an dëser Konventioun deementspreechend hei festgehalen. Wéi gesot fir déi Jonk vun 18 bis 27 Joer.

Wéi gëtt dat heiten och nach weider finanziert? Hei beweege mir eis och am Kader vum Gesetz vum 2008 iwwert d'Aide à l'enfance, also iwwert den Office national de l'Enfance, deen jo och de Kader virschreift, wat d'Prise-en-charge vun deene Jonke virgesäit. Et ass och e flotte Modus, well dat heiten dann och e Projet ass, wou mir sécherlech e Schratt méi wäit ginn an och Solidaritéit weisen, mä wou och weider finanziell et d'Gemeng näischt kascht, well de Rescht vun der Prise-en-charge eben iwwert den ONE gemaach gëtt. Dofir sinn d'Critères-d'admission vun deene Jonken, déi an déi 4 Wunnunitéiten kënnen goen, dass engersäits den Accord vun der Prise-en-charge virläit vum ONE; natierlech sollen déi Jonk, déi dohinne kommen, motivéiert sinn, fir dass hir Situatioun changéiert, dass se am Positiven evoluéiert, dass se autonom ginn an och en onofhängegt Liewe kënnen féieren, op alle Fall do den néidegen Appui kréie vun der Croix Rouge, fir deen dote Wee kënnen anzeschloen, dass se natierlech am Alldag eng Beschäftegung hunn, dass se entweder schaffen, entweder en Apprentissage maachen oder an der Schoul ageschriwwen sinn an natierlech, dass se och musse souwuel mam Roud Kräiz, mat hirem Service Perspectives, wéi awer och mam Office social vun der

Stad Diddeleng zesummeschaffen. Et muss een och hei soen, dass d'Rout Kräiz och e ganz grouse Merci gesot huet, dass den Office social bei dësem Projet mat dobäi ass, wat och fir si wichteg ass iwwert deen dote Wee e lokale Partner ze hunn. Dofir hu mir och hei virgesinn, dass e Comité-d'évaluation och an d'Liewe geruff gëtt, wou Vertrieder vum Roud Kräiz dobäi sinn an och Vertrieder vum Office social a sur-besoin och mol e Vertrieder vum ONE, vun der Gemeng Diddeleng, awer och vun der ADEM oder vun der Schoul en Fonctioun vun der Situatioun vum Jonken, deen deementspreechend hei och concernéiert ass. Also op Wichtigkeet, dass hei e regelméissege Kontakt an Austausch besteet tëscht deene verschiddenen Acteuren; deenen Acteuren, déi sech regelméissege gesinn, mat deene punktuellen Acteure fir automatesch och d'Situatioun vun deem Jonke kënnen positiv weider ze driewen. Natierlech fannt dir hei och d'Clausé vun der Resiliatioun vun dëser Konventioun, respektiv wann iergendwou sollt e Litige sinn, dass am Fong déi Lëtzebuergesch Juridictiounen deementspreechend hei zur Geltung kommen.

Dat zu dëser Konventioun. Also e flotte Projet, dee Jonken zegutt kënnt, well mir engersäits als Stad Diddeleng op de Wee gaange sinn, dass mir Studentewunnenge maache fir d'Studenten, déi op der Uni Lëtzebuerg sinn, vis-à-vis vun der Gare 14 Wunnunitéiten a well mir anersäits hei am Gemengerot e Projet stëmmen, wou mir Doktorante, respektiv Postdoktoranten, d'Méiglechkeet ginn, hei zu Diddeleng ze wunnen, ass et och hei wichteg, Jonken, déi a méi prekären a méi schwierige Situatiounen sinn, wat bei deenen aneren awer bësse manner de Fall ass, och deenen ënnert d'Äerm gräifen. An dat heiten ass sécherlech och e Projet, deen och nach kann ausweiden, mä hei op alle Fall schonn a ganz flotte Startschoss mat 4 Wunnunitéiten, déi mir zur Verfügung stellen, fir dass dësse Projet kann ab 1. Abrëll ulafen.

Dat zu den Erklärungen, wat dës Konventioun an de Kader vun dësem Projet ugeet. Ech hat nach vergiess ze soen, dass d'Croix Rouge och schonn e Projet Perspectives hei zu Diddeleng huet, dat am Casinosgebai an der Rue de la Libération, wou menges Wëssens gutt eng hallef Dose Wunnenge sinn, wou och Jonken an därselwechter Situatioun ënnert d'Äerm gegräff gëtt. Dat heescht och fir d'Croix Rouge ass dat heiten nach e Schratt méi wäit am Kader vum Projet Perspectives.

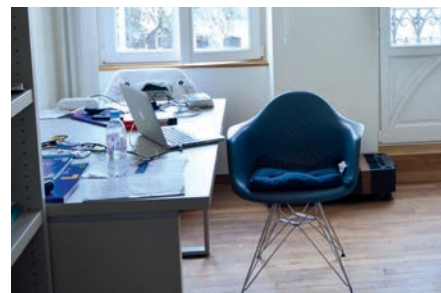


Michèle Kayser-Wengler (CSV): Éier ech awer Stellung huelen zu deem flotte Projet, dat soen ech als aller éischt, wollt ech awer och eng kleng Rüg erdeelen. D'Ënnerschrëft vun dëser Konventioun, do steet den Datum drop vum 28. Februar, mir haten den 3. Februar eng Gemengerotssitzung, et wär awer villäicht ubruecht gewiescht, e Wuert driwwer ze verléieren, well mir hunn et am Fong réischt aus der Press gelies, den 2. Mäerz stoung et an der Press, dass dës Konventioun ënnerschriwwen gouf an ech denken am Zeeche vun Dialog an Transparenz vum Schäfferot vis-à-vis vum Gemengerot wär et awer ubruecht gewiescht, villäicht e Wuert doriwwer ze verléieren 2, 3 Wochen éier d'Ënnerschrëft gemaach gëtt. Mä bon mir sinn dat jo sou gewinnt, dass heiansdo vill Saachen am Geheimen sou gemaach ginn a mir hätten dat awer ausdrécklech begréisst, wa mir doriwwer scho Bescheid gewosst hätten an d'Leit eis net drop ugeschwat hätten, hei dat steet an der Zeitung an da stees du do dass du keng Ahnung hues, ëm wat et geet. Dat ass e bësse schued.

Nicht desto trotz, dat hei ass eng ganz flott Initiativ an et ass wéi den Här Buergermeeschter gesot huet, ech hat mech do och nach eng Kéier renseignéiert, dass dat och effektiv de Service Perspectives vun der Croix Rouge ass, deen als seriöse Partner bekannt ass a wann deen déi Leit an deene Studioen am Casino betreit, do ass och villäicht eng kuerz Fro. D'Madame Di Bartolomeo ass jo hei net nëmmen als geéierte Gemengerotsmember, mä och als Presidentin vun der Sektoun Diddeleng vun der Croix Rouge, villäicht kann si eis och do bessen opklären, wéi do de Bilan ass, wéi dat bis elo gelaf ass, dat gëtt eis dann och villäicht eng Iddi, och besselche wéi eng Jugendlecher genau déi Hëllef opsichen, dat ass sécher ganz flott, wa mir do bessen eppes gewuer ginn. Ganz wichteg ass och an dëser Konventioun, a wat och gutt ass, dass d'Prioritéit ausdrécklech drop steet, dass d'Diddelenger Bierger am Fong eng Prioritéit hunn, fir hei opgeholl ze ginn. Dat war jo ëmmer eppes wat mir e bësse bedauert hu mat der ADEM, dass dat do net explizit konnt dragesat ginn, dass d'ADEM, déi hire Siège och hei zu Diddeleng huet, dass déi net kann déi Differenzéierung maachen, Diddelenger an net Diddelenger, an hei begréisst mir dat explizit, dass dat hei dra geschriwwen ass. Am Ufank hunn ech mir geduecht et wär villäicht e bessen ëmständlech, et steet dran, dass nëmme Jugendlecher an de Genoss kommen, wann se och eng Prise-en-charge beim ONE ugefrot hunn an ech hunn awer herno gesinn, dass déi Demarche, fir déi Demande ze maachen am ONE souwuel vun eise Office social wéi wahrscheinlech jo och

vun der Croix Rouge, gemaach gëtt, well ech weess, dass dat net sou einfach ass, fir déi ganz Paperassen do auszufüllen. Dat hei ass och elo geduecht explizit fir Schüler, Léierbouwen oder Jonker, déi schaffen, déi hir Situation-de-vie ännere wëllen an awer schonn eng Aarbecht hunn oder an d'Schoul ginn. Wéi ass et dann zum Beispill mat Jonker, déi am Chômage sinn? Oder en RMG kréien? Kommen déi net a Fro? Ass dat gewollt, dass déi net a Fro kommen? Sollen déi anerwäerts drainéiert ginn? Well wann et elo just ëm de Loyer geet, den RMG a Chômage kann dat genau sou gutt bezuele wéi eng Léierboufspai, oder bezéiungsweis deen Deel, deen si müssen der Croix Rouge weiderginn. Och déi Leit sinn awer sécher och interesséiert, fir hir Situation-de-vie villäicht ze veränneren.

Dann ass nach eng aner Fro, déi ech hat. Mir schwätzen hei vun 3 Kummeren an engem Studio. Ass dee Studio och sou equipéiert, dass zum Beispill och eng Koppel kéint dohinner wunne goen? Well mir kucken hei den Alter vun de Leit, déi kënnen eng Demande maachen, 18 bis 27 Joer, do kann et jo awer och mol sinn, dass een an enger Koppel zesummen ass oder och als Koppel net kann anzwousch anescht um offenen Immobiliemaart eppes fannen. Ass do eng Méiglechkeet virgesinn, fir eng Koppel ze logéieren? Wat mir och explizit begréissten, ass dass de Service Perspectives déi global Prise-en-charge vun der ganzer Situatioun hält mat bessen enger Hëllef an awer trotzdem sech e bessen zeréckhält an net alles geréiert wéi eng Gestion-de-tiers vun de Revenuen. Ech denken, d'Zil ass och d'Jonker ze stabiliséieren an se prett ze maachen, fir dobaussen eens ze ginn. Vill hunn och effektiv d'Chance net, fir vun doheem och gewisen ze kréien, wéi een sech dobausse muss uleeën a vill hunn och d'Chance net, en Elterehaus ze hunn, wou se däerfe weiderhi wunne bleiwen oder se wëllen natierlech net doheem wunnen. Ech hulen un, sou Saache si villfälteg a ganz komplex. Wat sécher gutt ass a wat mir och eng gutt Saach fannen, ass dass mir d'Gestioun vun engem Deel vun eise Logementer an deem Haus souzesoen outsourcen, well mir jo och e ganz seriöse Partner hunn an eise Service Logement gëtt heimadder e bessen entlaascht. Meng Fro ass awer: Geréiere mir awer de Rescht vun de Wunnengen am Haus selwer? Oder gëtt och nach envisagéiert mat aneren Träger eng Konventioun z'envisagéieren? Zum Beispill Pro Familia, Infomann, d'Wunnengshëllef si che jo ëmmer verzweiwelt no Logementer "de deuxième phase", wéi ee seet. Ass do nach eppes anescht ers geplangt? Oder gëtt do nach eng Kéier deemnächst eng Konventioun ënnerschriwwen, wou mir dat dann aus der



Zeitung gewuer ginn? Villäicht kënnt dir do scho bës-selche soen, wat dir lo nach do Wëlles hutt. Also mir sinn eng chrëschtlech-sozial Vollekspartei an all sozia-le Projet, deen den Diddelenger Bierger zegutt kënnt, fënnt ëmmer eis Zoustëmmung, dofir sti mir hei voll a ganz hannert dëser Konventioun mat engem seriösen an erfuerenen Partner. Et ass e gudder Projet, dee mir op jiddefall och matdroen. Merci.

Colette Kutten (Déi Greng): De virleiende Projet fënnt och eis Zoustëmmung. Mir fannen et sënnvoll, jonk Leit an Nout zu engem moderate Loyer eng eege Wunneng unzebidden, wou se gläichzäiteg den néidegen Encadrement kréien, fir erëm op d'Féiss ze kommen. Wann d'Croix Rouge de Projet geréiert, wësse mir och, dass en a gudden Hänn ass, well do déi néideg Kompetenzen zur Verfügung stinn. Mir hunn am Zesummenhang mam Projet nach e puer Froen. Wat bedeit genau "détresse psychosociale"? Wéi den Här Buergermeeschter erkläert huet, wär et e ganz breede Spektrum vu Jugendlechen, deen do géif a Fro kommen. Ech huelen un, dass de Service Perspectives jo dann och Kritären huet, no deenen si dann d'Selektioun maachen, well soss ass et jo e klengt Angebot, fir wahrscheinlech ganz vill Demanden.

Dann nach, vu wem kënnt dann eigentlech d'Demande fir dëse Projet? Ass et vun der Gemeng Diddeleng ausgaangen? Oder vun der Croix Rouge? Ass et esou, dass zu Diddeleng hei en direkte Bedarf besteet, well jo och prioritär sollen Diddelenger Jugendlecher hei betreit ginn. Da wollt ech nach gär wëssen: Wéi laang dierf eng Persoun an sou enger Wunneng bleiwen? Wéi d'Prise-en-charge ausgesäit dat féiert villäicht elo ze wäit, well dat awer iwwert dat, wat mat der Gemeng hei verhandelt ginn ass, eraus geet, mä mir wollten nach gär wëssen: Wéi en Ënnerscheet besteet zum Projet, dee vun der Croix Rouge am Casino geréiert gëtt? Wann dat jo och fir Jugendlecher ass, wéi een Ënnerscheet gëtt et eigentlech zwëschen deenen zwee Projeten? Merci.

Josiane Di Bartolomeo-Ries (LSAP): Et ass scho vill gesot ginn, gudder Projet. Puer Wuert zu deem, op dat d'Madame Kayser higewisen huet. Am Casino si jo scho Jonker, déi ënner Dag bruecht sinn. Mir sinn d'ersöfteren an deem Gebai, déi hunn effektiv jiddwereen hir Wunneng an daagsiwwer hunn se ëmmer eng Assistance mat där se Kontakt hunn an ëmmer dauernd betreit ginn. Dat heescht wa se Hëllef brauchen. Si hunn eigentlech just ee Raum, dee gemeinschaftlech

ass op deem Stack uewen an dat ass de Wäschraum. Et huet jiddwereen säin Zëmmer. Déi si gutt encadréiert. Déi sinn och immens disziplinéiert, muss ech éierlech soen, si hunn sou Regeln an et gëtt dann och permanent ëmmer gekuckt, dass se sech behuelen. Se si wierklech gutt encadréiert. De Projet am Casino, deen ass am Fong ugaangen, dass gesot ginn ass, wéi de Restaurant ënnenan opgaangen ass, se sinn do, fir dass een do konnt en Apprentissage maachen. Dofir huet dee Site sech och gëeegent an am Restaurant selwer konnten se Kach léieren oder ebe Serveur oder sou en Apprentissage maachen. Ech hunn awer elo net de Suivi, wéi et weidergaangen ass, ech muss awer éierlech soen, déi Leit sinn do immens gutt betreit an och, ech weess dass elo e Puppelchen op d'Welt komm ass vun engem Meedchen, also dat Meedche gëtt och do net erausgesat an dat wäert och weider, bis dass et op eegene Féiss do steet, kënne bleiwen.

Zum Projet, dee mir elo hunn, ech kann dat wéi ëmmer nëmme begréissen. Dat si Jonker zwëschen 18 a 27 Joer an ech fannen dat eng gutt Saach, wann ee sou eppes mécht. Meeschtens, dat ass och villäicht wat wichteg ass ze soen, dat sinn elo net iergendeng Jonker, déi iergendwou erausgepléckt ginn oder sou, dat si meeschtens, also ech weess dat vum Casino, Jonker a Jugendlecher, déi doheem an enger ganz schwieriger Situatioun sinn. Déi net méi mat den Elteren eens ginn, déi och vun doheem keng Sue kréien an och wann se elo net an engem Apprentissage wäeren oder net an der Schoul ageschriwwen, dann ass awer de Service Perspectives, deen hinnen do eng Hand upéckt, fir eng Léierplaz ze fannen, asw. Si ginn natierlech och direkt vun Ufank un, an dat ass villäicht och wichteg ze soen, si ginn direkt vun Ufank u geléiert, dass se musse Loyer bezuelen. Dat heescht, se gi preparéiert an där ganzer Zäit, dass se iergendwann awer eng Kéier eraus mussen op den normale Wunnengsmaart an do eng Wunneng bezuelen. Dofir och wann se e minimaalt Akommes hunn, mussen se Loyer bezuelen, wat ech eng gutt Saach fannen. Normalerweis sinn et 2 Joer, ech mengen awer och, dass Fäll do sinn, wou et méi laang dauert, wou déi Leit betreit ginn. Dat ass och dohannen am Casino sou. Et kann een eben net, wann ee während enger Léier nach ass oder an der Schoul, an et seet ee "voilà ech ginn elo fäerdeg", dass een déi Leit dann eraussetzt. Wat nach wichteg ass, si kënnen natierlech och op den Office social goen an do kréien se wéi all anere Bierger natierlech d'Hëllef bei de schwierigen Dokumenter heiansdo. Also si mussen e Projet-de-vie hunn an si mussen et och wëllen.



Dat ass dat wat den Här Buergermeeschter gesot huet, an dat ass och ganz wichteg, do gëtt et eng Cellule, déi gi jo gekuckt, do kann een elo net soen "hei dech huele mir elo", also do gëtt scho gekuckt, hunn se e Projet-de-vie, wellen se et wierklech, an dofir kann ech d'Gemeng nëmme felicitéiere fir dee flotte Projet, deen do entsteet. Merci.

Joseph Thill (Déi Lenk): Mir fannen dee Projet och immens gutt a wichteg. Mir wäerten deen och voll ënnerstëtzen. Ech hu just e bëssen eng privat Fro. De Projet viséiert jo eigentlech de Jugendlechen an hirer Autonomie ze hëllefen, se do virun ze bréngen, wär et an deem Sënn net besser, déi Jugendlech géife gläich hire Loyer un de Propriétaire, also un d'Gemeng Diddeleng bezuelen? Dat ass eng praktesch Fro. Wann dat schwierig ass oder net ubruecht, also eise Vote fir de Projet hänkt net vun där Fro of, dat wëll ech awer och ganz kloer soen. Mir fannen dee Projet gutt a wichteg a wäerten deen och voll ënnerstëtzen.

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Da wëll ech awer op alle Fall de Gemengerotsmemberen, déi sech elo hei geäussert hunn, Merci soe fir déi Stellungnamen, awer och dofir, dass dësse Projet Zousproch hei fënnt. Ech wäert op déi verschidde Punkte probéieren anzegoen.

D'Madame Kayser ass der Meenung, dass een aneschtters sollt kommunizéieren, ech sinn der Meenung, dass ee réischt da sollt kommunizéieren, wann de Projet fäerdeg ass a wann och all d'Parameteren erkannt sinn. Dat war zu deem Zäitpunkt, wou Dir hätt wellen, dass sollt kommunizéiert ginn, net de Fall, also gesinn ech och net an, firwat een dat soll maachen. Wéi mir hei Gemengerot haten den 3. Februar do waren nach e ganze Koup Onkloerheete wat de Projet ugeet, déi am Kader vun deene Wochen duerno hu misse gekläert ginn, fir da kënnen d'Konventioun hei z'ënnerschreiwen. Dat mol zu deem éischte Punkt.

Generell wat d'Beneficiairen ugeet: Déi Leit, déi an engem RMG sinn, respektiv an engem Chômage sinn, sinn hei an deem Projet net ausgeschloss. Wat hei wichteg ass, an et ass och dat firwat den Office social mat dobäi ass, ass déi Parallel tëschent deem heite Projet an dem Service Perspectives an och generell Ausrichtungen, déi den Office social huet mat deene Wunnengen, déi se geréiert, d'Gemengewunnengen, et muss een e Projet-de-vie hunn. Et ass dat wat am Vir-

dergrond steet. An d'Iddi ass jo och hei, dass iwwer 36 Méint, also gutt 3 Joer, dat Encadrement ka stattfanen, well mir och wëssen, dass et a sou Phase jo mol Héichten an Déifte ginn, wou dann och de Service do ass, fir déi Jonk ënnert d'Äerm ze gräifen. Ech wollt do villäicht nach eng kleng Korrektur maache par rapport zu deem, wat ech virdru gesot hunn, d'Konventioun ass net op 3 Joer, d'Konventioun ass op 1 Joer an da "renouvelable tacitement", mä de Projet-de-vie ass allkéiers op 3 Joer, wollt ech nach eng Kéier hei präziséieren. Et ass awer natierlech och eng Méiglechkeet, dass an deem Studio do uewen och kann eng Koppel dohikommen an och där jonk Koppelle sinn och mol a sou Situatiounen. Dofir hu mir dat och esou virgesinn, fir deenen d'Méiglechkeet ze ginn. An et ass natierlech och esou, dass am Kader vun deem Projet, d'Rout Kräiz d'Demande mécht beim ONE fir dee Jonken, well dat effektiv och administrativ Hürden heiansdo sinn, déi fir e Jonken heiansdo net ganz evident sinn. A wann een hei dee Staff huet vun der Croix Rouge, déi sinn do, fir dat deementspriedend ze maachen.

Hu mir nach aner Projeten an der Maach? Neen, de Moment net, well mir jo och iwwert déi Mise-à-disposition vun deenen heite Wunnenge vum Office social och nach aner Voleten ofzedeecken hunn an ech muss soen, dass bal all eis Wunnengen hei zu Diddeleng och besat sinn. Do ass am Fong net méi vill Sputt. Dat weist, dass am Fong och e Besoin do ass vun deem doten Dispositif, dee mir hei an d'Liewe geruff hunn.

Dann zu där Fro wat ass d'Origine hei vun der Demande vun deem Projet, vun där Konventioun, wat d'Madame Kutten gefrot hat. Ma vun allebéid, well mir si béid Partner, souwuel d'Croix Rouge wéi och d'Gemeng Diddeleng an awer och den Office social, am Kader vun Diskussiounen, déi mir generell hunn, zu der Konklusioun komm, dass hei zu Diddeleng Jonker sinn, déi an där doter Situatioun sinn, wou mir wellen ënnert d'Äerm gräifen.

Prise-en-charge: Do gëtt et e Konzept. Bei Geleeënheet kënnen mir iech dat och zoukomme loossen, dat beim Roude Kräiz froen. Also de Service Perspectives huet souwiesou nach de Concept d'action générale, wéi hir Methodologie ass, wéi hir Philosophie ass, dépasséiert sécherlech de Kader vun dëser Konventioun, mä do gëtt et am Fong e Konzept, well jo de Service Perspectives net nëmme hei zu Diddeleng aktiv ass, mä och eng ganz Rei aner Strukturen huet.

Wat d'Gestion budgétaire ugeet, wat den Här Thill



gesot huet, hei si mir am Prinzip dass d'Croix Rouge sous-locataire ass an och hei de Projet gekoppelt ass vum Jonken un d'Rout Kräiz. Dat heescht d'Rout Kräiz probéiert och hei zesumme mat deem Jonken eng gewësse Gestion budgétaire ze maachen, sou dass en och an deem Kader autonom ka ginn, och an deem Kader kann independant ginn. Dofir ass dat och geduecht, dass si de Loyer kréien an dass och si de Jonken an der Gestion-financière kënnen begleeden an och gegebenenfalls kann den Office social mat asprangen am Kader vun der Gestion-budgétaire oder awer, hei kënnen jo och Synergien zum Beispill entstoe mat anere Services, déi mir hei ubidden, sief dat d'Jugend- an Drogenhëllef, sief dat de Service de Surendettement, hei kënnen eng ganz Rei Synergieë stattfannen, déi generell fir alleguerten d'Diddelenger op sinn; fir déi Leit op sinn, déi an de Gemengewunnunge sinn an awer och Beneficiairë vum Service Perspectives.

An aner Projeten, ouni wëllen hei elo ze vill an den Detail goen, mä fir awer eng gewësse Kommunikatioun an Transparenz wollten ze loossen, hu mir awer Gedanke scho geäussert vis-à-vis vun der Croix Rouge a wäerten och an den nächste Méint eng Kéier an de Gemengerot kommen, dass mir och mat deem Service Perspectives an d'Portierswunneng um Stade Kennedy, déi ass elo fräiginn, dass mir och do wëilten an de Gemengerot kommen, fir och e Budget-extraordinaire stëmmen ze loossen, fir do eng Rei Adaptatiounen an deem Haus ze maachen. Och dat ass jo eng Gemengewunneng, fir iwwert de Projet vum Service Perspectives Familles monoparentales, fir do e Projet ze maachen, fir deenen entgéintzekommen. Och do ass e Besoin. Och do huet de Service Perspectives jo zu Woltz e ganz flotte Projet, deen och an déi dote Richtung geet. Och hei zu Diddeleng gëtt et do e Besoin. Dat heescht, wa bis dee Projet ëmgesat gëtt, de Wee fir dohinner ass, dass mir de Familles-monoparentales déi Méiglechkeet ginn, nach muss an deem Gebai, dat de Moment eidel steet, Modifikatiounen gemaach ginn. Do wäerte mir hei am Gemengerot nach mussen e Budget-extraordinaire nostëmmen, fir do kënnen déi néideg Amenagementen ze maachen. Dat ass en nächste Schratt, dee mir wäerten hei zu Diddeleng wëlle goen mat der Croix Rouge a mam Service Perspectives, fir och där dote Kategorie vu Familljesituatiounen ënnert d'Äerm ze gräifen.

Domadder hunn ech eng Rei interessant Informatiounen ginn, ouni wëllen an den Detail ze goen, well nach eng ganz Rei Parametere awer nach op stinn. Och do wäert eng Konventioun gemaach ginn. Dat heescht, et

ass mol d'Zil, dass mir hei mat der Croix Rouge wëlle goen a sécherlech och hei mam Office social, och hei déi 3 Partner erëm zesummen.

Dëst gesot géife mir zur Ofstëmmung vun dëser Konventioun kommen.

Wien ass heimadder averstanen? Dat ass unanime. Dat soen ech iech Merci fir déi Zoustëmmung, da kann dëse Projet ab den 1. Abrëll 2017 lassgoen.

3.8. approbation du devis estimatif pour un montant de 250'000,- Euro pour la modernisation des infrastructures LED (éclairage public);

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Da gi mir weider un d'Modernisatioun vun eisen LED-Infrastrukturen an da ginn ech dem René Manderscheid d'Wuert.

René Manderscheid (LSAP – Schäffen): Och do kann ech mech ganz kuerz faassen. Dir gesitt, dass en Devis-estimatif vun 250.000,- €, dat wier am Fong e 5-Joersplang, fir eis Modernisatioun vum Éclairage-public. Et ass esou, dass do den Devis-estimatif iwwer 5 Joer geet, vun 2015 ugerechent bis 2020, also all Joer 50.000,- € gi virgesinn. Et geet drëms, dass mir all déi al Bullen, dat sinn déi Natrium-Luuchten, dat sinn all déi giel Luuchten, déi dir gesitt. Fréier haten se ëmmer sou ronn Bullen, déi ganz al, déi ginn alleguerten elo progressiv ersat a mir hunn ugefaange gehat 2015 am Park Léi. Déi nächst Etapp ass dann elo 2017 en Deel vun der Rue de la Vallée, Aubépine a Rue Sainte Barbe, an da wéi gesot, iwwerall do, wou mir nach al Bullen esou detektéieren, ginn déi ersat. Dofir hu mir dann dee 5-Joersplang hei opgesat, fir eis och finanziell domat ofzesécheren.

Colette Kutten (Déi Greng): Just nach ganz kuerz e puer Froen dozou. Et gëtt dat also e 5-Joersplang, dee festleet, wéi vill Luuchte pro Joer ersat gin. No wéi engem Prinzip ginn déi Stroossen ausgesicht? Ass dat ëmmer wann an de Stroossen Aarbechte gemaach ginn? Mussen doduerch ganz nei Luuchten opgeriicht ginn oder ass et och méiglech, déi bestoend Luuchten esou ëmzerüsten? Wéi ass de Moment de Stand, wéivill LED-Luuchten hu mir da schonn zu Diddeleng? A wa mir an dësem Rhythmus weiderfueren, wéi laang brauche mir, bis mir eigentlech alles ëmgerüst hunn? Merci.



René Manderscheid (LSAP – Schäffen): Also fir pauschal dorop ze äntweren, et ass esou, et ass net 50 Luuchten, et ass e 5-Joresplang a mir hunn e Montant vu 50.000,- € all Joer virgesinn, dat heesch 250.000,- € fir déi 5 Joer. D'Luuchte ginn esou ersat wéi se vir sinn. Dat sinn déi Natrium-Luuchten a mir hu bis elo schonn am Park Léi 46 Luuchten ersat an déi nächst Etapp ass dann dëst Joer wéi gesot, Vallée, Aubépine, dat sinn 29 Luuchten, an déi Luuchte ginn am Fong geholl sou ersat, andeems de Stänner, déi ganz Luucht erausgeholl gëtt an eng nei Luucht dohigesat gëtt. Dat geet net, dass do nëmmen d'Bull ersat gëtt, mä dee ganzen Dénge muss ersat ginn. A bei eisen neie Projete gi souwisou d'office nei LED-Luuchte gesat, sou dass dat net an dee Plang hei gehéiert. Alleguerten déi al Luuchten, déi mir nach hunn, gi progressiv ersat. Do kucken eis Leit effektiv op de Pläng, respektiv och um Terrain selwer, wou nach sou Luuchte sinn, an da ginn déi progressiv am 5-Joersrhythmus ersat.

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Merci fir déi doten Erklärungen, komme mir dann zur Ofstëmmung.

**Wien ass mat dësem Devis-estimatif averstanen?
Dat ass unanime.**

3.9. approbation de décomptes de travaux extraordinaires;

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Da komme mir zu enger Rei Dekonten, 14 Stéck, ech wäert iech se kuerz a knapp presentéieren. Dat ass engersäits an der Rue de l'Hôpital op Nummer 106, do hi mir eng Remise-en-état vun deem Haus. Dat war en Devis vu 70.000,- Euro an huet eis 69.913,12,- Euro kascht. Do ass den Dag frëschgemaach ginn an d'Fassad. Dat war am Joer 2016. Neie Mobilier am Service Ressources Humaines, 34.000,- Euro den Devis, d'Dépense 33.287,67,- Euro, dat war och 2016. Mir hunn eng ganz Rei Dekonte vum Joer 2016, mir hunn alles opgeschafft iwwert déi vergaange Joer. Dann neie Mobilier an der Maison sociale 75.000,- Euro den Devis an 74.920,14,- Euro, dat war och 2016, wou jo och d'Aweigung stattfonnt huet. Dann d'Acquisition vun enger "Machine à courber hydraulique", dat ass fir eis Vélosstänneren ze maachen, 38.000,- Euro, 36.852,66,- Euro, och 2016. Dann eng ganz Rei Voitures-de-service vum Service Informatique 12.000,- Euro war den Devis, d'Dépense 11.900,- Euro, dat war och

2016. Voiture-de-service vum Service des Sports Devis 11.000,- Euro, Depense 10.327,47,- Euro, och 2016. Dann e Chariot-élévateur, Gabelstapeler, 48.000,- Euro den Devis, 47.836,98,- Euro. Spindelmäher, Tondeuse fir de Service des Espaces verts 50.000,- Euro war den Devis, d'Dépense 49.734,36,- Euro. Dann fir eise Bannhider Voiture-de-service 35.000,- Euro den Devis, 34.500,- Euro. Dann eng Nacelle fir eise Service Industriel, den Devis 30.000,- Euro, d'Dépense 29.995,- Euro. Dann d'Camionnette vum Service Industriel 35.000,- Euro den Devis, d'Dépense 34.807,50,- Euro. Fir de Service Voirie en Camionnette den Devis 35.000,- Euro, d'Dépense effektiv 34.880,- Euro. An d'Harmonie Forge du Sud, do hate mir en Devis gestëmmt, respektiv e Subsid wat hir nei Uniformen a Mäntel ugeet, dat war en Devis vu 25.000,- Euro an d'Dépense 25.000,- Euro. An dann d'Butschebuerger Schoul, et war am Fong d'Façade en brique, déi huet misse frëschgemaach ginn, dat war 25.000,- Euro den Devis an d'Dépense effektiv war 14.274,- Euro an dës Depense ass manner héich ausgefall wéi alleguerten déi aner, well hei eng Rei Aarbechten, déi virgesi waren, net hu bräichte gemaach ze ginn. Hei hätt missen en Deel vum Dag ewechgeholl ginn an am Endeffekt huet sech erausgestallt, dass dat net néideg war, dofir huet de Projet hei an deem Sënn e gudde Strapp manner kascht. Dat zu deene 14 Dekonten, déi mir hei am Gemengerot presentéiert hunn.

**Kënne mir doriwwer ofstëmmen? Dat ass unanime.
Merci.**

3.10. subsides extraordinaires à attribuer;

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Da komme mir zu de Subsides-extraordinaires. Engersäits e Subsid vun 2.500,- Euro fir d'Œuvre Saint Nicolas fir d'Kleesercherstitercher, dann e Subsid vun 825,- Euro fir d'Organisation vum Cortège, och dat fir d'Œuvre Saint Nicolas. Dann e Subsid vu 700,- Euro fir de Lycée Nic Biever, fir hiren edukativen a kulturellen Ausflug, deen se maachen op Krakau an op Auschwitz am Kader vun hirem pädagogesche Projet. Dat ass vum 3. bis de 7. Abrëll 2017 a 65,- Euro fir d'Lëtzebuerger Blannevereenegung. Dat zu de Subsides-extraordinaires, déi mir hei dem Gemengerot proposéieren.

**Ass de Gemengerot mat deene Subsiden averstanen?
Jo, dat ass unanime.**



4. APPROBATION DU PROJET D'AMÉNAGEMENT PARTICULIER CONCERNANT DES FONDS SIS À DUDELANGE AU LIEU-DIT «RUE PASTEUR», PRÉSENTÉ PAR LE BUREAU D'INGÉNIEURS «LUXPLAN S.A.» POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ «SEDNA INVESTMENTS & SERVICES S.A.»;

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Da gi mir op den Aménagement communal iwwer. Mir hunn hei en PAP an der Pasteur-Strooss, déi mir hei zum Vote iwwer ginn. Dat heiten ass en interessante flotten neie Wunnensbauprojet vun enger mëttlerer Envergure a vu 14 Wunnunitéiten. Et ass dat Areal, wou d'Bierenger Kapell sech befënnt, do ronderëm. Et ass e Projet, deen an der "moyenne densité" ass. An ech hunn hei e puer Informatiounen wat d'Prozedur ugeet, respektiv wat de Contenu vum PAP ugeet. Et ass jo sou, dass mir hei als Gemeng saiséiert gi si vum Bureau d'Ingénieur Luxplan, dee fir Sedna Investments hei de Projet un d'Gemeng erageschéckt hunn. Nodeems de Projet hei mat eise Servicer ofgestëmmt war, hu mir en erageschéckt an den Interieur an un d'Cellule d'évaluation, sou wéi d'Gesetz dat och virgesäit. Dat heescht, et gëtt u si erageschéckt an normalerweis

huet d'Cellule d'évaluation 3 Méint Zäit fir iwwert de PAP ze statuëieren. Dat hunn se dann den 22. September 2016 gemaach, nodeems mir den 8. September, also gutt 2 Woche virdrun, de Projet erageschéckt hunn. D'Reunioun vun der Cellule d'évaluation war den 22. September an den 9. Dezember 2016 huet d'Cellule eis hiren Avis matgedeelt, quitte dass se hir Decisiounen schonn éischter getraff haten, hunn se awer déi 3 Méint augenotzt fir eis hiren Avis ze noti-fiéieren. Ceci-dit sinn se nach an den Délais-légauxen. Wéi mir et erageschéckt hunn un d'Cellule, hu mir natierlech missen en Aushang maachen, et war och wéi d'Gesetz et virgesäit eng Enquête-publique, wou mir ausgehaangen haten hei am Gemengenhais vum 12. September 2016 bis den 13. Oktober 2016 inclus. Mir hunn et och missen an de 4 Dageszeitunge publizéieren, wat och gemaach ginn ass, an et ass am Fong keng Objektioun komm vu Bierger. An nodeems mir hei d'Notifikatioun, respektiv den Avis kritt hu vun der Cellule d'évaluation huet d'Gemeng erëm 3 Méint Zäit, op deen Avis anzegoen, deen Avis z'analyséieren, respektiv Stellungnam ze huelen an dann och an de Gemengerot ze goen, fir deementspreechend e Vote kënnen ze maachen. Mir sinn elo liicht iwwert déi 3 Méint, wat net dramatesch ass, dat hu mir jo och an eisem Avis hei gesot an der Deliberatioun, déi mir virleien hunn, dass mir liicht iwwert déi 3 Méint sinn, dat war am Fong den 9. Mäerz 2017, haut si mir de 17. Mäerz. Dat e bëssen zu der Prozedur. Wann dat heiten elo hei am Gemengerot guttgeheescht gëtt, gëtt dës PAP erëm weider un den Interieur geschéckt, deen huet erëm 3 Méint Zäit, fir doriwwer kënnen ze statuëieren an da gëtt normalerweis de PAP validéiert a publizéiert. Dann ass déi nächst Etapp eng "Convention d'exécution", déi een da muss hei huelen, fir dass de Projet kann weider iwwerdroe ginn. Dat par rapport einfach generell zu der Form wat d'Prozedur ugeet, an där mir eis hei befannen.



Dann awer elo villäicht méi am Detail wat de Fong ugeet, wat de Contenu vun dësem PAP ugeet. Et ass e PAP fir 14 Maisons-unifamiliales, déi "en bande" sinn, dat si 60,51 Hektar, déi sech an der Zone de moyenne densité befannen an och an deem dote Kader, sou wéi mir en hei erëmfannen am PAP, sinn am Fong 15 Ar, 24,8% fält an den Domaine-public, mir befannen eis also och do am normale legale Kader. Wat elo hei den Avis ugeet vun der Cellule d'évaluation, wann een deen e bësse méi am Detail kuckt, ass et jo sou, dass de PAP punktuell zum PAG kann derogéieren, mir hu jo e PAP, dee gemaach ginn ass laut dem Gesetz vun 1937. Do kann also de PAP zum PAG derogéieren an do schreift eis och d'Cellule d'évaluation hei ganz kloer, dass se der Meenung ass, dass am Fong déi Derogatioun, déi de PAP hei zum PAG mécht, dass een där absolut ka Rechnung droen, well se zu enger urbanistescher Verbesserung an zu enger qualitativer Verbesserung bäidroen. Dat ass um Niveau vun 2 Punkten. Normalerweis ass et, wat eise PAG virgesäit, dass d'Largeur maximale 44 Meter soll sinn. Mir sinn hei e gudde Meter driwwer, 45 Meter, mä déi Derogatioun ass hei och vun der Cellule guttgeheescht ginn, an och déi Derogatioun, dass, normalerweis ass et jo sou, wann een eng Wunnunitéit schafft, muss ee jo och eng Wunnunitéit am öffentliche Raum kreéieren, an hei si mir am Fong driwwer, mir sinn hei bei 0,6, och déi Derogatioun ass och vun der Cellule d'évaluation guttgeheescht ginn. Dat par rapport zu der Konformitéit vum PAP par rapport zum PAG.

Da waren nach aner Voleten hei uginn. Dat ass engersäits d'Recommandatiounen wat d'Mobilité durable ugeet, wat d'Mobilitéitskonzept ugeet. Do war d'Cellule der Meenung, dass normalerweis d'Stationement limitéiert soll ginn, also een Emplacement an der Garage, respektiv een Emplacement "par unité de logement" huet dat argumentéiert, well an der Proximité engersäits de Citybus ass, respektiv well awer och eventuell e Carsharing-Projet och dozou kéint hëllefen, dat iergendwéi opzegraifen. Mir wëssen, dass mir am Moment nach kee Carsharing-Projet do hunn, mä et huet een d'Proximité vum Busarrêt. Do hu mir gesot an eiser Argumentatioun, dass mir nëmme partiellement där Recommendatioun do noginn, mir sinn am Fong der Meenung, dass sécherlech een Emplacement am Haus soll sinn an net zwee Emplacement, och dat aus urbanistescher Qualitéit an och fir d'Liewensqualitéit am Haus selwer, dass een net 2 Emplacementen am Haus soll hunn, mä 1 Emplacement am Haus an 1 Emplacement um Domaine privé, do kënnt een zwar op 2, mä dofir soe mir, mir suivéieren dat partiell, fir och do där

Wunnqualitéit ebe Rechnung ze droen. Dat heescht 1 Emplacement am Haus, eng Garage, respektiv 1 Emplacement baussen op der Propriété privée, de facto sinn et der 2, mä aneschtens verdeelt, fir dass och déi Qualitéit gewaart bleift. Dat war dee Volet.

Wéi gesot, mir bleiwe bei 2 Stationementen, 1 am Interieur an 1 baussen. Natierlech war och hei d'Cellule d'évaluation der Meenung, dass wann ee bei deenen Emplacementen bleift, dass et wichteg wär Carporten unzesidelen, déi gesäit een och am Kader vun der Skizz, déi si gemaach hunn. Natierlech hu mir dat iwwerpréift a soen awer och hei, dass mir der Recommendatioun net kënnen nogoen, well do d'Recule par rapport zu de Limiten net respektéiert ginn. Do sinn normalerweis ëmmer Recule vun 2,5 Meter, déi ee muss respektéieren, déi ginn awer hei net respektéiert. Dat heite betruichte mir wéi all anere Projet och um Niveau vun de Reculen, vun de Limiten, hei mussen déi deementsprechend respektéiert ginn, dat ass bei där heiter Skizz, bei der Iwwerleeung vun der Cellule net de Fall, also kënnen mir där Recommendatioun hei net Rechnung droen.

Dann huet d'Cellule och recommandéiert, dass een, vue dass et eng "Bande de terrain" ass, dass een och do eng Aart Servitude, déi en Copropriétéit wier, sollt ariichten, fir d'Evakuatioun vun den Dechete vum Gaart. Där Recommendatioun droe mir och net Rechnung. Éischtens well, an där Ausrichtung, déi mir hei hunn, hu mir hei Terrainen, déi privativ sinn. Wann een déi géif kreéieren iwwert eng Copropriétéit, mussen d'Leit natierlech och bereet sinn, an d'Copropriétéit ze goen, wat net evident ass. Awer deen anere Volet ass, sou wéi d'Cellule sech dat virgestallt huet, wann een där Copropriétéit, respektiv där Servitude, deem Passage hei géif Rechnung droen, da kënnt een net um Domaine-public eraus, mä et kënnt een op enger Plaz eraus, déi Domaine privé ass, well dat dann en Terrain wier, vun der Kierchefabrik, an dat kënne mir awer och net hei gewährleisten. Wann een op enger Plaz erauskënnt, da muss et um Domaine-public sinn an net op engem aneren Domaine-privé, dee géif jo dann hypothekéiert ginn. Dat heescht, mir kënnen hei där doter Recommendatioun och net Rechnung droen.

Da war wat d'Konformitéit ugeet par rapport zu der Partie-écrite eng ganz Rei Adaptatiounen, déi mir hu misse maachen. Ech erspueren iech awer hei déi, déi mir an de Rapport-justificatif afléisse gelooss hunn. Een anere Punkt, deen awer hei dra war am PAP, wou mir awer och eraushuelen an an d'Convention d'exécution setzen. Dat heescht, mir haten am PAP gesot, dass



am Fong och hei de Promoteur, respektiv de Realisateur vum Projet, d'Obligatioun huet, Plantatiounen ze setzen an do huet d'Cellule d'évaluation richtegerweis eis drop higewisen, dass een do keng Base-légale huet, wat och richtig ass. De Prinzip ass awer festgehal ginn, dass mir déi dote Richtung ginn. Mir setzen et hei net an de PAP, mä mir setzen et herno an de Projet-d'exécution, do komme mir souwisou nach eng Kéier an de Gemeengerot an da setze mir deeselwechte Prinzip, dee mir hei dran haten am PAP dodran. Dat ass dann och déi richtig Plaz, fir dat kënnen ze maachen. Et ass u kengem Moment vu béide Säiten ugezweiwelt ginn, et ass einfach vun der Form hier, wou setzt een et hin a mir setzen et dofir an de Projet-d'exécution.

Dann och nach wat de Volet vun der Gestion de l'eau ugeet, och nach villäicht awer eng Präzisioun. Dass am Fong och den Accord-de-principe virläit vun der Administration de la gestion de l'eau wat de Concept-d'assainissement ugeet. Engersäits schaffe mir hei mat oppene Rigollen am öffentliche Raum. Et ass och esou, dass Reewaasser an déi oppe Rigole opgeholl gëtt, respektiv och an de Bassin-de-rétention fléisst, deen direkt am Ufank vun der Pasteur-Strooss ass, wann een an d'Lotissement eraufiert. Dat ass e Bassin-de-rétention, deen net op ass, deen natierlech ennerierdesch ass an natierlech gëtt d'Reewaasser hei separat, Reewaasser an Ofwaasser, an natierlech ginn d'Eaux-uséesen an de Réseau-mixt, mä do léisst een sech eng Optioun op, wann een eng Kéier géif norüste mat engem Trennsystem, dass een och do kann aféieren. Dat heescht, et ass eng Optioun, déi ee ka weiderdreiwen, wann eng Kéier an der Rue Pasteur géif opgerappt ginn, fir en zousätzlechen Accès ze leeën. Nach wat awer elo d'Wunnqualität vun deem Projet ugeet wëll ech awer soen, dass mir hei an enger Zone-résidentielle si vun 20Km/St, och dat dréit zur Liewensqualität bäi. Wat den Emplacement-public ugeet, si mir hei bei 8 anstatt 14. Mir befannen eis jo och hei an enger Sakgaass, et ass och ugedeit, dass ee kéint eventuell, wann ee wëllt déi dote Strooss, wat de Moment eng Sakgaass ass, verlängeren, dass een déi kéint eventuell weiderféieren an d'Fany Schumacher-Strooss. Et ass just ugedeit, dat heescht net, dass et muer stattfënnt, mä déi Méiglechkeet besteet. Nach muss een do déi néideg Terrainen hunn, fir dat ze maachen an sech do bei der Entwécklung um Start fannen. Wat do awer flott ass punkto Liewensqualität, respektiv öffentliche Raum, ass dass een hei och eng öffentliche Plaz huet, déi e gewëssenen Espace multifonctionnel huet, wat sécherlech och deem Projet eng flott urbanistesche qualitativ Valeur wäert ginn.

An natierlech, wat och d'Suerg vun der Gemeng war an deem dote Projet, wann ee weess, dass an deem dote Projet souwuel lénker- wéi och rietserhand, wéi och zu der Rue Pasteur sech Eefamilljenhaiser befannen, sech och urbanistesche an déi besteend Quartieren areit, an déi besteend Strukturen, an den Tissu-urbain, deen de Moment besteet an iwwert 14 Eefamilljenhaiser ass eis dat heiten awer gutt gegléckt, dass mir och hei an der "moyenne densité" sinn.

Dat e bësse wat d'Ausrichtung, wat de Fong, wat d'Form ugeet vun deem Projet. Ech hu probéiert op all déi wichteg Punkten anzegoe vun der Cellule d'évaluation, respektiv nach puer Präzisioone wat d'Ausrichtung vum Projet ugeet. D'Diskussioun ass op.

Jessica David (LSAP): Här Buergermeeschter, dir Damen an dir Häre vum Schaffen- a Gemengerot. Merci fir d'Erklärunge vun deem flotte Projet. Hei ginn nei Wunnenge geschaaft, déi sech duerch hir Architektur gutt an deesen existente Quartier "à moyenne densité" afügen. Et ass och eng gutt Saach, dass et sech hei ëm Eefamilljenhaiser handelt, et ass jo an der leschter Bautekommissioun bedauert ginn, dass vill Eefamilljenhaiser ewechgerappt ginn, a Lotissementer mat méi Wunnengen dohinner kommen. Da wëllt ech och gären op dee Punkt vun den Emplacementer agoen. Ech begréissen, dass d'Gemeng der Recommandatioun vun der Cellule d'évaluation net oder just deelweis nogaangen ass zum Problem mat de Parkplazen. D'Gemeng huet hei eng gutt Léisung fonnt, andeems se eng Garage an 1 Emplacement pro Logement festgehalen huet. Sécherlech ergëtt d'Étude-centrale, dass 1 Parkplaz pro Logement géif duer goen, well de Wunnengen no bei de Commercen, Schoulen, etc. sinn an och d'Bus- an d'Zuchverbindungen an deem Quartier gutt sinn. Mä mir wëssen haut, dass vill Famille Minimum 2 Autoen hunn an dass d'Parkplazen e reelle Problem sinn. Doduerch dass d'Emplacement baussen ass an d'Wunneng keng 2 Garagen am Haus huet, gëtt hei dann och keng wäertvoll Wunnqualität verluer. D'iddi vum Aménagement vun engem Espace-public ass och eng gutt Saach. D'Parkplaze sinn net matzen an deser Plaz, déi als Lieu-de-rencontre fir jiddere soll déngen, mä déi sinn an deem sougenannten "Espace rue" regroupéiert an integréiert. Dass d'Plantatioun an de Projet d'exécution gesat gëtt ass och eng wichteg Saach, fir d'Liewensqualität ze verbessern an et ass och e Plus, fir de Plaz méi attraktiv ze gestalten. Ech denken, dass dës e flotte Projet gëtt a sinn op d'Realisatioun gespaant. Merci.



Romaine Goergen (Déi Greng): Ech géif mol fir d'éischt betounen, dass dat e ganz interessante Projet ass, dee mir do virleien hunn. Well dee Raum bei der Bierenger Kapell, dee läit zimlech brooch do an dee gëtt elo op eng rationell Manéier genotzt. E passt sech och gutt un déi bestoend Strukturen un, well déi Haiser, déi gebaut ginn, sinn net méi héich, wéi déi aner Haiser, déi do an der Géigend ronderëm stinn. Anerersäits gëtt et awer méi eng dicht Bebauung, well ebe Reienhaiser virgesi sinn an et sinn insgesamt 14 Haiser op 2 Säite vun der Zougangsstrooss, also 5 Haiser déi eng Säit an 9 Haiser, déi aner Säit. D'Kapell kënn doduerch och ganz schéin zur Geltung. Ech fannen de Projet urbanisteschesch interessant. Ronderëm eng Plaz, wat e bëssen d'Convivialitéit och favoriséiert. A villäicht am wichtegsten: Insgesamt schéngt et engem, wéi wann et ganz agreabel kéint sinn, do ze wunnen. Dozou dréit natierlech och bäi, dass et eng Sakgaass ass mat Verkéiersberouegung mat 20Km/St. Ech fannen et awer och gutt, dass déi Optioun vun engem Ausbau, enger Verlängerung vun der Strooss a Richtung Fany Schumacher-Strooss zumindest méiglech ass.

Mir begréissen natierlech och, dass e Maximum vu Gäert a flotter Gréngfläch virgesi sinn a waarden dann an där Hinsicht op de Projet d'exécution. Dat eenzezt, wat jo och an deem ganze Projet zu Diskussiounen gefouert huet zwëschent der staatlecher Instanz vun der Cellule d'évaluation an de Gemengeservicer an de Sedna, waren eben déi Stellplaze fir d'Autoen, well ëmmer dann ugefouert gëtt, dass Garagen am Fong geholl vill Wunnraum verschampléieren an ech sinn och absolut domadder d'accord. An deem Zesummenhang fanne mir déi Léisung, déi fonnt ginn ass, an der Rei, ech sinn awer elo net sécher, ob ech dat ganz richtig verstanen hunn. Dat heescht, déi Parkplazen, dat wier eng Garage, déi méiglech wier an all eenzelnem Haus an hannendrun e Stellraum. Ech sinn nach ëmmer net eens, well am Fong geholl wäre jo dann 2 Plaze pro Haus an dat ass onofhängeg vun deene Parkplazen, déi am ëffentleche Raum sinn. Hunn ech dat awer sou richtig verstanen? Ech fannen dat och an der Rei, well et kann ee ganz vill op den ëffentlechen Transport do an der Géigend hiweisen, mir wëssen awer, dass dat alles net sou 100%-eg klappt, dass een absolut kéint op säin eegenen Auto verzichten. D'Realitéit sinn nun mol sou, dass an deem Raum och Parkplaze feelen an dass déi meescht Leit awer an der Tëschenzäit 2 Autoen pro Stoot hunn. Ech fannen et e bësse schued an deem Zesummenhang, dass et awer net méiglech war, e gemeinsame Carport do virzegesinn, wat dann nach eng besser Léisung bruecht hätt, wéi dat wat mir lo

do hunn. Insgesamt fanne mir, dass et e ganz flotte Projet ass. Mir wäerten deem dann och zoustëmmen, d'autant plus, dass och vun den Anrainer jo keng Objektione komm sinn an dass dat Ganzt sech offensichtlich ganz gutt an dee Quartier do afüügt. Merci.

Jean-Paul Gangler (CSV): Mir kënnen eis an deenen allermeeschte Punkten do der Ausso vun deene Gréngen uschléissen. Mir fannen och, dass et e flotte Projet ass, wou dra passt. Mir mussen eis alt mol eng Kéier net soe loossen, dass hei ëmmer nëmmen Appartementshaiser gebaut ginn. An déi Saach mat de Parkingen, dat ass effektiv eng Diskussioun, eng Iwwerleeung wäert. Nu froen ech mech, firwat hu mir bei deem dote PAP net villäicht och d'Méiglechkeet a Betracht gezunn, wéi beim PAP vun der Dominique Lang-Strooss, fir eng grouss ënnerirdesch Garage ze maache fir sämtlech Copropriétaires. Dat hätt ee villäicht kënne suggeréieren, fir all den Diskussiounen mat deene Parkplazen aus dem Wee ze goen, mä schlussendlech ass dee Projet hei flott gelaist ginn a mir ënnerstëtzen dat natierlech och.

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Nach kuerz 2 Präzisiounen. Par rapport zu der Madame Goergen, déi gesot huet, et sinn 2 Emplacementen. Déi 2 Emplacementen sinn net am Haus, et ass een Emplacement am Haus, an der Garage, bei verschiddenen Haisern kann et jo och eng lateral Garage sinn, bei aneren ass d'Garage am Haus selwer en Funktioun vun der Konfiguratioun vun de Maisons-en-bande, an dat anert Emplacement ass dann eben baussen um Domaine-privé. Dat anert sinn dann déi 8 ëffentlech Parkplazen, déi een an der Sakgaass huet an déi fräi zougänglech sinn. Dat ass am Prinzip sou wéi een hei erëmfënnt. dat
Zu der Remarque, déi den Här Gangler gemaach huet, et hängkt vum Porteur vum Projet of, wéi hien säi Projet konzipéiert.

Dëst gesot géif ech proposéieren, dass mir zum Vote iwwer ginn.

Wien ass mat deem PAP averstanen? Dat ass unanime.



5. AVIS À DONNER AU SUJET DE LA PROPOSITION DE CLASSEMENT COMME MONUMENT NATIONAL DE L'IMMEUBLE 71, RUE GAFFELT;

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Da gi mir weider zum Aménagement communal an hei geet et drëm, en Haus ze klasséieren. Et ass en Haus op der 71 Rue Gaffelt, dat ass dat Haus, dat um Eck ass vun der Rue Gaffelt, respektiv Rue de la Vallée. Et ass sécherlech kengem entgaange wéi een Haus dass dat ass. D'Iddi ass, dat Haus op den Inventaire supplémentaire ze setzen. Mir sinn hei an der Situatioun, wou mir en Haus hunn, dat awer e bëssen en histoireschen, architektoneschen an ästheteschen Intérêt huet, e gewëssene Patrimoine. Hei ass mol d'Situatioun déi, dass d'Propriétaire selwer vum Haus, hat och selwer d'Méiglechkeet eng Visite vum Haus ze maachen, wéi gesot eng ganz flott Demeure, d'Propriétaire si selwer Demandeur, fir dass hiert Haus klasséiert gëtt, also op den Inventaire supplémentaire kënnt. De Kulturministère huet jo och hei schonn en Avis-favorable ginn, fir op deen heite Wee ze goen. Dofir steet och mengen ech näischt hei am Wee, fir der Demande vun der Propriétaire mat op de Wee ze goen. Et ass eng Maison de maître déi 1922 gebaut ginn ass an natierlech, well se grad um Eck ass, markéiert se de Stroosseraum. Et sinn eng ganz Rei Elementer, déi original erhale goufen, sief dat d'Diere bannen, sief dat awer och verschidde Fënsteren, sief et awer och verschidde Plättercher am Haus selwer, direkt an der Entrée, d'Plafongen, d'Entréesdier, also do fënnt een nach den Original vun 1922. Et ass och dowéinst, wou

och en Avis-favorable vum Kulturministère virläit. Et sin am Fong ganz wéineg Changementer, déi am Haus stattfonnt hunn, ausser déi, déi d'Propriétaire selwer gemaach hunn, déi awer d'Substanz net affektéiert hunn. D'Haus ass sécherlech moderniséiert ginn, mä de Charakter vum Haus an déi original Elementer sinn deementspreechend net ugetaascht ginn. Et ass och hei en histoireschen Témoignage vum Patrimoine vun der Stad Diddeleng. An ech géif hei dem Gemengerot proposéieren, nodeems d'Propriétaires Demandeur sinn, fir dass et klasséiert gëtt, nodeems hei engersäits och de Kulturministère en Avis-favorable ginn huet, dass mir och als Gemeng hei gréng Luucht ginn, fir dass dëst Haus kann op den Inventaire supplémentaire kommen. D'Diskussioun ass op.

Colette Kутten (Déi Greng): Just eng, zwou Froen dozou. Insgesamt ass et jo schonn e bëssen erstaunlech, dass de Propriétaire selwer déi Initiativ geholl huet, wat jo awer ganz begrëssenswäert ass. Eis Fro: Huet d'Gemeng eng Lëscht, wou schützenswäert Gebaier drop opgelëscht sinn a wou se eventuell Wëlles huet, Virschléi ze maachen? An dann eng Fro, déi sech uschléisst: Kéint d'Gemeng e Virschlag maache bei Sites et Monuments, wann de Propriétaire net virdrun awer säin Accord ginn hätt?

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Et ass richtig, wann een op den Inventaire supplémentaire kënnt oder wann e Gebai generell op den Inventaire supplémentaire kënnt, oder respektiv Monument national, do ass een natierlech wat verschidden Aarbechten ugeet, kann een net méi dat maachen, wat ee kéint maachen, wann et net klasséiert wier. Op där anerer Säit kritt ee jo awer och da Subside vum Staat, dat ass am Fong dann d'Contrepartie zu de Contrainten, déi een op där anerer Säit huet. Hei waren awer



d'Proprietairë voll a ganz domadder averstanen. Dat anert ass ebe wat schützenswäert Gebaier ugeet, do ginn et am PAG eng ganz Rei schützenswäert Gebaier, déi mol sou ausgewise sinn, wat awer net onbedéngt heescht, dass se et sinn. Mir hunn engersäits déi normal Klassifikatioun Inventaire supplémentaire oder Monument national, wou dat ganz kloer ausgezechent ass. Op där anerer Säit huet ee Gebaier, wou eng Kéier eng Bestandsopnam gemaach gouf och mat Sites et Monuments, déi sou ausgewise sinn, obwuel se nach net klasséiert sinn. Natierlech ass dat dann och mat deene jeeweilege Proprietairen ze klären, ob se iwwerhaupt wëllen op deen dote Wee goen. Et ass natierlech och sou, dass déi Gebaier, déi ausgewise sinn, normalerweis wa mir eise PAG modifiéieren, dass se an d'Étude préparatoire erakommen, a wann se bis eng Kéier an der Étude préparatoire sinn, respektiv herno am PAG verankert sinn, dass se och natierlech déi Protectioun hunn, mä sou wäit si mir nach net. Et gouf schonn an der Zäit, virun enger Rei Joren, eng Begehung mat Sites et Monuments, wou een eng ganz Rei Gebaielechkeeten opgeholl huet, mä natierlech kann een d'Gebaier net schützenswäert nennen, wann net och d'Proprietairen domadder averstane sinn. Dat ass de Minimum, deen een hei ka maachen.

Da géif ech de Gemengerot froen, ob en hei mat deem Klassement averstanen ass? Dat ass unanime.

8. QUESTIONS AU COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

René Manderscheid (LSAP – Schäffen): Mir hunn dann hei wéi gesot eng Fro un de Schäfferot vun deene Gréngen, an zwar: Déi nei intelligent Zieler fir de Waasser- a Gasverbrauch sinn am Gaang installéiert ze gi vun eise Service Gaz et eau, do hu mir dann effektiv och am Dezember déi flott Informationsbroschür un all Stot hei zu Diddeleng ausgedeeelt. Déi Gréng schreiwen, dass eng Rei Diddelenger Bierger sech nach ëmmer Gedanken a Verbindung mat der Ofleenung vu ville Buergermeeschtere géint Compteuren Typ Linky a Frankräich maachen an do wëllen dann déi Gréng e ganze Koup Froe stellen, déi ech dann och wäert elo hei beäntweren.

Déi éischt Fro ass: Wisou kënne mir sécher sinn, dass d'Emissiounen vun eisen intelligenten Zieler net méi héich si wéi déi vun deene viregten, déi hu missen ofgeléist ginn? Ma d'Wärter vun den Emissiounen leien all genau ewéi déi vu vidrun. Do ännert sech guer näischt.

Funktionéieren eis Computeren ähnlech wéi déi a Frankräich oder geschitt d'Iwwerdroung vun den Daten no engem anere System? Mir hunn en ähnliche System hei wéi a Frankräich, dat ass de PLC-System, dat nennt sech da Power Line Communication. Dee System ass also ähnlech.

Kënne mir sécher sinn, dass déi enregistriert Verbraucherdaten net méissbraucht ginn, zu friemen Zwecker verwennt ginn? Beim Ausschafe vun dësem Dossier hei hu mir zesumme mam CNPD, also mat der Cellule nationale de la Protection des données, déi hunn eis begleet an och beroden a mir hunn alles sou



gemaach, wéi si eis et virgeschriwwen hunn. Gëllen déiselwecht Regele wéi d'Stroumzieler, déi vu Creos installéiert ginn, wéi fir d'Gas- a Waasserzieler? Jo, et ass nämlech e gemeinsamen nationale Projet vu Luxmetering, wou Diddeleng dra vertrieeden ass an den Här Krumlovsky ass eise Vertrieeder an deem Luxmetering, vun dohier ass also alles an der Rei.

Ass et firelektrosensibel Persouneméiglech, d'Installatioun vun intelligenten Zieler ze refuséieren? Neen, vue dass et jo e Gesetz ass. Mir installéieren de Leit, déi Problemer mengen ze hunn, en intelligente Compteur, dee mat engem Kabel un e Stroumcomputer gekoppelt ass, do sinn d'Stralen also net méi héich, wéi bei enger Steckdous.

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Voilà. D'Fro ass da beäntwert ginn iwwert de Smart Metering an da géif ech proposéieren, dass mir eriwwer ginn op den Hospice civil.

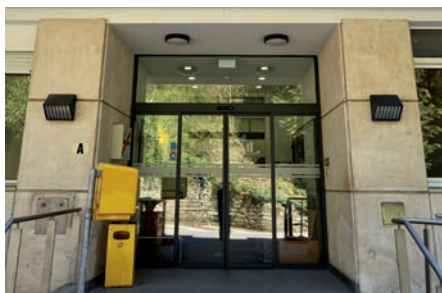
6. HOSPICE CIVIL :

6.1. approbation des comptes de liquidation et du bilan au 16 décembre 2016;

6.2. dissolution de l'hospice civil de Dudelange;

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Dat ass d'Liquidatioun vun de Konten a vum Bilan op de 16. Dezember 2016, respektiv dann och d'Dissolutioun vum Hospice civil, wat och en historesche Moment ass a senger Grënnung an de 70er Joeren. A wéi enger Situatioun befanne mir eis hei? Déi 2 lescht Etappen, déi mir hei an Ugrëff huelen, fir dass mir och dann 2017 kee Budget brauchen opzestellen an dann och

hei e “chapitre clos” hunn, wat de Volet vum Diddelenger Hospice civil ugeet. Par rapport zu der Chronologie wëll ech eng Kéier kuerz soen, dass mir jo den 30. September hei am Gemengerot engersäits déi Créance, déi d'Diddelenger Spidol vis-à-vis vun der Gemeng Diddeleng hat, déi 3,7 Milliounen Euro als irrecuperabel beguttfontt hunn. Dat nodeems och schonn e Verwaltungsrot vum Hospice civil virdrun an de 15. September gesoot huet an och do dem Gemengerot déi Decisioun ënnerbreet huet, sou dass mir op dës Créance verzichten. Mir haten natierlech och de Bilan Profits et pertes vum Joer 2015 hei guttgeheesch. Dat waren déi zwou Étapes-préliminaires fir haut da kënnen déi nächst Etappen an Ugrëff ze huelen. Déi lescht Reunion vum Verwaltungsrot vum Hospice civil war den 19. Dezember 2016 an an eise Gemengerot vum 30. September 2016 hu mir och Deliberatiounen Ufanks 2017 vum Interieur approvéeiert zeréckkritt an de Verwaltungsrot, deem den 19. Dezember 2016 gesoot huet, huet am Fong de Compte de liquidation op de 16. Dezember 2016 arrétéiert. Dat par rapport zum Kader an deem mir eis haut hei befannen. Wat dir virleien hutt, dat ass dat wat d'Fiduciaire gemaach huet, dat heescht de Compte de liquidation op de 16. Dezember mat sengem Active an och mat sengem Passive. Do gesäit ee ganz kloer eraus, dass mir nach eng ganz Rei Ofschreiwungen hunn, dass den Hospice civil awer och nach 101.841,70,- Euro huet, déi un d'Gemeng ausbezuelet ginn, wann d'Liquidatioun vum Hospice civil bis stattfontt huet. Dat sinn am Fong nach déi Avoiren, déi d'Diddelenger Spidol deementspreechend huet. Am Fong ass dee ganze Bilan sou opgebaut, mat Subsiden, déi nach gefloss sinn, mat den Amortissementen, eben opgesat ginn, well just nach eng administrativ Entitéit ass. Déi 3,7 Milliounen sinn an der Decharge, dat ass par rapport zum Bilan. Dann hu mir natierlech den compte des profits et pertes, wou mir och virleien hunn, wou natierlech och nach d'Charges d'exploitation virleien, déi mir jo och an d'Decharge ginn haten, déi 180.806,-



Euro. Och do hate mir d'lescht Joer am Gemengerot doriwwer geschwaat, mir fannen nach Produits exceptionnels, déi 3,7 Milliounen fanne mir do erëm. Dann ass nach effektiv de Volet, deen d'Fiduciaire kritt, fir dat heiten opgestallt ze hunn an dann nach wéi gesot, déi 101.000,- Euro, déi dann effektiv déi Sue sinn, déi den Hospice civil huet an déi mir da kréien. En Contrepartie huele mir dann natierlech als Gemeng déi néideg Demarchen, fir d'Clôture och vun de Konte vum Hospice civil ze maachen. Dat ass par rapport zu der aktueller Situatioun, sou wéi mir se hei fannen. Dat zu de Konte vum 16. Dezember 2016. Wat da mat sech bréngt, dass mir fir d'Joer 2017 kee Budget brauchen ze maachen. Dat ass déi éischt Etapp, déi haut ze huelen ass, an dann eben, ech huelen dat nächst mat, ech huelen déi 2 einfach zesummen an da kënne mir d'Diskussioun opmaachen. Dann ass am Fong deen zweete Volet, wou d'Dissolutioun vum Hospice civil stattfënnt, deen 1976 gegrënnt gouf, wéi d'Diddelenger Spidol hei opgemaach huet, respektiv exploitéiert gouf. 2004 gouf et jo dann d'Fusioun. Doropshin huet den Hospice civil just nach op Pabeier bestanen. Den Historique ass jo deen, dass mir am Abrëll 2016 eng Rei Dechargé ginn hunn dem Här Sturm, den 30. September 2016 hu mir déi Créance vun 3,7 Milliounen als irrecoverabel klassifizéiert an natierlech och festgehalten, dass alleguerten d'Avoire vum Hospice civil, déi nach do sinn, dat sinn déi 101.000,- Euro, un d'Gemeng iwwerwise gi bei senger Dissolutioun. An natierlech huet och de Verwaltungsrot vum Hospice civil den 19. Dezember festgehalten, dass d'Konten op de 16. Sollten arrêtéiert ginn, respektiv awer och festgehalten, dass dann doropshin den Hospice civil soll opgeléist ginn. Dat heescht engersäits ass dann och festgehalten, dass no der Approbatioun vun de Konten op de 16. Dezember d'definitiv Liquidatioun vum Hospice civil soll stattfannen. An dann deen drëtten Volet, dass d'Avoiren, déi d'Spidol nach huet, un d'Gemeng ausbezuelte ginn an dass dann eben d'Gemeng d'Clôture mécht vun de Konten an och dat bezilt, wat nach aussteet. Dat ass am Fong de Werdegang vun dëser Demarche, vun dëser Dissolutioun. Mat dëser Diskussioun haut komme mir dann och zu engem "chapitre clos", zu engem Enn. Dat zum Kader vun dësem Hospice civil.

Michèle Kayser-Wengler (CSV): Et ass wéi Dir sot e wichtegt Kapitel vun Diddeleng, wat mir elo hei wëllen zouklappen, mä do sinn awer nach verschidden Ongeheimtheeten an den Ae vun der CSV an op déi wëll ech dann elo mol hiweisen. Ech wëll och ganz kuerz op den Historique zeréckgoen. Dir hat et scho gesot, et gouf

2007 e Prêt vu 4 Milliounen opgehooll, fir de kumuléierten Defizit, d'Schulde vum Spidol ze bezuelen. Et huet geheescht "eine Schuld, die die Gemeinde bisher hatte, die aber nie in den Haushaltsdokumenten der Gemeinde auftaucht". Dee kumuléierten Defizit vum Spidol, deen iwwert 10 – 15 Joer ugesammelt gouf, gouf sou gréisstendeels konsolidéiert. De Prêt goung iwwer 4 Milliounen. Den Defizit war deemools scho 5,2 Milliounen an och haut bezuele mir nach op dee Prêt zeréck. Dat muss een och villäicht awer mol nach eng Kéier erwänen. Mir hunn eng Annuitéit vun 210.874,- Euro all Joer. Mir hunn op den 31. Dezember 2016 nach eng Reschtschuld vun 2,3 Milliounen an dee Prêt geet och nach weider bis 2027. Dat ass deen 1. Punkt.

Dann, trotzdem huet sech bis bei d'Fusioun mam CHEM nach en Defizit kumuléiert vun 3,2 Milliounen, an zwar duerch weider Investissementer duerch d'Gemeng, et huet geheescht "fir d'Spidol um Liewen ze halen" an et huet och geheescht, dass dat och nach deelweis schonn Depensé waren, déi virun der Fusioun getätigt gi sinn. An dann, wat awer ganz wichteg ass, no der Fusioun, also no 2004, hu mir nach en Defizit vu 554.256,- Euro op enger Ligne-de-crédit fonnt. D'Gemeng huet also op déi 3,2 Milliounen Investor, déi virun der Fusioun waren, verzicht an awer och op déi 554.256,- Euro no der Fusioun an dat ass an eisen Aen e Knackpunkt, dat ass net geregelt. Mir haten, och wéi den ADR an déi Lénk, dëse Verzicht vun der Créance och net matgestëmmt, dat war just d'LSAP an déi Gréng, déi do kee Problem gesinn hunn. Also mir bezuelen haut nach op de Prêt vu 4 Milliounen nach 10 Joer laang zeréck an ech wëll awer hei och betounen, dass d'CSV guer net de Bien-fondé vun den Investissementer an d'Spidol a Fro stellt. Vill Leit sinn am Spidol gebuer, hunn hei eng kompetent Hëllef kritt, wa se krank waren; vill Leit hatten eng gutt Aarbechtsplaz, gedu Emilia, an och haut ass d'Diddelenger Spidol e wichtege medizineschen Hotspot hei zu Diddeleng. Mä wat d'Gestioun vun de Finanzen vum Spidol ubelaangt, huet déi ganz LSAP-Majoritéit iwwer all déi Joren net déi richteg Rigueur, net déi richteg Kontroll un den Dag geluecht, an d'CSV huet ëmmer erëm dorobber higewisen, dass ee misst kucken, dass ee misst déi Scholden am A behalen an och eise Verrieder an der Kommissioun, deen hat op eng Kéier sou d'Flemm, deen ass herno guer net méi dohinner gaangen, en huet gesot "ech schwätze widdert eng Mauer, do geschitt guer näischt". Et muss een also nach eng Kéier festhalen, dass d'Stad Diddeleng déi 3,7 Milliounen, dat en Abandon-de-créance ass vun der Stad Diddeleng, déi musse mir an d'Bicher aschreiwen



an nach eng Kéier déi 4 Milliounen Prêt, déi mir ëmmer nach zeréckbezuelen, wou nach ëmmer 2,3 Milliounen ausstinn. Deen Defizit hätt ee kënne méi kleng halen, wann ee méi streng kontrolléiert hätt.

An da fir nach eng Kéier zeréckzekommen op deen Defizit, deen no der Fusioun kumuléiert gouf. An der schrëftlecher Äntwert op der CSV hir Fro no enger transparenter Oplëschtung vun de Scholden an den Defiziter vum Spidol, koum dann d'Explikatioun: 554.256,- Euro, déi vun der Gemeng Diddeleng als "Defizitabdeckung" iwwernommen wurde, so handelt es sich dabei um die Anhäufung der defizitären Betriebskosten nach der Fusion mit dem CHEM. Der Fehlbetrag, der ursprünglich, wat heescht "ursprünglich", wéini ass "ursprünglich", "Der Fehlbetrag, der ursprünglich weniger hoch war, wurde gegenbalanciert durch eine Kreditlinie bei der Luxemburger Sparkasse, welche zuzüglich Schuldzinsen generierte, was dann schließlich zu dem obigen Betrag von 554.256,- Euro führte." Also d'Spidol konnt jo de Betrag net méi zeréckbezuelen, well d'Spidol als solches jo keng Aktivitéiten huet, mä et war en Deel vum CHEM ginn.

Also éischtens, et gouf geschlammt, well kee gemierkt huet, dass dës Kreditlinn, dës Schold nach bestanen huet. Zweetens, tëscht 2004 an 2016 huet och kee reagéiert a gesot, hei mir mussen dës Kont op der Spuerkeess mol ausgläichen. An drëttens, an dat ass de sprangende Punkt, den CHEM hätt dach misse déi 554.256,- Euro zeréckbezuelen, well si hu jo no der Fusioun all Aktivitéiten um Site geréiert, si kruten d'Remboursementer vun de Krankekeesen a si wäeren à-même gewiescht, déi Ligne-de-crédit ze tilge mat de Revenuen, déi se vum Site Diddeleng kritt hunn. D'CSV prangert also un, dass eis Diddelenger Vertriebler am CHEM-Verwaltungsrot hei keng Demarche gemaach hunn, fir der Stad Diddeleng déi Suen nees zeréck an d'Kees ze spullen. D'Fro, wéivill war dann dee Fehlbetrag initial 2004 bei der Fusioun? Firwat konnt deen Defizit nach klammen, wou dach Betriebskäschten hätten am Fong vum CHEM misse iwwerhol ginn? Also do si vill Onkloerheeten an an eisen Aen ass dat e Missmanagement a mir sinn der Meenung, dass d'Diddelenger Gemeng onbedéngt misst eng Demarche beim CHEM erareeche, fir déi Suen offiziell nees zeréckzekréien. Mir hoffen och, dass eis zwee äerdege Diddelenger Representanten am Verwaltungsrot vum CHEM dës Iddi opgräifen an onbedéngt eng Demarche maachen, fir déi 554.256,- Euro vum CHEM zeréckzekréien. Wann déi dat net wëlle bezuelen, da mussen déi dat argumentéieren, firwat se dat net maachen. Mir

erwaarde vun iech do, dass dir wéinstens nofrot beim CHEM, well et geet jo schlisslech awer ëm Sue vun Diddelenger Bierger a mir si frou, dass mir da villäicht och eng Stellungnam vum CHEM zu dëser Requête am nächste Gemengerot wäerte kréien.

Da kommen ech op den zweete Punkt vum Ordre-du-jour am Punkt Hospice civil, dat ass d'Dissolutioun vum Hospice civil vun der Stad Diddeleng. No der Fusioun 2004 huet et ëmmer geheescht, mir léisen den Hospice civil, d'Spidol Diddeleng op. Mä fiktiv huet den Hospice civil misse weiderbestoen, huet et geheescht, fir Ofschreiwungen an Amortissementer a Kontecloëturen ze maachen. Et huet ëmmer geheescht, dat ass eng Formsach, mä dass dat eng deier Formsach war, dat hunn ech jo beim leschte Punkt elo grad erkläert. Mä elo ass et sou wäit, elo léise mir den Hospice civil op an d'Commission administrative vum Hospice civil gëtt och opgeléist. D'Stad Diddeleng kritt d'Kees, wann nach e bëssen eppes dran ass, a muss och fir eventuell Fraisen opkommen. Dat ass jo alles schéin a gutt, mä am Text, deen eis hei virläit, si verschidde Feeler an et bleiwen och verschidden Ongereimtheeten.

An der éischter Konventioun, op déi sech hei beruff gëtt, déi vum 23. Mäerz 2004 tëscht dem Escher Spidol an dem Diddelenger Spidol, stoung, an dat ass e wichtege Punkt, "les biens enregistrés au bilan de l'Hôpital Ville de Dudelange et appartenant à la ville de Dudelange", sou war et virgesinn. Du koum dee berühmten Avenant vum Dezember 2007, woubäi ech mech hei froen, dat hei ass eng kleng Klammer: "l'avenant à cette convention" steet do vum 25. September 2008 "approuvé par le conseil communal en date du 14. Décembre 2007", dat ass iergendwéi komesch, dass den Avenant en Datum huet, deen no der Approbatioun ass, ech weess net, ob do villäicht en Irtum war am Datum. Bon dat ass eng Formsach, mä dorëms geet et net. Et geet ëm de Contenu vun deem berühmten Avenant. Deen Avenant vum Dezember 2007, deen ech och hei virleien hunn, do steet ganz genau: "La ville de Dudelange s'engage à transférer au CHEM en pleine propriété et sous forme de donation les terrains nécessaires à l'exploitation hospitalière. La ville de Dudelange s'engage à céder au CHEM le bâtiment de l'hôpital à la valeur comptable nette arrêtée au 31.12.2007.", dat waren 200.000,- Euro, déi do ageschriwwen waren. D'CSV hat déi Fro schon am Oktober schrëftlech gestallt, krut och eng schrëftlech Äntwert vum Schäferot, wéi et da mat der Ëmsetzung vun dësem Avenant



war? De Schäfferot huet awer du gesot: "Das Gebäude wurde nicht an das CHEM verkauft, weil das CHEM von 2008 bis 2012 an einer größeren Statutenänderung gearbeitet hat und darum die Vollstreckung der Vereinbarung aus dem Fusionsvertrag von 2008 nicht beantragt hat. Die zukünftigen Besitzverhältnisse des Grundstücks und des Gebäude des Düdelinger Spitals bleiben zu klären. Gemäß Fusionsvertrag wird das CHEM das Gelände samt Krankenhaus übernehmen." Wat heescht dat dann elo konkret? Bis elo huet den CHEM Loyer bezuelt fir d'Spidol un d'Stad Diddeleng. Wa mir elo den Avenant applizéieren, op dee mir eis jo awer elo hei beruffe wëllen, fir dann awer d'Clôture ze maache vum Hospice civil, wat geschitt dann? Mécht d'Stad dem CHEM seng Donatioun vum Terrain awer? An de "bâtiment sera cédé au CHEM à la valeur comptable nette arrêtée au 31.12.2007" dat heescht, gëtt dann d'Gebai vum CHEM ofkaaft? Deemools stoung dran eng Valeur-nominale vun 200.000,- Euro, dat ass jo awer en irreell nidderege Präis hautzedaags oder musse mir dat dann einfach schlécken, well dat an deem Avenant deemools war? A wann den CHEM sech net un den Avenant gehalten huet an eis 2007 d'Spidol net ofkaaft huet, da kënne mir dach als Stad Diddeleng soen, dass den CHEM vertragsbrücheg war a misst en neien Avenant ausgeschafft ginn, éier mir d'Opléisung beschleissen an eis op en Avenant bezéien, deen net ausgefouert gouf. Dat ass juristesche net korrekt. Dir sot jo och, tëschent 2004 an 2008 "bis Mitte 2012 kam es zu einer größeren Statutenänderung", mä mir am Gemengerot kruten déi net virgestallt, d'Leit dobausse kruten déi net virgestallt, a virun allem, d'Leit am Spidol, déi do schaffen, sinn och am Onkloere gelooss ginn. Wat gouf dann an där Statutenännerung decidéiert? En bref, den Avenant huet jo wuel awer nach seng Rechtsgültigkeit oder net? Soss stéing en net hei dran. Mir verkafen dem CHEM fir 200.000,- Euro d'Gebai oder net? Huet den Avenant seng Gültigkeit oder huet e keng Gültigkeit?

A wéi ass et mam zweete Saz am Avenant, mat deem "échange sur simple demande", "pour échanger le bâtiment et les terrains, cet échange confèrera au CHEM la pleine propriété du nouveau terrain et ne donnera lieu à aucun paiement", dat ass nämlech och nach e Knackpunkt, deen hei drasteet, dass den CHEM seet, wa mir als Diddelenger Gemeng Terraine kafen, da maache mir eng Donatioun un den CHEM, wou si da géifen e Spidol drop oprichten. Lo ass d'Fro, dat maache mir jo net, well mir kee Südspidol heih kréien, mä: Bleift dann awer nach eng medizinesch Struktur hei zu Diddeleng bestoen?

Op meng Fro un de Schäfferot krut ech zu deem Punkt gesot: "Die Errichtung eines vollständiges Spitals in Düdelingen ist nicht in Planung.", dat ass jo kloer, awer "Es kann jedoch noch einmal ausdrücklich darauf hingewiesen werden, dass in Düdelingen vom CHEM eine moderne alternative krankenhäusähnliche Struktur errichtet wird, wie etwa ein Centre médical de proximité. Die zukünftigen Besitzverhältnisse des Grundstücks und des Gebäude des Düdelinger Spitals bleiben zu klären. Gemäß Fusionsvertrag wird das CHEM das Gelände mit samt dem Krankenhaus übernehmen." Fir näischt? Oder wéi? Dofir nach eng Kéier de Resumé vu menge Froen: Geet d'Spidol an den Terrain un de Besëtz vum CHEM? Wéivill bezilt den CHEM fir d'Spidol? Wéi et am Avenant festgehalten ass oder wéivill? Wann en neit Spidol, wou och ëmmer, opgemaach gëtt, sief et op Koibeschrachen oder op Neischmelz, kritt d'Stad Diddeleng d'Spidol an d'Terrainen dann zeréck, wéi eben an deem Avenant steet? Wat maache mir dann domat? A wéi eng Garantie hu mir iwwerhaupt, dass mir vum CHEM en neit Spidol um Site Diddeleng kréien? Ech hat nach gefrot, ob mir den CHEM kéinte wéinst Vertragsbroch belangen an eng Entscheedung froen? Mä do krut ech jo gesot, dass dat net sou méiglech wier.

Dann nach eng ganz wichteg Fro: Wann den Avenant an der Konventioun ni ëmgesat gouf, op wat beruffe mir eis dann hei an eisem Text? Solle mir dann net mol Kloerheet schaffen, wat genau d'Besëtzverhältnissen momentan sinn an eng schrëftlech Prise-de-position vum CHEM-Verwaltungsrot froen? Am Fong, Här Buergermeeschter a Madame aus dem Verwaltungsrot vum CHEM, hätt ee kënnen erwaarden, dass Dir als Diddelenger Vertrieeder vun 20.500 Awunner, déi an engem Conseil setzen an déi d'Interête vun den Diddelenger Leit, dem Diddelenger Spidol, sengen Ugestallten, senger Patiente soll vertrieeden, eis dach awer schonn hätte misste méi laang kloer Wäin aschëdden, wat geplangt ass. Wichteg Fro ass och: behält Diddeleng seng 2 Vertrieeder am Verwaltungsrot vum CHEM, wa mir keen Hospice civil méi hei hunn? Wie vertritt dann eis Interêten am Verwaltungsrot vum CHEM? A wie mécht dann d'Demande zum Beispill fir eng Autorisation d'exercer fir de Site Diddeleng, wéi et jo am Spidolsgesetz virgesinn ass? A wéi eng Garantien huet Diddeleng, dass mir eng medezinesch Struktur behalen, mat Röntgen, Poliklinik, Geriatrie, asw.? Dir gesitt, Här Buergermeeschter, Dir sidd ee vun deenen zwee Memberen am Verwaltungsrot, déi d'Diddelenger Faarwe soll héichhalen, do sinn nach vill Saachen onkloer a wa mir dat heiten elo net klären, kënne mir, denken ech, den Hospice civil net einfach sou ofschafen. Et muss jo iergendee Gre-



mium awer nach bestoen, deen d'Interête vun Diddeleng verteidegt oder ass et esou, dass ëmmer d'CSV muss d'Thema Spidol muss op den Ordre-du-jour setzen oder eng Fro un de Schäfferot stellen, well ech denken, mir müssen dohannert bleiwen. D'Diddelenger Spidol läit eis um Häerz, d'Servicer leien eis um Häerz an ech mengen do sinn nach sou vill Onkloerheeten, Ongereimtheeten an ech erwaarden, dass mir do eng kloer Stellungnam vun lech kréien an, wa méiglech, och eng schrëftlech Konfirmatioun vum CHEM, wat hir Interête sinn an Zukunft wat de Site Diddeleng ubelaangt. Merci.

Romaine Goergen (Déi Greng): Ech hätt zwar och elo ganz gären op Erklärungen ärsäits gewaart, mä dat ännert awer lo näischt un der Logik vun eiser Interventioun. Also mir als Gréng bleiwe bei der Logik vun där Positioun, déi mir déi ganz Joren ëmmer haten, an déi mir hei an dësem Dossier och vertrueden hunn. Et bleift eis keng aner Alternativ, wéi dass mir eben als Gemeng déi Reschtschold do iwwerhuelen. No all deenen Diskussiounen, déi mir haten an nodeems kloer war, dass de Staat net géif asprangen, bleift och guer keng aner Méiglechkeet. Et war elo natierlech interessant der Madame Kayser hiren Ausféierungen nozelauschteren, an och hir Argumentatioun par rapport zum CHEM nozevollzéien an ech mengen, et wär natierlech interessant, wann eis Verrieder do mol nach géifen nofroen, besonnesch bei deenen Onkloerheete bei der Akkumulatioun vu Scholden, bei deem Iwwerzéie vun där Kreditlinn. Dat war jo awer déi Zäit, wou den CHEM schonn existéiert huet, do misst awer trotzdem villäicht nach eppes ze maache sinn. A wéi d'Propriétésverhältnissen da schlussendlech mam CHEM gekläert ginn, géif eis natierlech och interesséieren. Ech hat och schonn eng Kéier am Verwaltungsrot nogefrot, et ass mir bis elo nach ëmmer net kloer, wem dann elo wat schlussendlech gehéiert a wéi dat da geregelt gëtt, och an Zukunft. Et ass awer eng wichteg Fro, ob, wann elo den Hospice civil opgeléist gëtt, ob d'Gemeng dann d'Gebaier iwwerschriwwen kritt oder wéi dat dann elo funktionéiert.

Ech sinn awer och der Meenung, dass mir sollte kloer Verhältnissen schafen. Deen Hospice civil existéiert nëmme méi nach um Pabeier. Et ass awer wichteg, dass deen einfach verschwénnt, dass dat misst kloer sinn an dofir sinn ech der Meenung, dass mir d'Rechtschold sollten iwwerhuelen an deen Hospice civil och sollten opléisen. An ebe probéieren, mam CHEM ze verhandelen, fir nach bëssen eppes ze retten. Merci.

Brit Schlussnuss (LSAP): Jo just ganz kuerz. Ech sinn hei e bëssen an enger verzweckter Roll. Meng Positioun am Verwaltungsrot ass relativ nei. Dat heescht et muss een sech a verschidde Saachen eraschaffen. Wat ech awer lo hei wëll de facto soen, mir hunn hei eng Diskussioun iwwert d'Opléisung vun engem Hospice civil, dat en Organ ass, dat just nach um Pabeier steet. An déi aner Diskussioun wëll ech elo hei a kengterweis vun Hand weisen, dass do net eng gewësse Wichtigkeet och an deem ganzen Dossier ass a bleift. Fir de Moment léise mir en Hospice civil op an eis 2 Verrieder bleiwen am Verwaltungsrot am CHEM, näischt schléisst dobäi aus, dass Gespréicher gefouert ginn, Saache kënne gekläert ginn an do hunn ech vollst Vertrauen. Sou wéi ech och vollst Vertrauen hunn an all deenen Investitiounen, déi getäteg gi sinn iwwert déi ganz Joren an deen Hospice civil. D'Madame Kayser sot, mir schwätzen hei vu Sue vun Diddelenger Bierger, déi si fir d'Diddelenger Bierger fir hir Gesondheet agesat ginn. Ech mengen déi 2 Diskussiounen géif ech dann awer hei getrennt considéieren a wat ech hei am Numm vun der LSAP awer wëll soen, ass dass mir awer och der Meenung sinn, dass déi Struktur Hospice civil um Pabeier elo de facto muss opgeléist ginn. Mir sinn nach ëmmer am Verwaltungsrot am CHEM a mir wäerten do eis Roll och erfëllen, déi néideg Froen op der richteger Plaz ze stellen. Merci.

Joseph Thill (Déi Lenk): Mir haten déi Opléisung hei jo schonn ugekënnegt kritt. Technesch ass dat och richtig. Mir bleiwen awer weinst deene Froen, déi d'Madame Kayser awer zu Recht opgeworf huet, bei eiser Linn, déi mir och virdrun haten, wéi och iwwert d'Virgangreglementer zu dëser Situatioun ofgestëmmt ginn ass. Ech soen lech Merci.

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Et muss hei mol e puer Saache präziséieren, well ech gesinn, dass hei awer d'Konfusioun gemaach gëtt, wat d'juristesche Situatioun ugeet. Dat eent ass d'Dissolutioun vum Hospice civil, wat am Fong eng Struktur ass, déi et just nach op Pabeier gëtt an déi absolut näischt méi mat der Gestion quotidienne vum CHEM ze dinn huet. An dat anert, dat sinn d'Konventiounen, Avenanten, déi de CHEM mat der Stad Diddeleng geholl huet an net mam Hospice civil. Dat heescht, d'Diskussiounen muss een och esou féieren an net Diskussiounen féieren, déi zu enger Konfusioun féieren. Haut léise mir den Hospice civil op. Et muss een dee ganzen Historique kucken.



Keen ass frou, dass iwwer Joren Defiziter kumuléiert gi sinn, dass d'Gemeng am Kader vum Hospice civil fir d'Diddelenger Bierger Investor gemaach huet, iwwer 3,7 Milliounen, och erhofft huet, dass se déi Suen eng Kéier erëm kritt. Fazit ass awer, dass den Hospice civil net en mesure war, déi Suen un d'Stad Diddeleng ze bezuelen an dofir hu mir jo och richteg hei betount, dass wou deemools dee Prêt gemaach ginn ass vu 4 Milliounen Euro, wou mir haut och nach weider Annuitéite bezuelen, fir déi Suen, déi mir beim Hospice civil net konnte kréien, fir awer deen Invest, dee mir deemools getätegt hunn, awer erëm zeréckzekeréien an d'Gemengekees. Dat war ganz kloer d'Relatioun tëschent der Stad Diddeleng an dem Hospice civil an dofir gi mir och déi an Decharge. An och déi 0,5 Milliounen Euro, wou mir och op der Spuerkeess haten, huet net nëmme ganz mat no der Fusioun ze dinn, mä huet och en Ursprung während der Gestiou virdrun. Och do muss een awer déi Präzisioun hei mat erabrénge.

Et ass natierlech ëmmer einfach eng Diskussioun ze féieren, wou de Verrieder natierlech, deen der CSV méi no steet, ni dobäi war, well während deene leschte Jore war deen am Fong ni do. Et ass ëmmer méi einfach eng Diskussioun ze féieren, wann dee Verrieder net do ass, da kann een sech all Fräiheet ginn, eng Diskussioun ze féieren, wéi wann ee mat zesummen am Verwaltungsrot sëtzt an Decisiounen mat muss droen. Do muss een awer méi Courage opweise wéi dat! Dat well ech awer och nach hei ganz kloer positionéiere par rapport zu dem Discours, deen d'CSV hei féiert vis-à-vis vu Missmanagement vun der LSAP. Hei sinn Decisiounen am Verwaltungsrot geholl ginn an déi Leit, déi am Verwaltungsrot sinn, hunn Decisiounen geholl "en bonne âme et conscience". D'CSV war net dobäi, hire Verrieder war ni dobäi. Sech hei erausrieden ass eng faul Ausried. Dat mol dozou gesot par rapport zu der Gemeng Diddeleng, zum Hospice civil, par rapport zu der Dissolutioun vum Hospice civil.

Wat elo d'Zukunft ugeet vum Diddelenger Spidol, respektiv par rapport zum CHEM. Ech hu virdu gesot, déi Konventioun, déi eis liiert, dat ass déi Konventioun tëschent der Gemeng Diddeleng an dem CHEM. D'Statute vum CHEM ännere jo net, do sinn 2 Verrieder vun der Stad Diddeleng dran a wat natierlech dee ganze Volet vun der Ëmsetzung vun där Konventioun ugeet mat de Propriétéitsverhältnissen an och mat der Valeur résiduelle vum Gebai, do hu mir eis och op d'Been gesat, fir nach eng Kéier déi Valeur vun deem Gebai frësch estiméieren ze loosse. Well et ass engersäits eng Valeur vum Gebai deemools, wéi d'Fusioun gemaach ginn ass,

entretamps sinn och nach Investor an dat Gebai getätegt gi vum CHEM, dee jo am Fong Exploitant vun deem dote Gebai ass. Dat heescht, och deen dote ganze Volet ass frësch ze kucken an do hate mir och schonn eng Sitzung, fir dat doten nach eng Kéier kritesch ze belichten, fir grad deen dote Volet, deen nach net ëmgemat ginn ass, kënnen "en toute connaissance de cause" an alle Parametere ze hunn, fir dat kënnen deementsprechend weiderzedreiwen. Also ech deelen déi Suerg, déi hei geäussert gëtt, dass een dat soll am A behalen an dofir hu mir jo och schonn déi Demarché gemaach, fir och dann déi richteg Valeur vum Gebai evaluéieren ze loosse. Wann et och zum Transfert kënnt, fir dass och do d'Gemeng Diddeleng zu hirem kënnt. Wann dat doten sou ëmgemat gëtt, ass et natierlech och esou, dass déi Médecine de proximité hei zu Diddeleng soll oprecht erhale ginn a parallel natierlech och d'lwuerleeunge lafe sollen, wann ee ganz genau weess, wat och d'Valeur vum Gebai ass a vum Terrain, wat een och mat deene Gebailechkeete kann a soll maachen. Et ass also e Prozess, deen de Moment am Gaangen ass tëschent der Gemeng Diddeleng an dem CHEM. Dat loosse mir net ausser Aen. Wa mir do méi weider sinn, komme mir do ganz gären an de Gemengerot zeréck, fir och do deementsprechend déi néideg Informatiounen ze ginn. Et si wéi gesot 2 verschidden Diskussiounen, dat eent ass d'Gemeng Diddeleng par rapport zum Hospice civil, an dat anert ass d'Gemeng Diddeleng par rapport zum CHEM, also 2 verschidden Entitéiten, déi zwar sécherlech historesch gewuess sinn an och zesumme sinn, mä wou och juristesches gesinn eng ganz aner Approche anzeleeden ass par rapport zu deenen Decisiounen a Froen, déi een hei stellt an op déi een och eng Äntwert kritt. Dat e bëssen zu deenen Diskussiounen, déi hei stattfonnt hunn. Déi eng ass eng Diskussioun, déi weiderleeft tëschent der Stad Diddeleng an dem CHEM an haut hei ass d'Opléisung vun enger administrativer Entitéit, déi och eng Valeur juridique huet, déi et just nach op Pabeier gëtt, déi absolut guer keng Exploitatioun méi huet, mä déi mir mussen hei ofschléissen, fir deementsprechend och nach kënnen déi aner Diskussiounen weiderzeféieren. Dat ass dat wat ech an dësem Kader wollt soen. A mir sinn eis alleguerten hei um Dësch eens, dass mir déi Médecine de proximité hei zu Diddeleng ganz gäre wëlle behalen an dass mir natierlech och kucken, ënnert wéi engem Moyen een dat hei ka weiderdreiwen. Dat sinn déi Präzisiounen, déi ech hei wollt ginn zu deenen Ausféierungen, déi hei gemaach goufen.



Michèle Kayser-Wengler (CSV): Ech wollt just d'Präzisioun vun eisem Vote erklären. Mir si scho fir d'Dissolutioun vum Hospice civil. Mir gesinn dat och an, dass dat néideg ass, mä mir kënnen et net matstëmmen, well sech hei op engem Avenant vun enger Konventioun bezu gëtt am Text, deen absolut net ëmgesat ginn ass a wou nach ganz vill Onkloerheete sinn, déi Dir och elo selwer maacht. Och wann dat elo en Avenant ass vun enger Konventioun, déi tëschent dem Spidol Esch an dem Spidol Diddeleng deemools gemaach ginn ass, ass dat awer e Knackpunkt dee wichteg ass. Net dass et herno heescht "mir hunn den Hospice civil opgeléist a mir hunn eis do op deen Avenant deemools beruff an dir hutt dat alles matgestëmmt", an da brauche mir net méi iwwert d'Zukunft vun Diddeleng ze schwätzen. Dat ass e bëssen déi Angscht, déi mir hunn. Mir verstinn, dass den Hospice civil muss opgeléist ginn, mir enthalen eis awer aus deenen Ursaachen, déi ech elo erkläert hunn. Merci.

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Da géif ech proposéieren, dass mir op d'Ofstëmmung iwwer ginn. Déi éischt Ofstëmmung ass iwwert d'Approbat des comptes de liquidation a vum Bilan op de 16. Dezember 2016. Wien ass domadder averstanen? D'Stëmme vun LSAP, déi Gréng an ADR. Wien enthält sech? Dat ass d'CSV an déi Lénk.

Da komme mir iwwer op d'Dissolutioun vum Hospice civil.
Wien ass mat där Dissolutioun averstanen? Dat sinn d'Stëmme vun LSAP, déi Gréng, déi Lénk an ADR. Wien enthält sech? Dat ass dann d'CSV.

7. FABRIQUE D'ÉGLISE

7.1. approbation de la déclaration d'intention au sujet de la propriété des bâtiments religieux;

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Dat eent ass engersäits déi zukünfteg Propriétéitsverhältnissen, respektiv awer och de Contrat-de-bail, dee mir mat der Kierchefabrik maachen, wat de Presbytère ugeet. Einfach e puer Erklärungen, wat d'Situatioun hei an Diddeleng ugeet. Den Ausgangspunkt ass jo deen, a jiddereen huet et matkritt an deene leschte Wochen a Méint, den Ausgangspunkt ass, dass mir eis hei am Kader vun der Konventioun beweegen, déi am Januar 2015 d'Regierung mam Bistum geholl huet iwwert déi nei Konventioun wat d'Relatiounen vun de Glawensgemeinschaften ugeet, och d'Aféierung vum Wäertunterricht a wéi gesot deen 3. Volet, déi nei oder zukünfteg Propriétéitsverhältnissen wat d'Kierchegebaier ugeet, an deem Kader wou mir eis och hei beweegen ass de Kader vum Projet de Loi iwwert d'Gestioun vun de Kierchegebaier. Ech muss soen, dass mir an deenen leschte Méint 3 bis 4 Entrevuë mat der Diddelenger Kierchefabrik haten. Déi Diskussiounen sinn an engem ganz sobere Kader iwwert d'Bühn gelaf. Sait jee hier hate mir och ëmmer eng gutt Zesummenaarbecht mat der Kierchefabrik, quitte dass mir och am Kader vun den Diskussiounen net ëmmer derselwechter Meenung waren, nach si mir op de Wee gaangen, an dat ass wat mir iech haut presentéieren, eng Déclaration-d'intention virleien hunn. A mir hunn eis och an deem Kader beweegt, sou wéi och de Projet de Loi opgebaut ass. Den Esprit ass am Fong, dass béid Säiten sech sollen eens ginn an autonom sinn a sech sollen eens ginn, fir eng Decisioun ze fanne wat déi zukünfteg Propriétéitsverhältnissen sinn.

Wat mir haut hei virleien hunn, dat ass eng Déclaration-d'intention. Dat ass am Fong keng Konventioun, sou wéi et virgeschloe gi war vum Inneministère an och



mam Bistum, déi haten e Modell vu Konventioun proposéiert an de Gemengen zougeschéckt. Ech muss éierlech soen, dass de Choix vun der Gemeng éischter dee war, awer déi kllassesch Konventioun, déi mir virleien haten ze huelen. D'Kolleege vun der Kierchefabrik waren éischter der Meenung, das een eng Déclaration-d'intention sollt huelen, wat natierlech vum Ausdrock manner staark ass a manner bindend ass an eng aner Valeur-juridique huet wéi eng Konventioun.

Dat eent ass d'Form, dat anert ass de Fong, par rapport zum Fong ware mir eis awer eens, onofhängeg ob et elo eng Konventioun ass, respektiv eng Déclaration-d'intention, sou dass mir op de Wee gaange si vun enger Déclaration-d'intention, well d'Approche an deem Sënn jo dann och déiselwecht ass. Wat fir d'Gemeng och wichteg ass am Kader vun där heiter Diskussioun éier ech an den Detail aginn, ass dass mir och am Kader oder Bestriewung vun deenen neien oder bestoende Besätzverhältnissen net méi schlecht ewechkomme wéi dat de Moment de Fall ass.

Wann een elo déi Déclaration-d'intention kuckt, déi een hei virleien huet tëschent der Stad Diddeleng an der Kierchefabrik, dann ass et esou, dass mir eis am Kader vun den Diskussiounen eens gi sinn, dass engersäits d'Kapell zu Biereng an d'Kapell op der Schmelz der Kierchefabrik gehéieren an dass déi dann och sollen an de Fong goen an dass par rapport zu wat Butschebuerg ugeet och déi Kapell soll an de Fong goen, well mir hei um Diddelenger Territoire 3 Kapellen hunn. Et muss ee soen, wat engersäits d'Kapell zu Butschebuerg ugeet, dass den Historique mécht, dass dat eng vun deenen eelsten ass, déi mir hunn. Déi ass 1729 gebaut ginn. Déi soll weider behale gi fir de Culte catholique a soll och deementspriedend an de Fong goen.

Dann hu mir déi Kapell zu Biereng, déi ass 1952 gebaut ginn, a et gëtt deelweis de Moment och nach genotzt an och déi soll an de Fong goen. An dann ass am Fong d'Kapell op der Schmelz, d'Eligiuskapell, déi ass 1963 am Quartier Schmelz gebaut ginn. Et ass natierlech och e Monument, eng Kapell déi klasséiert ass als Monument national, dat heescht alles wat do vun Aarbechte gemaach ginn, do kritt ee 50% a mir hunn do natierlech och ganz flott Vitraux vum Franz Kinnen. Nach wësse mir awer och dass dat dote Gebai an engem ganz schlechten Zoustand ass, well och Infiltratiounen stattfonnt hunn, an och engersäits an der Kapell selwer, respektiv awer och bausse schonn d'Fassad eroffält. Dat heescht och deelweis e Sécherheetsproblem. D'Kierchefabrik ass de

Moment Propriétaire dovunner an d'Iddi ass och, dass d'Kierchefabrik respektiv de Fong do Propriétaire gëtt an och an där doter Hand bleift.

Wat elo natierlech eis Haaptkierch ugeet, D'Martinskerch, wann een do bëssen den Historique mécht. Dat ass e Gebai, dat 1891 de Gemengerot guttgeheescht huet, dass eng nei Kierch sollt gebaut ginn. An där ganzer Diskussioun och ëm déi nei Propriétéitsverhältnissen, soll jo och gekuckt ginn, ob et iergendwellech Titres-de-propriété ginn, deelweis leien der vir, deelweis awer och net. Wat hei zum Beispill eis Kierch ugeet, wou mir an déi Richtung wëlle goen, dass d'Gemeng, d'Stad Diddeleng Propriétaire vun der Kierch bleift, hu mir keen Titre-de-propriété fonnt. Wat een awer erëmfënnt sinn Deliberatiounen vum Gemengerot vun 1891, wou den Diddelenger Gemengerot d'Deliberatioun geholl huet fir eng nei Kierch ze bauen, sou dass een och dovunner ausgeet, an och de Fall ass, dass d'Gemeng Propriétaire ass. Et läit also keen Titre-de-propriété an deem Sënn vir, mä op alle Fall huet d'Gemeng de Bau an Opdrag ginn, sou wéi d'Kierchefabrik de Bau an Opdrag ginn huet bei deenen anere Gebaier.

Am Mäerz 2012 hate mir och hei am Gemengerot d'Deliberatioun, dass dat Gebai, déi Kierch sollt Monument national ginn, also ass och klasséiert, do kréie mir och 50% Subsiden an dir wësst, dass mir och fir déi éischt Aarbechten, déi mir gemaach hunn, déi éischt Etapp vun der Renovatioun vun der Fassad, och 50% vum Kulturministère kritt hunn: Lo kann een sech d'Fro stellen: Firwat wëll d'Stad Diddeleng weider Propriétaire bleiwen? D'Gebai selwer ass mengen ech déi drëttgréisst Kierch hei am Land, et huet also engersäits eng pastoral Wichtegkeet, mä et ass virun allem e Gebai, wou d'Gemeng ganz vill Suen dran investéiert huet. Wann een e bëssen den Historique kuckt, vun 1989 un bis 1999 goufen eng ganz Rei Restauratiounen am Gebai selwer gemaach, um Niveau vun de Fresken, um Niveau vun de Skulpturen, vun den Œuvres-d'Arten, 1999/2000 gouf en Deel vun der Fassad renovéiert, d'Uergel gouf renovéiert, do hate mir eng ganz Rei Konventiounen, déi getraff gi sinn tëschent der Kierchefabrik, dem Kulturministère an der Stad Diddeleng, fir sech d'Finanzen opzedeele, Stil 1/3, 1/3, 1/3, an natierlech sinn och d'Biller vum Dominique Lang restauréiert ginn, wou och d'Stad Diddeleng dat deementspriedend mat gedroen huet. Dir wësst och, dass dat doten e Gebai ass, wou och den Uergelfestival, respektiv den internationale Festival dra stattfënnt, wou och am Kader vum Prélude celtique och



ganz vill Leit do waren. Nach muss ee soen, wann ee bësse réckbléckend kuckt, vun 1989 un bis 2015, wat dat lescht Joer ass, wou mir en Invest dra getätegt hunn, huet d'Stad Diddeleng iwwert all déi Joren 2,4 Milliounen an dat Gebai investéiert, dat sinn am Fong also d'Sue vun den Diddelenger Bierger, et ass am Fong eng Propriétéit vun den Diddelenger Bierger, mir hunn also iwwert all déi Joren, iwwert all déi Renovatioune ganz vill Suen dodra gestach. An dat ass och en Argument iwwert déi doten Investor, dass mir weider Propriétaire vun deem Gebai solle bleiwen, dat mir dann och der Kierchefabrik, respektiv dem Fong zur Verfügung stellen, fir dass den Exercice vum Culte catholique weider ka stattfannen. Dir wësst et, et ass e Gebai, dat matzen am Stadkär ass, wou ronderëm sech scho ganz vill gedoen huet a wou och ganz vill sech weider wäert doen, wat d'Revalorisatioun vum Zentrum wäert sinn. Et ass d'Propriétéit vun der Stad Diddeleng an duerch déi ganz vill Investor, déi getätegt gi sinn, respektiv, déi Diskussioun hate mir hei schonn, sinn nach verschidden Etappen an Ausiicht wat d'Renovatioun vun der Fassad ugeet, déi sech sécherlech och wäerten zéien en Fonctioun vun de Finanzméiglechkeete vun der Stad Diddeleng, huet dat Gebai, well et awer och scho klasséiert ass, an och wéini dass et gebaut ginn ass, sécherlech och en architektoneschen historiches Cachet vun der Stad Diddeleng, et gehéiert zu eisem Patrimoine an huet natierlech och eng touristesch Valeur. An wann d'Aarbechte weiderginn, mä dat gëllt wuel fir d'Gemeng Diddeleng, wéi och fir de Fong, wann dee géing Propriétaire ginn, et kritt ee 50% Bezuschung iwwert Sites et Monuments.

Well ech virdu gesot hunn, dass d'Gemeng net méi schlecht soll ewechkomme, wéi dat wat de Moment de Fall ass, war et fir eis awer och wichteg, bon mir sinn hei an dëser Déclaration-d'intention am Fong méi wäit gängen, wéi dat wat initial d'Konventioun virgeschriwwen huet, well d'Konventioun, respektiv dat ëm wat et haut geet, ass jo reng nëmmen déi zukünfteg Propriétéitsverhältnissen ze klären, ni plus ni moins. Dat wat mir haut maachen awer an dëser Déclaration-d'intention, och am Kader vun den Diskussiounen, déi mir mat der Kierchefabrik haten, ass engersäits dat Engagement, dass awer d'Kierchefabrik deemools geholl huet, éier iwwerhaupt iwwert déi Neigestioun vun de Kierchegebaier geschwat ginn ass, dat Engagement, wat d'Kierchefabrik deemools geholl huet, war jo dat dass wat d'Renovatioun vun der Fassad ugeet, dass se 400.000,- Euro wélten dozou bäisteieren, si hu wéi gesot 181.000,- Euro scho bäigesteiert, dat war bei der Phas 1, et sinn awer nach

119.000,- Euro, déi nach ausstinn, dass se dat Engagement awer och schréftlech matgedeelt hunn, dass se dat Engagement honoréieren, dat war och fir si kee Problem, domadder op de Wee ze goen.

Dann natierlech déi Diskussioun, mir hunn afléisse gelooss, nach musse mir kucke wéi herno am Endeffekt wéi eng Tournure de Projet de Loi kritt, respektiv d'Gesetz iwwert d'Gestioun vun de Kierchegebaier, hu mir hei am Fong eng Volontéit afléisse gelooss vun der Kierchefabrik, dass si am Fong hir Volontéit präisgedroen hunn, dass si nach weider wélten um Gebai matfinanzéieren an sou wäit si d'Méiglechkeeten hätten, dat ass eppes wat si geäussert hunn. Och do hu mir dat hei afléisse gelooss. Ob dat herno iwwert d'Gesetz méiglech ass, ass nach eng aner Saach. Do erwaarde mir och nach souwisou den Avis vum Staatsrot, fir déi doten Diskussioun kënne weiderzedreiwen, mä op alle Fall hei war d'Volontéit vun der Kierchefabrik weider Finanzement, déi nach kommen, weider kënnen ze droen, wann d'Méiglechkeet besteet. Dann hu mir och drageschriwwen, dass mir an enger Convention à part, quitte dass mir an enger éischer Mouture drageschriwwen haten an der Meenung bleiwen ech awer nach ëmmer, an och onofhängeg vun den Diskussiounen, déi herno wäerte weidergefouert ginn, dass alleguerte wat d'Fraisen ugeet, d'Prise-en-charge vun de Frais-ordinaires, dat heescht Gas, Elektresch, Waasser, dass dat normalerweis déi nei Struktur, sief dat de Fong, respektiv d'Kierchefabriken an enger anerer Form, dass si déi Fraise sollten droen, dat hate mir an enger éischer Mouture ganz kloer drageschriwwen. Mir gi wéi gesot hei e Schratt méi wäit, hunn awer och no enger Diskussioun och mat der Kierchefabrik festgehalten, dass mir dat an enger Convention à part géife regelen, nach sinn ech awer hei der Meenung, an och am Numm vun de Kollege vum Schäfferot, wou mir Diskussiounen gefouert hunn, dass déi Chargen effektiv vun deem neie Fong, respektiv vun der Kierchefabrik solle gedroe ginn, an d'Frais de conservation vun de Biens meubles an immeubles, alles wat bannen ass, dass déi Frais och vun der Kierchefabrik respektiv vum Fong gedroe ginn an alles wat baussen ass, d'Mauern, dass do natierlech d'Gemeng säi Rôle als Propriétaire spillt an och do déi Finanzementer tätegt mat de Subside vum Staat, vum Kulturministère, vu Sites et Monuments.

Dës Déclaration-d'intention kritt seng Fäiten ab deem Moment, wou se den Aval kritt vum Gemengerot hei, mä awer och vun deenen aneren Autoritéiten, dat



heescht engersäits den Interieur, respektiv awer och de Bistum, well och déi mussen déi heiten Déclaration-d'intention approuvéieren. Op där anerer Säit wësse mir, dass de Moment just iwwert Konventioun geschwat gëtt am Projet de Loi, nach hu mir hei eng Déclaration-d'intention, a mir hunn awer och hei drageschriwwen, dass dës Déclaration-d'intention och nach iwwert eng Konventioun soll formaliséiert ginn.

Voilà, dat e bëssen zu den Ausféierunge wat hei d'Propriétéitsverhältnissen ugeet. Mir wunnen zwar an enger Stad, mä mir ginn an d'Duerf, d'Kierch bleift am Duerf, d'Kierch bleift an der Propriétéit vun der Stad Diddeleng, dofir hunn ech probéiert déi verschidden Erklärungen ze ginn, déi engersäits historesch gewuess sinn, och mat deenen Investier, déi mir deemtspriechend getäteg hunn an net aus iergendwellech anere Consideratiounen, well och mol gesot ginn ass, dass vill Leit der Meenung sinn, dass déi nei Struktur, déi geschaaft gëtt, net à même wier, dës Gebai en bonne et due forme ze geréieren. Ech mengen awer schonn, dass wann een hei de Choix getraff hätt, et kann een och 2 Diskussiounen féieren, et kann een d'Diskussioun féiere ronderëm d'Propriétéit, dass d'Propriétéitsverhältnissen bleiwe wéi se sinn, et kann een natierlech och d'Diskussioun féiere ronderëm d'Utilisatioun, dat bleift fir de Culte catholique an ech mengen, wann dat heiten och an de Fong gaange wier, wier och de Fong als dat heite Gebai, wat déi drëttgréisste Communautéit am Land ass, och sech duerch deen wichteg gewiescht, dass hei alles ënnerhalen ass an en bonne et due forme, fir dass dës Gebai net verfällt, well och mol an der rezenter Vergaangenheet gesot ginn ass, dass déi nei Struktur net à même wier, hei déi néideg Gestiouen ze maachen. Kee gesäit an d'Glaskugel, fir da schonn a priori ze soen, dass déi nei Struktur net à même wier, sou e Gebai ze geréieren, dat awer eng pastoral Wichtigkeet huet, mengen ech, dass dat déi falsch Wieder wäeren. Dës gesot hunn ech probéiert de Kader ze klären, wéi déi zukünfteg nei Propriétéitsverhältnissen kéinte ausgesinn. Nach si mir hei an enger lafender Prozedur: Mir hu Konventiounen, mir hunn engersäits e Projet de Loi, deen nach net votéiert ginn ass vun der Chamber, wou mir och nach op Réckmeldunge waarden, wou natierlech och nach an deem Kader eng Rei Adaptatiounen kënnen stattfannen, mä am État actuel des connaissances, dee mir hunn ass dat, dat wat mir hei dem Gemengerot wollte proposéieren.

Dës zu den Ausféierungen zu dëser Déclaration-d'intention an d'Diskussioun ass op.

Jean-Paul Gangler (CSV): Ganz vill Punkten hutt Dir do schonn effektiv zitéiert. Mir sinn hei an enger immens grousser Hypothese. Mir schwätzen hei vun engem Projet de Loi, deen nach guer net duerch ass. Mir schwätze vun enger Konventioun, déi op ville Plazen ugefecht ass an net onbedéngt accordéiert gëtt. Et ass alles e bësse reng theoretesch. An deem Kontext ass dat och, wat eis hei bësse stéiert. Déi Déclaration-d'intention hei, déi ass ze vill theoretesch an se baséiert sech op Hypothesen, déi bis elo nach net novollzéibar sinn.

Et ass kloer, et geet éischters ëm de Fong an et geet ëm d'Form. Vum Fong hier ass jiddwereen hei bannen d'accord: déi Propriétéitsverhältnissen mussen elo mol endlech gekläert ginn an dat wär och souwisou, wann den Inneminister net hätt wëlle mam Briecheisen dat Gesetz duerchboxen, eng Kéier komm, dass sech Kierchefabrik a Gemeng zesummegeesat hätten, fir ze klären, wéi et mat de Besätzverhältnissen ass. Dat ass jo och dat, wat am Titel do steet, et ass eng Déclaration-d'intention iwwert d'Propriétéit vun Edificen, déi ebe vun der Kierchefabrik genotzt ginn. Eng kleng Klammer: dat wat hei ausgeklamert ass, dat sinn déi aner Glawensgemeinschaften, déi et hei zu Diddeleng gëtt an déi eben net zur Kierchefabrik vun der kathoulescher Kierch gehéieren.

A wat och ausgeklamert ass, ass d'Kapell um Gehaansbiérg, well dat ass de Privatbesätz vun der Comtesse de Bertier, doriwwer gëtt elo hei guer net geschwat. Déi Konventioun erhieft also den Usspruch, fir déi Besätzverhältnissen ze klären. Hei hu mir lo déi 4 Voleten, déi hei optauchen. Deen 1. Volet ass dee vun der Kapelle Biereng a Schmelz. Do ass guer keng Diskussioun, do gëtt et notariell Akten, déi ganz kloer beleeden, dass dat Privatbesätz vun der Kierchefabrik ass. Dann deen 2. Volet, déi Gebaier iwwert déi et keng Kloerheet ginn ass, an do gëtt dann déi Déclaration-d'intention eng rationell Approche, déi ee wierklech kann acceptéieren. Déi Hauptkierch soll selbstverständlech d'Propriétéit vun der Gemeng sinn, do si mir d'accord a mir verstinn dat selbstverständlech och, sou vill wéi do investéiert ginn ass. Ech hat dat och schonn eng Kéier uklänge gelooss, dat wier einfach untragbar vun der Gemeng, wann se elo bemol an der Evolutioun vun deene ganzen Diskussiounen a Gesetzgebungen do géif soen, déi Kierch interesséiert eis net méi. Si gehéiert zu Diddeleng. De ganze Quartier ronderëm ass esou amenaagéiert ginn, dass déi Kierch soll als architektonescht a kulturhistorescht Monument erausstiechen. Dat ass guer keng Diskussioun, dass déi Propriétéitsverhältnissen an deem Sënn kloer gekläert sinn. Datselwecht



gëllt fir d'Kapell zu Butschebuerg, wou ebe jorelaang d'Kierchefabrik d'Grondsteier bezuelt huet, wat jo dann och kloer ass, dass si déi dann attribuëiert kréien.

Da komme mir awer un den 3. Volet an dat ass deen, wou bësse stéiert. Do stinn da Saachen dra wéi déi Mise-à-disposition fir d'Ausübung vum Kult. Da steet do dran, dass d'Kierchefabrik sech weider engagéiert, wéi se et scho gemaach hat, zur Restauratioun vun der Fassad. Dann déi Erklärung do iwwert d'Betribskäschten. Wéi Dir elo sot, sidd Dir der Meenung, dat wier éischter un deem neie Fong fir déi ze droen, wéi un der Gemeng. An da geet et ëm déi Conservatioun vu Biens-meubles a Biens-immeubles à l'intérieur, an do froen ech mech mol, kloer, villäicht gëtt et do eng ganz einfach Äntwert: Déi Uergel, déi do dran ass, déi och deier restauréiert ginn ass, déi e ganz flotten internationale Festival do unzitt. Déi Uergel, déi, an dat däerf een net vergiessen, ënner anerem och vun eiser Musekschoul gebraucht gëtt, fir e puer mol an der Woch do Schüler drop spillen ze loos-sen. Zu wat fir engem Volet gehéiert dann déi Uergel? Gehéiert déi zum Bau, dat heescht dee Moment zum Proprietaire, dat heescht zur Gemeng? Oder gehéiert se zu deene Biens-meubles a Biens-immeubles vum Interieur an dat wier dee Moment d'Kierchefabrik? Et muss ee wëssen déi Uergel wäert och no hirer Restauratioun ëmmer nach immens vill Ënnerhalt kaschte an et wier am Fong eng Saach, déi d'Kierchefabrik sech misst iwwerleeën, ob se déi schwéier Bürd elo wéilt iwwerhuelen.

Da kënnt déi aner Klausel, déi steet am Bezuch zu deem Gesetzesprojet: dat Gesetz ass nach net do, den Avis vum Staatsrot ass nach net do, awer do steet, wann dat Gesetz kënnt, da soll déi Konventioun finaliséiert ginn, mä virun allem steet do, wann dat Gesetz kënnt, da verfällt déi Deklaratioun hei erëm. Dat steet do kloer dran, dat heescht dat hei ass jo nëmmen eng proviso-resch Saach. Et ass jo kloer, wann dat Gesetz kënnt, da gëtt et keng Kierchefabrik méi hei an da kann si sech net méi weider bedeelegen un der Fassad. A wann dat Gesetz kënnt, gëtt d'Gemeng Proprietaire an da muss een och kucken, wien dann dee Moment d'Käschte soll ënnerhalen. An do gesinn ech de Problem, all déi Saachen, déi virun opgeléicht waren, dat heescht, déi Mise-à-disposition vum Kult, dass d'kathoulesch Kierch weider nach d'Recht huet, an där Kierch, déi der Gemeng gehéiert, hir Massen ofzehalen, dat Engagement vun der Fassad, wat gemaach ginn ass zu engem Zäitpunkt, wou et jo nach eng Kierchefabrik ginn ass, déi nach juristesche Basis hat, déi Konventioun à part vun de Betribskäschten, déi sollte gemaach ginn, an deen

Accord iwwert alles wat Meubles an Immeubles am Interieur wier, alles dat, sou kéint ee jo dann elo unhuelen, verfällt mam Stëmme vun deem Gesetzprojet. Dat heescht, da si mir jo net méi sécher, mir hu keng Garantie méi, wann dat sou ass. Dat wat hei drasteet ass jo dann net méi valabel. Dat heescht, huet dann d'Kierch awer nach d'Garantie, dass se nach weider däerf do dee Kult ausüben? Well et steet hei kloer dran, dass alles wat hei geschriwwen ass, verfällt wann dat Gesetz gestëmmt gëtt. Huet dann d'Kierchefabrik nach ëmmer hiert Engagement anzehalen? Si wäert et wahrscheinlech net kënnen, et wier dann deen neie Fong, deen et misst anhalen. An ech mengen net, dass mir elo hei kënnen an engem proviso-resche Pabeier festhalen, deen nächsten, deen dat Gebai do benotzt, deen huet sech och un der Fassad ze bedeelegen. A wann dat de Fong wier, mir kënnen elo net scho fir déi hei verfuegen. Dat ass also eng proviso-resch Verfügung, dat sinn ze vill Inconnuen an dëser Konventioun an och an deem Gesetzesprojet. Dat wat ech also der Déclaration-d'intention virwerfen ass, dass fir de Fong ass dat natierlech alles an der Rei. Ech fannen dat ganz gutt, dass sech d'Kierchefabrik an d'Gemeng zesummegeesat hunn, fir scho verschidde Saachen kloer ze stellen. Et muss een och soen, iwwert Jorzéngten ass hei wonnerbar verfueg ginn tëschent der Kierchefabrik an der Gemeng. Dat ass wierklech exemplaresch, wou vill Plazen am Land eis géife beneiden, wann se dat héieren. Et ass och zum Beispill esou, dass eis Gemeng ni huet missen en Defizit vun enger Kierchefabrik bezuelen, mee et ass ëmmer hei an de Gemengerot komm, fir de Budget ze stëmme vun der Kierchefabrik. An deen Defizit, deen do war, huet d'Kierchefabrik selwer iwwerholl. Dat heescht mir haten am Fong bis elo eng tiptop Situatioun an et gesäit een elo net an, firwat dat a priori soll änneren, mee et ass scho richtig, d'Besetzverhältnisser sollte villäicht elo mol ee fir allemol gekläert ginn.

Lo ass et awer esou, wat ech eben där Deklaratioun hei virwerfen ass, dass do eng gewëssen Zuel vun Zousatzbestëmmungen, Deelkonventiounen, Absichtserklärungen dran enthalte sinn, déi am Fong guer näischt méi mat deene rengen Besetzverhältnisser ze dinn hunn. Wa mir just d'Besetzverhältnisser wéilte klären, da géife mir op déi 2 éischt Punkten agoen, dat heescht déi 2 Kapellen, wou kloer ass, wien seng et sinn, an d'Kierch an déi aner Kapell, wou dann och soll en Arrangement fonnt ginn, wien säint dat ass. Fir mech hätt kënnen déi Déclaration-d'intention do ophalen. All dat anert ass hypothetesch, dat ass, ech wëll net soe wischi-waschi, mä dat ass jo sou a Fro gestallt, well ee jo nach guer net weess, wéi dee ganze Volet vun deem Gesetz a vun där Kon-



ventioun mam Bistum schlussendlech ausgeet. Dat st-éiert mech, dass do wierklech alles elo an ee Schreiwes do gepaakt ginn ass, wou een herno net weess, wat fir eng Garantien een huet, well kloer ënnendrénnner steet, dat Schreiwes ass nëmme sou laang gutt, bis dass d'Gesetz gestëmmt gëtt. Da froen en mech och: Huet d'Kierchefabrik dat heiten ënnerschriwwen? Dat gesäit een elo net, mee dat wier awer villäicht interessant ze wëssen. Dir sot, dir hutt dat gemeinsam opgesat, dat ass am Fong an der Rei, mä hunn si dat hei schonn ënnerschriwwen? Dat wier d'Fro, déi ech och nach wëllt stellen. Also wéi gesot, dat hei ass mir ze theoretesch, et hätt kënnen hannert deenen 2 Artikelen iwwert déi reng Besëtzverhältnisser ophalen, an dat alles hannendrun ass ze vill hypothetesch, ze vill theoretesch an ze vill a Fro gestallt a leider och nëmme provisoresch, well et da just nach eng Affaire vun e puer Wochen oder e puer Méint ass, bis dat Gesetz duerch ass. Merci.

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Merci dem Här Gangler, ech hunn zwar elo net eraushéieren, ob Dir dann elo mat op de Wee gitt oder net.

Jean-Paul Gangler (CSV): Ech wollt awer nach soen, vue dass an där heiter Déclaration-d'intention Saachen dra sinn, déi net onbedéngt zu enger Déclaration-d'intention iwwer Besëtzverhältnisser géife gehéieren, si mir der Meenung fir de Fong iwwert d'Propriétéitsverhältnisser wiere mir eens ginn, mä mir hunn e bësse Skrupel, fir dat anert matzestëmmen, wou mir soen, wat net hei eragehéiert. Dat heescht: Och wa mir eis eens sinn, dass dat hei eng gutt Saach mat enger ganz gudder Absicht wier an dass déi Saach mat de Propriétéitsverhältnisser, wéi se elo do stinn, kloer genuch sinn, fir dass mir dat kéinten acceptéieren, dann enthält awer déi ganz Déclaration-d'intention fir eis zevill Inconnuen. Och wann dir sot, dass se zesumme mat der Kierchefabrik ausgeschafft ginn ass. An dofir hate mir éischter d'Tendenz eis dovun z'enthalten. Mee et ass am Fong just nëmmen aus engem formelle Problem, vun der Opsetzung vun deem dote Pabeier, awer net esou wat de Fong elo ugeet, wou jo awer ganz gutt Absichten a ganz kloer Besëtzverhältnisser sinn, déi mir ëmmer gefuerdert hunn.

Colette Kutten (Déi Greng): Bon et ass richtig, wat den Här Gangler seet, dass déi Déclaration-d'intention hei wäit iwwert d'Klärung vun de Besëtzverhältnisser eraus geet. Anersäits deit se jo awer eng Richtung un,

wou eigentlech Gemeng an aktuell Kierchefabrik, bezéiungsweis spéidere Fong, wëlle goen, wann d'Gesetz et da géing erlaben. Et setzt domat jo eigentlech e bësse en Zeechen, fir déi Streidereien, déi jo op ville Plaze sinn, fir déi hei awer net weider nach virun ze dreien, mä éischter en Zeechen ze setze vun Zesummenaarbecht, déi bis elo ëmmer stattfonnt huet, en Zeechen vun Toleranz an zukünfteger Zesummenaarbecht. Dat ass u sech positiv. Ech hunn nach eng oder déi aner Fro an awer och nach eng Bemierkung. Wat d'Besëtzverhältnisser ugeet, dat ass elo gekläert, den Här Buergermeeschter huet jo eng Rei Informatiounen ginn. Dat ass eigentlech eng pragmatesch Léisung, déi fonnt ginn ass, déi déi 2 Parteien dann arrangéiert. Wann dat zukünftegt Gesetz et dann erlaabt, wëll d'Kierchefabrik jo an Zukunft eng Partie vun de Käschten droen, wat d'Renovéierung an d'Erhaltung vum Gebai ugeet. Eng Partie: ass domat d'Hallschent gemengt? Dat war net kloer. An och wann et net explizit formuléiert ass, geet ee jo hei dovun aus, dass d'Kierch och weiderhi fir d'kathoulesch Zeremonië soll zur Verfügung stoen. Wat jo och dann e grousst Entgëintkommen vun der Gemeng ass.

An deem Zesammenhang hätte mir nach en Aspekt, deen eis um Häerz leit. Déi Leit, déi elo net gleeweg sinn, déi hätte jo scho gär säit laangem Raimlechkeete fir laizistesche Zeremonien; zum Beispill bei der Gebuert, beim Bestietnes a virun allem bei Begräfnisser feelt et un sou Raimlechkeeten an et wier an deem Sënn vun dëser Konventioun, wou et ëm e Partage geet tëschent Gemeng a Kierchefabrik bzw. Fong, och eigentlech logesch, dass d'Kierch och fir net gleeweg Persounen a fir Persounen vun anere Reliounsgemeinschaften géing zur Verfügung stoen. Grad de Moment wier et jo wichteg en Zeechen ze setze vun Toleranz vis-à-vis vun alle Reliounen a Weltanschauungen. Do fir fanne mir, dass hei och sou ee Kapitel géing dozou gehéieren. An och wat déi kulturell Veranstaltungen ubelaangt, dass do och zousätzlech zu den Uergelconcerten nach e bësse méi eng grouss Ouverture stattfënnt wat aner Zorte vu Musek ugeet an och aner Kulturveranstaltungen. Dat als Iddi, déi eiser Meenung no hei zousätzlech misst mat erageholl ginn. Merci.

Josiane Di Bartolomeo-Ries (LSAP): Et ass eng Déclaration-d'intention. Mir schwätzen hei dee ganzen Zäit vu Konventioun. Den Här Gangler seet selwer, dass dat gutt iwwer Joren Zesummeschaffe mat der Kierchefabrik an dat ass jo dann déi Déclaration-d'intention,



dat heescht mir hunn och weiderhin e gutt Zesummeschaffe mat der Kierchefabrik. Wat do drasteet, dat ass jo elo net bindend. Et ass einfach mol eng Kéier fir ze weisen, voilà, an déi Richtung kann et goen. D'Propriétéitsverhältnisser déi musse gekläert ginn, dat ass ganz kloer, dat ass ganz richtig. Hei geet et e bësse méi wäit, mä et ass nach ëmmer nëmmen eng Déclaration-d'intention, et ass keng Konventioun, an iwwert déi wäert een dann a gegebenem Fall wann et sou wäit ass, och driwwer schwätzen.

Ech mengen, dass d'Propriétéitsverhältnisser, wann se jo lo gekläert ginn, nach soubal net gekläert gi wäeren, wann do net iergendwou eppes geschitt wär. Dir sot elo, den Här Minister huet, dat alles kënnt elo nëmmen zustanen, well iwwerhaupt mol eng Kéier do gesot ginn ass, elo kläre mir dat mol. Et ass ganz wichteg. D'Gemeng huet, et ass net kloer, ob d'Kierch der Gemeng gehéiert oder net, wéi den Här Buergermeeschter et gesot huet, mir haten dat zwar am Gemengerot 1800 ech weess net wéi vill, mä et ass awer ni gesot ginn, dat gehéiert der Gemeng. Mir hunn awer, an da komme mir op sou Diskussiounen, wann een e bëssen déi vum Spidol kuckt, mir hunn awer weiderhin do Suen dra gepompelt, 2,4 Milliounen iwwer Joren hu mir an déi Kierch do era ginn an ech fannen, dann ass et elo och einfach de Moment, wou ee ka kloer soen, dat doten ass entweder eis Propriétéit oder et ass eis net. Wann dat méi wäit geet, wann do an enger Déclaration-d'intention scho gekläert gëtt, ob si sech nach bedeelegen un de Fassaden, ech mengen, dat ass och eng wichteg Informatioun fir d'Gemeng. Do kommen, wa mir Propriétaire sinn, Käschten op eis duer. Et kann ee jo net soen, si gehéiert eis elo an da kucke mir herno wéi mir verhandelen, wéi mir et finanzéiert kréien.

Déi Kierch ass einfach e Patrimoine fir d'Gemeng an déi Déclaration-d'intention wéi se elo virläit, ma tant mieux, wa mir elo scho bësse kucken, wéi gëtt d'Chargëveerdeelung herno gemaach an net da réischt wa mir elo mol sécher sinn, wien wou wat gehéiert, fänke mir un ze diskutéieren. Ech fannen dat doten de Beweis, dass dat eng gutt Zesummenaarbecht war iwwer Joren, dass déi elo och net soll iwwert de Koup geheet ginn, well elo iergendepes muss decidéiert ginn. Dat ass eis Meenung dozou.

Et steet awer och dran am Artikel, d'Madame Kutten hat gesot, wat herno mat der Kierch geschitt, wien se herno zur Verfügung gestallt kritt, dat steet awer och am Punkt 3, do steet dran "Mise à disposition de la

fabrique d'église pour l'exercice de culte catholique", et kann een elo net soen, do géif näischt dra stoen, dat steet och schonn dran, well et ass och scho festgehale ginn. Fir mech ass dat do ganz kloer Patrimoine, et soll der Gemeng gehéieren, se soll Propriétaire sinn a ganz kloer, wann d'Kierchefabrik weider drableift, natierlech sollen dann d'Chargë fir si sinn. Dat sinn alles Saachen, déi mir awer méi spët diskutéieren. Merci.

Joseph Thill (Déi Lenk): Den Här Gangler huet ganz gutt illustréiert, dass ee vun de Problemer vun deem Text, dee mir virleien hunn, eben deen ass, dass déi Déclaration-d'intention sech op e Gesetzprojet bezitt iwwert d'Gestioun vun de reliéise Gebaier vum kathoulesche Glawen hei am Land, deen nach net gestëmmt ass. Dat heescht, dass een op Basis vun engem Projet, wou verschidde Bedéngungen dra stinn, et weess een awer net, ob deen Text, deen herno ugehall gëtt, och déiselwecht Bedéngunge beinhalt. Och wann dat hei elo nëmmen eng Déclaration-d'intention ass, wär et fir eis wichteg gewiescht, wann een elo kéint beim Punkt 4 nach den Text e bësse méi niddereg weisen, de 4. Abschnitt, wou am 1. Saz steet: "La présente déclaration d'intention est faite sous la condition que le projet de loi portant sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique entre en vigueur." Eiser Meenung no wär et do gutt gewiescht, dobäizeschreiwen "entre en vigueur dans sa version actuelle", well wann am Gesetzprojet herno ganz aner Konditiounen stinn, da kéint een zwar soen, an der Konventioun.....jo, nëmme fir ze soen, dass déi bëssen ongewëss Situatioun, déi Virriedner och schonn erausgestrach hunn, dass dat och e bësse fir eis e Problem ass.

Da maachen ech eng Paranthèse op, dat ass awer wierklech nëmmen eng Niewesaach. Déi Kierchefabrick goufen 1809 erschaaft, se si kloer net méi zäitgeméiss. Dat ass zwar elo net eise Problem, mä der kathoulescher Kierch hiren. Mä mir fannen dat awer bësse komesch landeswäit, dass dann, well d'Buergermeeschtere jo automatesch Member vun der Kierchefabrik sinn, op d'mannst wa se kathoulesch sinn, dann de Buergermeeschter als Chef vun der Gemeng diskutéiert mat engem Gremium, wou en och Member ass. Ech maachen d'Paranthèse erëm zou. Nëmme fir ze soen, dass déi Kierchefabricken awer e bëssen eng komesch Entitéit sinn.

Ech kommen dann awer zum Fong vun eiser Positioun



an dee beinhalt, dass an deene leschten 200 Joer eis Gesellschaft sech massiv verännert huet, an dass mir haut zu Lëtzebuerg an och zu Diddeleng e ganze Koup Nationalitéiten an och e ganze Koup Reliounen hunn an och vill Leit, déi iwwerhaupt net gleewen. An ob den Awunner eng bestëmmt Relioun huet oder eng aner oder iwwerhaupt keng, dat geet de Staat an eigentlech och d'Gemeng näischt un. A mir denken, dass fir an sou enger villfältiger Gesellschaft kënnen zesummen ze liewen, eng villfältig Gesellschaft, wéi mir se elo eben hei am Land hunn, do muss de Staat, also och d'Gemengen, weltanschaulich neutral sinn. An si kënnen net eng Relioun bevirdelegen. An dofir triede mir, vun Déi Lénk, och ëmmer konsequent dofir an, fir dass eng kloer Trennung vu Kierch a Staat geschaf gëtt. Do huet eist Nopeschland Frankräich 110 Joer Avance op eis, well déi déi Trennung schonn 1905 decidéiert hunn, an dat ass hinnen och gutt bekomme, an déi ass eigentlech an engem eenzege Saz definéiert. Do steet nämlech an de franséische Gesetzer: "L'État ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte", wou d'Betounung op "aucun" läit. An eiser Meenung no geet et haut och guer net méi anescht, well soss sinn d'Bierger nämlech net méi all gläich virum Gesetz behandelt. Deementspreechend si mir dann och dem Här Inneminister Dan Kersch dankbar, dass en op d'mannst mol versicht op dee Wee ze goen an et ass op jiddefall richteg a gutt, dass elo d'Besetzverhältnisse vun de kierchleche Gebaier gekläert ginn.

Ech maachen do och eng kleng Paranthèse, mä ech mengen dir hutt déi Fro scho beäntwert. Ech hat zu deene Besetzverhältnisse schonn eng Fro gestallt am Gemengerot vum 30. September d'lescht Joer, do hat dir mir kloer geäntwert, dass d'Porkierch der Gemeng géif gehéieren. Wann ech elo är Explikatioun vun haut richteg verstanen hunn, dann ass wat d'notariell Akten ubelaangt d'Situatioun net ganz sou kloer, mä dir sidd iech awer an deem Sënn eens ginn. Mat där Erklärung ginn ech mech dann och zefridden. Bon wann d'Besetzverhältnisse da kloer sinn, déi gi jo dann hei an där Déclaration-d'intention och geregelt, da stellt sech déi nächst Fro, an déi ass jo awer hei och ugeschwat ginn, dofir wëll ech och doriwwer eppes soen. Wat soll mat deene reliéise Gebaier geschéien, wou jo dann op d'mannst eent der Gemeng gehéiert? An op dës Fro ass d'Äntwert vun Déi Lénk och kloer. Déi sollen ausnahmslos an den zukünftege Fonds de gestion du patrimoine du culte catholique, also dee sougenannte Kierchefong, kommen. Dat ass fir eis déi eenzeg konsequent Méiglechkeet, engersäits d'Rechter vun deene Gleewegen ze

schützen an anerersäits d'Gemegefinanzen ze schützen. Well de Wee, deen de Schäfferot eis hei virschléit, dee bedeit eigentlech, dass mir eng Kaz am Sak kafen. D'Gemeng bleift Propriétaire vun der Porkierch a muss also weiderhin eng Rei Käschten droen, wou deen Text, dee mir hei virleien hunn, awer och net ganz kloer seet, wat fir eng Käschten dass dat sinn. Ech ginn do dem Här Gangler Recht, et weess ee mol net, ob herno déi Kierchefabriken, déi sech hei zu eppes engagéieren, also nach weider un de Fraisë vun der Fassad deelzehuelen, ob déi iwwerhaupt nach bestinn. Dofir herrscht doriwwer eng grouss Onkloerheet. An dann ass grad sou kloer, et steet jiddefalls mol sou am Gesetzesprojet, dass d'Gemeng, also de Propriétaire, an dësem Fall vun der Porkierch, vun där schwätze mir jo, déi Porkierch net därerf benotzen, well de Gesetzesprojet ebe kloer seet, de Bistum géif eleng decidéieren, wat an enger Kierch geschitt, déi dem Kierchefong iwwerdroe ginn ass. Ech schwätzen hei vum Kierchefong, well ech nach ëmmer dovun aus ginn, dass d'Kierchefabriken ofgeschafft sinn, soss ass et natierlech t'selwecht fir d'Kierchefabrik. A genau sou kloer seet de Gesetzesprojet, dass eng Duebelnotzung, zum Beispill fir Massen a fir kulturell Manifestatiounen oder fir laizistesche Manifestatiounen, wéi d'Madame Kutten et hei gesot huet, dass déi ausgeschloss ass. Also mat deem Text hei si mir an enger Situatioun, wou d'Gemeng zwar Propriétaire vun der Porkierch ass, also fläisseg därerf bezuelen, fir e Gebai, wou se net doriwwer bestëmmt. An dat fanne mir einfach net richteg. Weider fir e Gebai ze bezuelen, mat deem de Propriétaire näischt därerf ufänken.

Lo kéint een sech da weider froen, ob et da richteg wier, wann d'Gemeng fir déi Kierch, an déi se effektiv scho vill investéiert huet, einfach déi gratis un de Kierchefong oftriede géif. Mir fannen, dass dat richteg wär, well am Gesetzesprojet steet, wann enges Daags déi Kierch net méi fir reliéis Zwecker vum Bistum géif genotzt ginn, da kéim se fir e symboleschen Euro un d'Gemeng zeréck. Dofir ass et jo eben och wichtig ze wëssen, wat dann herno an deem Gesetz steet, wat d'Chamber dann ofstëmmt. Also eis Positioun ass do ganz kloer, mir sinn dofir, dass all kierchlecht Gebai, dat haut der Gemeng gehéiert, also d'Porkierch, an deen zukünftege Kierchefong iwwerdroe gëtt. Hei an der Déclaration-d'intention ass nach ëmmer rieds vun der Diddelenger Kierchefabrik, do huet dee leschte Samschdeg op Radio 100,7 an der Emissioun Riichteraus den Här Inneminister ganz kloer gesot, hie géif sech un déi Konventioun halen, déi de 26. Januar 2015 scho mam Bistum ënnerschrifft ginn ass a wou



d'Kierchefabricken ofgeschaf ginn. Déi Kierchefabricke géif et an Zukunft net méi ginn. Also ech interpretéieren deen Text da mol sou, dass wann hei steet "fabrique d'église", dat sech awer och op deen zukünftege Kierchefong bezitt. Dat wären da meng Iwwerleeungen zu dësem Text. Ech kommen awer nach op eng Schlussbemierkung zeréck bei deem nächste Punkt, wou d'Situatioun awer ähnlech ass. Also mir stëmmen déi Déclaration-d'intention hei ganz kloer net. Merci.

Michèle Kayser-Wengler (CSV): Et ass ganz interessant hei, déi Diskussioun ze héieren. Also wat ëmmer erauskënnt, ass dass mir effektiv hei e reng hypothetischen Text hunn an d'Madame Di Bartolomeo huet nach extra gesot, si ass frou, dass d'Kierchefabrik vun Diddeleng hir Verantwortung op finanzieller Participatioun nach eng Kéier bestätegt. Mä dat war jo och iwwer déi lescht Joren ëmmer ganz kloer. Et muss een och soen, dass d'Renovatioun vun der Uergel an d'Renovatioun am Interieur vun der Kierch, wuel zum Deel vun der Gemeng gedroe ginn ass, mä deemools war et 50/50, 50% Gemeng a 50% Kierchefabrik. Dat heescht d'Kierchefabrik huet ëmmer investéiert an d'Kierch. Et ass net dass déi nëmme Suen agesäckelt hu vu Propriétéiten oder wat weess ech, wat d'Leit sech dobaussen alles esou virstellen, mä déi hunn investéiert a wat een net därfer vergiessen, dat ass dass och vill Privatleit Spende gemaach hunn, dass déi Kierch iwwer all déi Joren an och Jorhonnerte konnt bestoen.

An déi Kapellen, dat ass och villäicht e Punkt, deen awer nach eng Kéier sollt erwänt ginn. Den Här Thill huet elo gemengt, déi hei Konventioun ass a sengen Aen esou, dass een déi einfach kann iwwerdroen herno wann et Gesetz ass, dass déi Verflüchtungen, déi hei d'Kierchefabrik ageet, dass déi automatesch vum Kierchefong mussen iwwerholl ginn. Nee Här Thill. Dat ass net méiglech, well d'Kierchefabrik eng komplett aner Personne-juridique ass, wéi de Fong dee sollt créiert ginn. De Fazit deen ech elo hei gesinn, dat klenkt villäicht elo e bëssen lëschtteg, mä am Fong misst d'LSAP vun Diddeleng jo dem Inneminister un d'Häerz leeën, ma loosst dach déi Kierchefabricke stoen, well mir zu Diddeleng gi gutt eens mat eiser Kierchefabrik, déi si bereet alles matzedroen, wat mir investéieren a wie weess, wéi et herno mam Fong geet, dann hu mir effektiv e Gebai mat enger drëttelsrenovéierter Fassad an dann ass d'Fro, wie kënnt dofir op, wa keng Sue méi do sinn, fir se ze renovéieren. Ech weess net op Diddeleng déi alleréischts an der Prioritéit ass, wann ee

Kierchefong soll decidéieren, wat am Land soll renovéiert ginn, da komme mir zu Diddeleng schlecht ewech. Dat ass menger Meenung no mol ganz kloer.

Dann hunn ech awer trotzdem nach eng Propos. Sou laang dat Gesetz nach net do ass, kann een dann awer net elo scho mam nach existente Kierchefabrikcomité decidéieren, dass een elo mol weidermécht an der Fassad, dass mir elo villäicht mol an déi 2. Phas ginn, dat war jo deemools um Ordre-du-jour wéi mir iwwert d'Renovatioun vun der Kierchefassad geschwat haten. Do ass jo och vum Här Bodry gesot ginn, do ass jo och extra sou eng Zäitschinn virgesi ginn. Solle mir dann net elo scho soen, komm mir profitéiere lo mol nach séier bis dat Gesetz geschaaft ass, dass mir mol eng Aarbecht uginn an dann ebe mat der nach existéierender an hoffentlech nach laang existéierender Kierchefabrik en Accord maachen, dass mir eis schéin Kierch uerdentlech renovéieren. Wa mir elo waarden, bis d'Gesetz gestëmmt gëtt, bis e Kierchefong gestëmmt gëtt, bis iergendeen am Kierchefong villäicht eng Kéier d'Hand hieft a seet "mir investéieren och gär eppes an Diddeleng", dann ass deen hënneschten neirenovéierten Deel vun der Fassad schonn erëm muuschteg an da steet déi Kierch do an engem schéinen Zentrum vun Diddeleng, déi dann an engem desolaten Zoustand ass. An dat fält dann och erëm op d'Gemeng zeréck an dat wär jo och schued. Also meng Propos: Solle mir net lo scho mol mat der Kierchefabrik op de Wee goen, dass mir einfach soen, komm mir entaméieren, mir lafen elo bësselche virun de Won a mir entaméieren elo mol eng Renovatioun 2. Phas vun der Fassad. Merci.

Joseph Thill (Déi Lenk): No deem, wat d'Madame Kayser seet, muss ech dann awer nach zwee Sätz dobäi soen. Also ech weess net, ob den Här Serge Eberhard, deen déi Déclaration-d'intention jo dann hei ënnerschriwwen huet oder soll ënnerschreiwen als President vun der Diddelenger Kierchefabrik, deeselwechten Här Serge Eberhard ass, deen als President vum Syfel vehement géint d'Ofschafe vun de Kierchefabricken ass, mä da froen ech mech awer no deem, wat d'Madame Kayser elo gesot huet, firwat dass d'Diddelenger Gemeng hei, fir d'Saach kloer ze stellen, nach ëmmer an der Déclaration-d'intention Diddelenger Kierchefabrik schreift fir d'Porkierch iwwerdroen ze kréien an net de Fong.

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Merci. Ech mierken, dass an dëser Diskussioun verschidde



Meenungen sinn an och hei mengen ech, muss een de richtege Kader awer och ganz kloer duerstellen, an deem mir eis befannen. Diddeleng ass keng Insel. Bei verschidden Interventiounen héiert een awer eraus, wéi wann Diddeleng eng Insel wier. Déi Ongewëssheet wou mir eis hei befannen, wou déi Déclaration-d'intention oder déi Konventioun, déi vum Interieur oder vum Bistum ausgeschafft ginn ass, eben am Kader ass vum Projet de Loi, deem een hei am Fong virfënnt. Och dee kann nach evoluéieren. Et ass net hei um Gemengerot d'zweet Chamber ze spillen a Suggestiounen ze maachen. Jiddereen ass hei a sengem Rôle a wéi géife mir soss als Gemeng Diddeleng déi Negociatiounen hei féieren. Am Moment féiere mir d'Negociatioun mat enger Entitéit, déi besteet, an dat ass d'Diddelenger Kierchefabrik a soss keng aner. Et gin awer minimal juristesche Donnéeën, déi awer och musse vun de Gemengerotsmemberen a Consideratioun gezu ginn, wann se hei ganz kloer argumentéieren. Mir kënnen eis net op eppes beruffen, wat nach net do ass a wat nach soll entstoën.

Dann par rapport ob nach aner Ouverture solle gemaach gi par rapport zu anere Kulen. Hei befanne mir eis, ob dat elo ugefecht ginn ass vun enger Säit, oder vun där anerer Säit absolut guer net an éischter aprouvéiert gëtt, hei befanne mir eis an enger Konventioun, déi d'Regierung mam Bistum, mat der kathoulescher Kierch geholl huet, dat ass dee Kader an deem mir eis befannen, och dat ass e juristesche kloere Kader, deem eis hei animéiert, déi Déclaration-d'intention opzeriichten. Déi Déclaration-d'intention hei spigelt dat erëm, dat ass engersäits ausgeschafft gi vum Diddelenger Schafferot an Zesummenaarbecht mat der Kierchefabrik. Dat heescht alles dat, wat hei dra steet ass fir béid Parteie keng Iwwerraschung. Zweetens, an do sinn ech absolut der Meenung vun der Madame Kutten, des Déclaration-d'intention spigelt dat erëm, wat déi viregt, déi aktuell, an ënnert wéi enger Form och ëmmer, zukünfteg Zesummenaarbecht soll si vun der Gemeng Diddeleng vis-à-vis vun enger neier juristescher Entitéit um Niveau vum Bistum.

Dat heescht deen Diddelenger Modell, dee mir ëmmer hei haten, fënnt een och hei an dëser Déclaration-d'intention erëm. A wann dir och natierlech des Déclaration-d'intention gutt gelies hutt, natierlech wann de Projet de Loi, wat herno Gesetz gëtt, an eng ganz Rei Saachen net méiglech sinn, dat heescht d'Gesetz huet ëmmer eng Norme-supérieure par rapport zu der Déclaration-d'intention, och par rapport zu enger Kon-

ventioun, dofir sot ech, mir sinn hei zu Diddeleng net op enger Insel. Déi heite Froe stellen sech jo och bei anere Situatiounen, bei anere Konventiounen, an anere Gemengen, wou d'Diskussioun gefouert ginn ass, dofir si jo och Diskussiounen hei gefouert ginn a Formulatiounen "pour le cas où", dat heescht an der Eventualitéit wou. Wann dat also net de Fall ass, verfält dat automatesch. Also och do sinn e puer juristesche Barrièren agesat ginn, déi awer deementspreechend dem Projet de Loi net virgräifen, well mir jo och net wësse wat déi lescht Teneur vun deem dote Projet de Loi wäert sinn, respektiv vum zukünfteg Gesetz.

Dat heescht, hei ass eng Ongewëssheet sécherlech fir vill Leit hei am Raum, mä mengen ech och am ganze Land, wat eis hei gedriwwen huet, ass einfach e Kader ze fannen, wou déi zukünfteg Propriétéitsverhältnissen, éischstens, gekläert sinn, dat war wat am Raum steet, zweetens, awer och déi Volontéit hei agefloss, op déi och d'Kierchefabrik gehalen huet an déi hinnen och wichteg war. Ob et herno ze realiséieren ass am Kader vum Gesetz ass eng aner Saach. Just am Kader vun der Zesummenaarbecht, wou och dat heiten opgestallt ginn ass, gëtt also am Fong eng Marschrichtung deementspreechend fir dohinner ze goen, an et ass och dat wou d'Madame Di Bartolomeo gesot huet, dass och dat eng praktesch Léisung ass, déi mir hei probéiert hunn ze fannen. An d'Diskussioun par rapport zu deenen anere Kulen oder Leit, déi laizistesche sinn, do fënnt ee sécherlech aner Léisungen an et soll een sech hei net verschléissen, wou och aner Lokalitéite kënnen zur Verfügung gestallt ginn an dat ass jo och dann deelweis gemaach ginn.

Wat generell jo och ëmmer eng Diskussioun war an ouni lo hei nach wëllen, ze wäit drop anzegoen. E Projet de Loi gesäit jo och vir, dass en Acte-notarié soll virleien, par rapport zum Här Thill, well e gesot huet, et ginn och aner Méiglechkeeten, wou mir och als SYVICOL an Erwänung gezunn hunn, dass een och den Droit de Possession kann zum Beispill och spillen par rapport zu engem Acte-notarié. Do ginn et och nach aner Méiglechkeete fir d'Propriétéit kënnen nozeweisen. Fazit ass awer hei an der Situatioun, dass d'Diddelenger Gemeng Propriétaire ass vun deem heite Gebai.

Par rapport zu der Renovatioun vun der Fassad, wat den Här Thill an d'Madame Kayser gesot hunn. D'Fassad, naja engersäits gëtt gesot et ginn ze vill Ausgaben, d'Fassad ass de Moment guer net budgetiséiert fir 2017, an hei war jo grad ze kucken, wat déi nei Proprie-



téitsverhältnissen sollen oder könne ginn, fir dann eben déi nächst Marschrichtung unzesetzen, wat d'Etappen ugeet vun deenen nächsten Deeler vun de Fassaden, déi solle renovéiert ginn. Et ass richtig, dass dat fir d'Gemeng Diddeleng en Invest wäert ginn. Op där anerer Säit soen ech awer, dass fir dës Majoritéit och d'Renovatioun oder déi konsequent Renovatiounen och am Kierchegebai ni en Argument war, fir aner Projete net ze realiséieren. Dat muss een awer och hei ganz kloer soen, et ass net dass deen dote Projet au détriment vun anere Projete gemaach ginn ass. Alleguerten déi Projete, déi eis wichteg waren hu mir phaseweis hei zu Diddeleng ëmgesat. Dat ass wat ech wollt soen zu deene verschidde Stellungen. Dat heiten ass en Dokument, dat am Konsens am Kader vun de schwierigen Diskussiounen, déi awer generell lafen, vun enger ganzer Rei Incertituden, déi sécherlech nach do sinn an déi eis sécherlech nach wäerte beschäftegen an deem Kader opgesat ginn. An da muss elo jiddereen hei banne seng Responsabilitéit huelen, ob dës Déclaration-d'intention wëll Rechnung droen, déi am Konsens opgebaut ginn ass, wou d'Marschrichtung gesat ass onofhängeg vun Diskussiounen, déi nach um nationale Plang stattfanne vum Gesetz, dat herno hei deementsprechend sécherlech verschidde Positiounen ganz kloer wäert bekräeftegen oder aner Elementer, déi hei an der Diskussioun opgeworf gi sinn, sécherlech wäert kënnen méiglech loossen, respektiv net méiglech loossen, notament wat d'Renovatioun vun der Fassad ugeet vun der Kierchefabrik. Wann herno am Gesetz virgesinn ass, dass dat net méiglech ass, dann ass et eben halt esou, dat ass halt och eng politesch Realitéit. Hei hu mir awer deem Wëlle vun der Kierchefabrik einfach Ausdruck ginn an hei niddergeschrëwen.

Dat ass bessen am Kader vun den Negociatiounen, vun Diskussiounen, wou een huet, wou een sech beweegt vu béide Parteien, de part et d'autre, a wou ee kuckt, wat ass ebe gutt fir Diddeleng an et ass dat am Fong, wat hei am Raum steet. Wat ass gutt fir Diddeleng an dat fënnt hei an der Déclaration-d'intention hir Nidderschrëft an elo muss jidderee par rapport zum Vote seng Responsabilitéit huelen, wien zu dës Déclaration d'intention a respektiv zu der Marschrichtung steet.

De Moment ass se nach net ënnerschrëwen, mä mir waren eis op alle Fall eens, dass dat heiten dat Dokument ass an déi Richtung, wou mir wëlle goen. Wann se dat heiten net ënnerschreift, muss ech iech ganz éierlech soen, also de Schafferot ass bereet dat hei z'ënnerschreien, wann se dat net ënnerschreift, da

waren déi Diskussiounen, déi mir mat der Kierchefabrik hatten, fir näischt. Well dat heiten ass am Konsens mat hinnen opgestallt. Dat heescht déi logesch Suite heivunner ass d'Ënnerschrëft. Fir mech ganz kloer als Buergermeeschter an och Member vun dësem Schafferot. Soss hätte mir déi ganz Diskussiounen net bräichte mat hinnen ze maachen. Dat ass eng logesch Konsequenz an eng Saach vun Transparenz, also vun Éierlechkeet a wann se net géifen ënnerschreien, an der Hypothese wou, da froen ech mech, firwat dass mir 3 Mol zesumme souzen an eis Aarbecht gemaach hunn, fir déi heiten Déclaration-d'intention opzesetzen. Wat ech awer hei well kloer präziséieren.

Ech géff dann proposéieren dass mir zum Vote iwwerginn.

Wien ass mat dëser Déclaration d'intention averstanen ? D'Stëmmen vun der aktueller LSAP Majoritéit. Net averstanen: Déi Lenk. Wien enthält sech: ADR, Déi Gréng a d'CSV.

7.2. approbation du contrat de bail au sujet de la location de certains locaux au presbytère;

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Weidere Sujet tëscht der Stad Diddeleng an der Kierchefabrik. Hei befanne mir eis an deenen neien Dispositiounen am Kader vum Gesetz vun 2016, wou den Décret modifizéiert gouf iwwert d'Kierchefabrick vun Dezember 1809, wou engersäits d'Gemengen ab dem Joer 2016 net méi brauchen, den Defizit ze decken, respektiv d'Gemeng net méi d'Obligatioun huet, de Presbytère zur Verfügung ze stellen, respektiv gratis zur Verfügung ze stellen.

Dat wat mir hei am Contrat-de-bail erëmfannen ass e Modus Vivendi, engersäits si mir och hei eens gi mat der aktueller Kierchefabrik, och wann dat herno wäert änneren, fir der Diskussioun schonn virzegräifen, hu mir hei e Contrat-de-bail gemaach mat enger bestender Entitéit, déi eng Personnalitét-juridique huet, an net mat iergendenger anerer Entitét-juridique, hu mir hei eng Approche gehat, mat engem gesonde Mënscheverstand, wou bei der Kierchefabrik och sécherlech wa mir d'Dispositioun hei hunn, dass mir se net méi brauchen am Presbytère ze hunn, dass mir net an déi Richtung ginn wou mir se rausgeien also Propriétaire vum Presbytère, mä e Modus fannen, fir deem neie Gesetz Rechnung ze droen. D'Kierchefabrik huet Wëlles just en Deel vum Presbytère ze notzen en attendant, sou eng Phas transitoire, en attendant



dass d'Veräinshaus frësch gemaach gëtt an se dohier nei Lokalitéite kréien. Dofir ass dëse Contrat-de-bail, deen ab dem 1. Abrëll 2017 soll ulafen, einfach mol fir 3 Joer ugesat, duerno eng tacite Reconduction vu Joer zu Joer. Dat hängt e bëssen of vun den Aarbechte ronderëm d'Veräinshaus. Lo mol op alle Fall fir 3 Joer. Wann et éischter fäerdeg ass, gi mir eis de commun accord eens fir dëse Contrat-de-bail opzeléisen an an dësem Contrat-de-bail hu mir festgehalten, dass si um Rez-de-Chaussée déi 3 Zëmmeren notzen, direkt bei der Entrée a respektiv dann och d'Terrass an natierlech, dass déi Kichen, déi do ass, respektiv déi Toilettens-communes och ka genotzt gi mat eventuellen anere Locataire vum Gebai. Mir hunn hei e Loyer festgehale vu 500,- Euro, de Moment hunn se alles konnte gratis benotzen. Deementspreechend och hei d'Iddi, dass si natierlech als Locataire och de Risque-locatif mussen droen. Mir kommen hei an e klasescht Verhältnis tëschent dem Propriétaire an dem Locataire. Sou sinn d'Situatiounen effektiv och kloer. Natierlech dass och de Locataire alles botze muss, wat d'Trapenhaus ugeet, den Hall, den Trëttoir, de Gaart.

Dat sinn déi Dispositiounen, déi een hei erëmfënnt. Also fir 3 Joer hat ech gesot an och dat ass en Dokument, dat mat der Kierchefabrik gemeinsam opgestallt ginn ass. An natierlech fir och der Diskussioun virzepräifen, och wann hei eng nei Entitéit sollt entstoen an d'Kierchefabrik sollt ofgeschaaft ginn, sinn natierlech déiselwecht Leit, déi hei dat Gebai brauchen, fir hir Aarbecht ze maachen, zur Verfügung gestallt kréien, an dass eben déi aner Entitéit, et geet jo automatesch iwwer, natierlech déi heite Fraise muss iwwerhuelen, hei befanne mir eis ganz kloer am Droit commun.

Dat zu deenen Erklärungen wat dëse Contrat-de-bail ugeet an d'Diskussioun ass op.

Jean-Paul Gangler (CSV): Et ass jo kloer, hei si mir an eppes ganz Konkretes, eppes wat vu vir eran definiert gëtt, hei ass näischt ze diskutéieren. Dat do kënne mir alles approuvéieren. Wat mir ganz gutt fannen ass, dass d'Gemeng ganz explizit dräschreift, dass si d'Chargé vu Chauffage, Gas, asw. iwwerhëlt. Et ass natierlech sou, wéi de Paschtouer Sibenaler net méi do war, ass dat Haus noutdürfteg eng Kéier kuerz restauréiert ginn, haaptsächlech andeems en neit Buedzëmmer dra gemaach ginn ass. Et war awer schonn ëmmer e Problem vun deem Haus, dass et ganz schlecht isoléiert ass, energieklassméisseg

ass et wierklech um Minimum an dat si ganz schwéier Chargen, déi do op deen duerkommen, deen sou en Haus soll funktionéieren loossen. Dat ass bal net ze packen, wat dat u Brennes kascht. Ma da fannen ech dat wierklech ganz lobesam, dass eis Gemeng elo seet, si iwwerhëlt dat mol. Bon si profitéieren jo och mat, da gëtt alt mol schonn domat net eng Kierchefabrik oder e spéidere Fong belaascht. Ee Punkt ass mir bëssen onkloer. Et heescht jo hei, si mussen alles an der Rei halen. Do ass awer och dann zum Beispill déi Terrass an dee Gaart dobäi, do froen ech mech, wat maachen se domadder? Hunn se dat extra gefrot oder wéi? Well dat kascht jo och herno vill Ënnerhalt. Dat war nach aus där Zäit vum Paschtouer Sibenaler wou säin Hond a senger Kächin hiren Hond an hir Kaz do gelaf sinn, awer haut ass dat net méi onbedéngt e prakteschen Notze vun enger Par, déi do haaptsächlech hiert Sekretariat funktionéieren deet. Dat ass just ee kleng Punkt, deen nozefroe war, fir de Rescht sti mir selbstverständlech hannert deem Contrat-de-bail, wou een alt erëm gesäit, et ass e gutt Zesummeschaffen tëscht der Gemeng an der Par. Se ginn net erausgeheit, se ginn nach ëmmer do toleréiert, si sollten dann ebe just dofir e Loyer bezuelen, domat ka jiddweree liewen, dat ass eng ganz gutt Saach. Merci.

Joseph Thill (Déi Lenk): Op dësem Dossier hu mir ganz kloer eng aner Positioun wéi d'CSV: Dat iwwerrascht och keen. Mir wëllen d'Leit och net erausgeheien, mä mir froen eis awer, ob dee Loyer, deen do uginnt ass, dee Loyer ass eigentlech fir sozial schwach Leit, op den hei ubruecht ass. Mir si ganz kloer net d'accord, dass de Propriétaire déi 3 Zëmmeren zur Verfügung stellt an dann och nach d'Chargen, also d'Waasser a Chauffage, asw. bezilt. An dann hätt ech nach eng Fro: Wéi gëtt effektiv de Rescht vum Gebai genotzt? Merci.

Josiane Di-Bartolomeo-Ries (LSAP): Ech hunn am Fong just eng Fro un den Här Gangler. Wéi ass et da méiglech, dass dir dat heiten elo approuvéiert a matstëmmt, wou net kloer ass, ob d'Kierchefabrik weider bestoe bleift? Dat heescht de Locataire ass fiktiv.

Jean-Paul Gangler (CSV): Dat ass richteg, mee ech mengen, dat Risiko gi mir an. Dat hei ass eng reell Situatioun. D'Alternativ war entweder do erausgesat ginn, oder weider kënnen dodra sëtzen. Also bezilt een elo mol als déi Personne-juridique, déi d'Kierchefabrik am Mo-



ment nach ass, de Loyer. A wann et eng Kéier heescht, et gëtt keng Kierchefabrik méi a mir kënnen de Loyer net méi bezuelen, da geet d'Par do eraus, mee dann huet si awer wéinstens virdru probéiert, dran ze bleiwen. A wann se bis erausginn, ass villäicht dat neit Veräinshaus fäerdeg, wee weess, oder mir fannen eng aner Plaz. D'Par huet jo och nach an deem aktuelle Veräinshaus d'Méiglechkeet, fir e Parsekretariat ze maachen.

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Ech géif dann op déi verschidde Punkten agoen. Dat hei ass jo e Contrat-de-bail, wou zwar sécherlech d'Propriétéit vun der Gemeng ass, wat en Haus concernéiert, mä dat wat mir zur Dispositioun ginn, sinn 3 Zëmmeren. An deem Gebai gëtt effektiv jo net méi gewunnt, well den aktuelle Paschtouer en anert Logement huet. Hei sinn am Fong 3 Bürosraim, déi zur Verfügung gestallt ginn, fir d'Kierchefabrik, fir hir Aarbecht kënnen am Alldag ze maachen, sou dass natierlech och dat en anere Kader ass, wat de Präis ugeet. Ech muss awer och soen, déi 500,- Euro, déi mir hei froen, och dat war e Kompromësspräis, wär et der Kierchefabrik nogaangen, wär et vill manner gewiescht, wär et eis nogaangen, wär et e bësse méi gewiescht, dat heescht mir hunn eis hei an der Mëtt getraff. Ech fannen de Präis ganz korrekt. Iwwer 107 Joer ass profitéiert gi vun der Kierchefabrick, wou se kee Loyer hu bräichten ze bezuelen, hei ass einfach e Modus, wou een sech vu béide Säiten eens gëtt. Et ass eng Utilisatioun vu Bürosraim, déi hei genotzt gi fir Aarbecht. Et ass keng Habitatioun tel quel, déi hei stattfënnt.

Déi Fro par rapport zu der Terrass, respektiv zum Gaart. Majo déi 3 Zëmmeren, déi d'Kierchefabrik hei notzt, hunn natierlech och direkten Accès op d'Terrass an och op de Gaart, soss keen aneren, et ass also fir mech ganz kloer an evident, dass si och fir den Entretien do opkommen, si a soss keen aneren an och wann si dat ursprénglech villäicht aneschtens gesinn hunn, de Verweis ass kloer, dass dee Raum, deem se hunn, ass ee vun deene gréisste Raim, deem huet Accès op d'Terrass, respektiv op de Gaart, also sinn si och dofir responsabel fir dat propper ze halen.

De Rescht vum Haus: et ass effektiv e Gemengenhaas, dat wollte mir och lo net eidel loossen an do koume verschidden Iwwerleeungen, wou mir schonn Diskussiounen haten, engersäits mam Office social, ob een dat net soll notze fir Wunnenge fir Leit, wéi mir dat och elo scho maachen. Mir haten awer och schonn Ufroen kritt,

grad déi Situatioun, wou bësse méi schwierig ass, d'Caritas ass un eis erugetruede fir Demandeurs de protection internationale, awer Leit, déi Bénéficiaires de protection internationale sinn, déi ganz schwierig eng Wunneng fannen, fir villäicht an déi Richtung ze goen. Also de Moment ginn et e puer Richtungen, mir hunn eis am Fong nach net decidéiert, mir sinn eis awer sécher, dass mir net wëllen, dass dat Gebai einfach eidel bleift, well et ass e Gebai, dat ganz vill Potenzial huet, e Gebai wou d'Gemeng Propriétaire ass a mat der aktueller Situatioun, déi mir um Wunnengsmarché hunn, soll et eng Affektatioun kënnen kréien als Wunneng. Weider Büroen kann een net dra maachen, do kommen aner Dispositiounen, déi ee muss respektéieren, mä Wunnengen uewen um éischte Stack sinn do absolut méiglech. Deemno a wéi eng Richtung dass mir ginn, wäerte mir och nach eng Kéier an der Gemengerot kommen an iech informéieren, wéi e Projet mir hei wäerten realiséieren.

Dëst gesot géif ech proposéieren, dass mir zu der Ofstëmmung komme vun deem Contrat-de-bail.

Wien ass domat averstanen? Dat ass LSAP, CSV, déi Gréng. Wien ass net domadder averstanen? Dat sinn Déi Lénk. Wien enthält sech? Dat ass den ADR.



9. PERSONNEL

9.1. conversion d'un poste d'employé communal à tâche complète de la carrière B1 vers la carrière C pour les besoins du département administratif;

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Do hu mir 3 Punkten an ëffentlecher Sitzung. Dat eent ass d'Konversioun vun engem Posten, dee mir hunn, e bestoende Posten, herno hu mir och déi Diskussioun am Huis clos, vun engem Employé-communal an der Carrière B1, dat sinn 3 Joer Lycée, op Carrière C, dat si 5 Joer Lycée, fir den Département administratif. Fir wat maache mir déi Konversioun de Carrière? Well déi Persoun, déi do concernéiert ass, eng ganz Rei zousätzlech Aarbecht, engersäits well se d'Konditiounen erfëllt, fir déi Reconversion-de-poste kënnen a betruuecht ze zéien, respektiv well se awer och eng ganz Rei zousätzlech Missiounen hei am Haus iwwerholl huet, par rapport zum Schäfferot. Dat heescht wat haaptsächlech d'Planifikatioun, d'Organisatioun ugeet vun enger ganzer Rei Manifestatiounen, déi am Haus stattfannen, déi och logistescher Natur sinn, organisatorescher Natur an dofir wollte mir hei mol déi Conversion-de-poste maache vum B1 op den C.

9.2. création d'un poste d'employé communal à tâche complète dans la carrière C pour les besoins du département administratif – service informatique et nouvelles technologies;

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Ech géif einfach déi 3 Posten zesummen huelen. Dann ass och d'Kreatioun vun engem neie Posten am Service de numérisation et d'archivage, dat ass am Fong de Service, deen d'Digitalisatioun vun alleguerten eisen Dokumenter mécht. E Volet, deen ëmmer méi wich-

teg gëtt. Haaptsächlech dee ganze Volet vum Office des citoyens, respektiv och vum État civil, fir dass déi Dokumenter kënnen digital opgeholl ginn an och gespäichert ginn. Dofir maache mir hei déi Création-de-poste. Et concernéiert awer och eng Persoun, déi schonn do ass. Och do féiere mir herno d'Diskussioun am Huis clos. Mir kënnen der Diskussioun hei elo net direkt virgräifen, ginn awer d'Marschrichtung un.

9.3. création d'un poste d'employé communal à tâche complète dans la carrière de l'agent sanitaire infirmier pour les besoins du département administratif – service santé scolaire;

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): An dann déi aner Kreatioun vun engem Poste vun Employé-communal als Agent sanitaire infirmier, also en Infirmiersposten. Dat ass am Service Santé scolaire an do geet et drëms, dee Posten definitiv ze kreéieren. Mir haten do an der Zäit e Fonctionnaire-communal, deen aus verschiddene Grënn, wou mir jo schonn diskutéiert hunn, déi Aarbecht net méi konnt ausféieren, deen de Service changéiert huet. Mir hunn e Service temporaire ënnerstëtzt iwwert en CDD, wëssend awer, dass dat doten e ganz wichtege Service ass, mir eng vun deenen eenzege Gemenge sinn, déi e Service Santé scolaire huet an hei geet et dann drëms, iwwert deen dote Posten, well kee Fonctionnaire, e Fonctionnaire misst natierlech erëm an de Stage goen, d'Examen maachen, an hei geet et eben drëm, iwwert deen dote Wee, en Employé-communal kënnen ze rekrutéieren, fir déi Aarbecht kënnen weiderzeféieren an deem dote Service, virun allem an eise Schoulen.

D'Diskussioun ass op.



Michèle Kayser-Wengler (CSV): Mam éischte Posten hu mir guer keng Problemer. Mir verstinn och, dass wann ee sou Organisatioune mécht, dass et och net schlecht ass, wann een awer Leit huet, déi och informatikméisseg op Zack sinn, fir dat ze geréieren. Dass do aner Ufuerderunge mat der Zäit un d'Leit erukommen, dat ass selbstverständlech.

Dann zum Punkt vum Posten am Service Informatique, ech weess, dass dee ganze Service Informatique an Nouvelles technologies ganz vill Aarbecht hunn an och frou si fir all Mënsch, deen se ënnerstëtzt. Dat ass och e Posten, dee mir absolut matstëmmen. Meng Fro ass just, hei steet elo keng genau Berufsausbildung, wat mir do gären hätten? Also et steet just do Carrière C. Ass do een, dee speziell Virkenntnisser muss hunn oder geet et effektiv duer, wéi Dir gesot hutt, C, dat si 5 Joer Lycée? Dat wär just nach eng Zousatzfro, déi ech hätt.

An dann iwwert de Posten 9.3, Kreatioun vum Posten, do ass absolut net ze diskutéieren, deen droe mir mat 200% mat. Also gesitt dir, d'CSV ass net ëmmer géint all Postekreatioun, mä hei, wéi Dir genau sot, mir sinn eng vun deenen eenzege Gemengen, déi nach e Service Santé scolaire hunn. A mir sinn och frou, dass mir deen hunn. An och a menger Funktioun als Kannerdokter, mir schaffen esou enk mat deene Leit zesummen, dat ass e Genoss. An ech hat mir just erlaabt nozefroen, wat eng Carrière d'Agent sanitaire infirmier wier, Du hunn ech mech awer beléiere gelooss, dass dat déi nei Nomenclature ass, dass dat am Fong awer en hondsgewéinlechen Infirmier oder Infirmière ass.

Zweetens hu ech mir och soe gelooss, dass déi Madame, déi op deem Poste sëtzt, déi scho puer mol en CDD kritt huet, eng exemplaresch Aarbecht mécht, dass se immens frou sinn, dass se dee Poste kritt.

Drëttens wollt ech awer nach kuerz soen, mir kréien eng ganz nei Schoul bäi op Lenkeschléi a mir hu jo deen ee Poste vun där Madame, déi als Fonctionnaire-communal agestellt war, déi ass jo an en anere Service gaangen an déi krut jo och dunn eng aner Carrière, dann hu mir jo am Fong nach dee Posten do, Fonctionnaire-communal, op an eisen Appel ralliiert sech am Fong un den Appel vun den Infirmieren. Et gëtt wéi gesot eng nei Schoul gebaut, et kënnt nei Aarbecht op si zou, d'Gemengeservicer gi méi grouss, och do leeschten se eng gutt Aarbecht. De Wonsch ass och do, dass mir villäicht och dee Poste sou séier wéi méiglech besetzen, dass mir d'Equipe och nach zousätz-

lech verstärken. Well dat hei ass jo am Fong just eng Konfirmatioun vum Status quo, mä et wier awer och Aarbecht do fir nach e Posten. Merci.

Henri Reding (Service de Gestion des Ressources Humaines): Ech wollt nach just eng Präzisioun ginn zu der Carrière C. Effektiv wéi den Här Buergermeeschter scho gesot huet, gëtt et déi Persoun schon, dat heescht, déi ass elo schon existent, déi wiesselt dann herno, mir kommen am Huis clos nach eng Kéier dorop zeréck, déi huet also déi Qualifikatiounen, wéi dir elo gefrot hutt. Déi Persoun ass effektiv geschoult, déi schafft elo säit Joren dran, an déi bréngt dann déi Kompetenzen, déi gesicht gi fir dee Posten do mat.

Dan Biancalana (LSAP – Buergermeeschter): Hei geet et och reng ëm en Archivageposten, et si lo keng informatesch Saachen, wou am klassesche Service Informatique jo d'Informatiker sinn, déi och déi ganz Gestoun hei am Haus maachen. Hei ass reng nëmme Service Archivage vun der Gemeng.

Kënne mir iwwert déi 3 Posten en Block ofstëmmen oder separat? Da stëmme mir en Bock of.

Wien ass mat der Kreatioun vun deenen 3 Posten averstanen? Dat ass unanime.



1^{er}
juillet

Grande fête des villes jumelées

Samedi 01.07.2017 / 16h-00h / Pl. Hôtel de Ville

Dans le cadre du 110^e anniversaire de la Ville de Dudelange, nous vous invitons à venir fêter avec nous et nos villes jumelées **Arganil** (Portugal), **Berane** (Montenegro), **Feltre** (Italie), **Lauenburg/Elbe** (Allemagne), **Lebork** (Pologne) et **Manom** (France).

PROGRAMME

16h00 CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

Encadrement musical: Krunnemécken (*walking act*) et Bea Picard & Pit Dahm, ensemble de percussion de l'École Régionale de Musique

16h20 Chorale La Pastourelle / Manom

17h20 O Dive bel canto / Berane

18h20 Afadixie (Dixieland) / Arganil

19h20 Frantówka / Lebork

20h20 Folk Rovers / Lauenburg

21h30 Acoustic Fun Orchestra

vers 23h00
FEU D'ARTIFICE



DIDDELENG
VILLE DE DUDELANGE

Le collège des bourgmestre et échevins
Dan Biancalana, bourgmestre
René Manderscheid, Loris Spina, Claudia Dall'Agnol, échevins

BP 73 L-3401 Dudelange /// T 516121-1 /// ville@dudelange.lu
site web: www.dudelange.lu /// blog: www.ondiraitlesud.lu



/villededudelange



@villededudelange



PETIT DÉJEUNER FAIRTRADE

SAMEDI 01.07.2017 / 9h-11h / PL. HÔTEL DE VILLE

Le collège des bourgmestre et échevins vous invite à la 12ème édition du petit déjeuner fairtrade et vous propose comme chaque année un programme des plus variés :

- **Petit déjeuner fairtrade** gratuit, dégustation de produits issus du commerce équitable
- **Fashion-bus Akabo**, 1^{er} pop up store mobile de vêtements et accessoires fairtrade et écologiques
- **Concours de tirs au but** pour enfants. Ballons de foot fairtrade à gagner!
- Stand d'information **Fairtrade**
- Vente de produits fairtrade aux stands de la **Boutique du Monde** et de **PADEM asbl**

Das Schöffenkollegium lädt zum 12. Fairen Frühstück ein und bietet Ihnen auch dieses Jahr wieder ein abwechslungsreiches Programm :

- **Faires Frühstück**: probieren Sie kostenlos Produkte aus fairem Handel
- **Akabo-Fashion-Bus**, erster mobiler Pop-up-Laden mit fair gehandelter und ökologischer Kleidung und Accessoires
- **Torwandschiessen** für Kinder: Fairtrade-Bälle zu gewinnen!
- **Fairtrade-Informationsstand**
- Verkauf von Produkten aus fairem Handel am **Weltladen**-Stand und am Stand von **PADEM asbl**



Le collège des bourgmestre et échevins / Das Schöffenkollegium
Dan Biancalana, bourgmestre / Bürgermeister
René Manderscheid, Loris Spina, Claudia Dall'Agnol, échevins / Schöffen

BP 73 L-3401 Dudelange /// T 516121-1 /// ville@dudelange.lu
site web: www.dudelange.lu /// blog: www.ondiraitlesud.lu

[f /villededudelange](https://www.facebook.com/villededudelange) [@villededudelange](https://twitter.com/villededudelange)

KlimaPakt 
European Energy Award





SUMMERSTAGE

HARMONIE MUNICIPALE & SPECIAL GUESTS

ARMAND THIES / SANDRA MORRONI / ERNIE HAMMES / ANDY HADERER / STEPHAN MÜLLER

Ve 14.07.2017 / 20h00
Parc Le'h Dudelange

